



Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

167ème Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Mardi 5 Juin 2012

SOMMAIRE

LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2011 – 2012

NUMÉRO SPÉCIAL

LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2011– 2012

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 200, 200-4, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu les Articles 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- Vu le Décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'Etat;
- Vu la Loi du 16 septembre 1966 portant création du Fonds d'Urgence;
- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);

- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État;
- Vu le Décret du 4 octobre 1984 créant au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe un fonds dénommé «Fonds d'Investissements Publics»;
- Vu l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts;
- Vu le Décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu la Loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et codification des marchandises;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 réorganisant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Vu l'Arrêté du 5 septembre 2009 fixant les seuils de Passation de Marchés Publics et les seuils d'intervention de la CNMP suivant la nature des marchés;
- Vu la Loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires;
- Vu la Loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de réglementation des marchés publics dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils de Passation de Marchés;
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi;
- Considérant qu'il est impérieux pour l'Etat d'adopter des mesures d'allègement fiscal et douanier en vue de faciliter la reconstruction d'immeubles et le relogement de la population suite au séisme du 12 janvier 2010;

- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les Voies et Moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, les charges de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations de dommage, les prêts et avances et les interventions de l'Etat sur le plan économique, social et culturel pour la période allant du 1^{er} octobre 2011 au 30 septembre 2012;
- Considérant qu'il importe de modifier certaines lignes tarifaires dans le but de protéger l'environnement;
- Considérant qu'il y a lieu de rationaliser la taxation du fer, du fil machine en fer et de l'huile comestible;
- Le Pouvoir Exécutif a proposé et le Corps Législatif a voté la Loi de Finances suivante :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

- Article 1.-** Les impôts, droits et taxes à percevoir au 30 septembre 2011, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2011-2012 et leurs produits seront recouverts d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets régissant la matière ;
- Article 2.-** Le droit de timbre à apposer sur la déclaration de fonctionnement des sociétés est fixé à mille cinq cents gourdes (Gdes 1.500.00) ;
- Article 3. -** Le droit de timbre à apposer sur la déclaration de non fonctionnement des sociétés est fixé à vingt-cinq mille gourdes (Gdes 1,000.00) ;
- Article 4.-** Le montant à payer à la Direction Générale des Impôts, par toute personne exerçant le commerce sur le territoire de la République, pour l'obtention de la carte d'identité professionnelle est de mille gourdes (Gdes 1.000.00) ;
- Article 5.-** La Direction Générale des Impôts percevra annuellement un droit de licence :
- a) Par manufacture de cigarettes ou tout autre produit du tabac cinquante mille gourdes (Gdes 50,000.00);
 - b) Par brasserie trente mille gourdes (Gdes 30.000.00);
 - c) Par point de chaudière des appareils à distiller sans que le montant de la licence soit inférieur à mille gourdes (Gdes 1.000.00);
 - d) Par débit d'alcool et de tabac dans les hôtels, cafés, restaurants, boîtes de nuit : 40% du montant principal de la patente.
- Article 6.-** Le montant du droit de timbre au moment du dépôt de tout état financier est fixé à mille deux cent cinquante gourdes (Gdes 1,250.00) ;
- Article 7.** Le montant du droit pour l'obtention du quitus fiscal prévu par la loi du 28 septembre 1990 est fixé à mille gourdes (Gdes 1,000.00);
- Article 8.** Les droits d'accises établis ad valorem sur le tabac, les produits du tabac brut et les produits finis de tabac tels que cigarettes et cigares sont de quinze pour cent (15%) sur le prix ex-usine pour la fabrication locale ou sur la valeur en douane CIF des produits importés ;

- Article 8.1.-** Les droits d'accises perçus sur le tabac en tant que matière première seront déduits des droits de même nature à payer sur les produits finis de fabrication locale;
- Article 8.2.-** Les droits d'accises sur les alcools établis ad valorem sur les produits tels : le rhum, la bière, les boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées sont de quinze pour cent (15%) sur le prix ex-usine pour la fabrication locale ou sur la valeur en douane CIF des produits importés ;
- Article 9.-** Le droit de concession pour toute personne dûment autorisée à exploiter un casino ou une maison de jeux est fixé à douze millions cinq cent mille gourdes (Gdes. 12.500,000.00);
- Article 10.-** Le prélèvement pour l'alimentation du Fonds d'Urgence est fixé à un pour cent (1%) des salaires de tous les employés publics et non publics. à l'exception des journalistes;
- Article 11.-** Un droit d'accises ad valorem de un pour cent (1%) est établi sur le prix CIF de tous les produits alimentaires importés à l'exception des produits laitiers et de leurs dérivés :
- Article 12.-** Les producteurs privés d'énergies fossiles destinées à la vente acquitteront un droit spécial de cinq pour cent (5%) sur tout volume de production facturé:
- Article 13.-** Il est institué, aux fins de la présente loi, un droit spécial de 1% du chiffre d'affaires sur les activités polluantes engendrées par les personnes physiques et morales suivantes :
- i) Tout exploitant d'une installation commerciale ou industrielle, à l'exception des produits pharmaceutiques et de production de plantules en pépinières, utilisant et vendant les contenants en plastique soit sous forme de résine ou de récipients et les emballages assimilés:
 - ii) Tout exploitant d'une installation d'élimination de déchets industriels ;
 - iii) Tout exploitant d'une installation d'élimination de déchets ménagers ou assimilés par incinération ;
 - iv) Tout exploitant d'une installation émettant dans l'air des substances polluantes.
- Article 14.** Une eco-redevance de 100 gourdes sera prélevée, par chargement, sur les camions poids lourds de 4 tonnes et de 50 gourdes sur ceux de 2 tonnes s'adonnant aux activités d'exploitation des carrières et de sable de rivière. Le propriétaire de l'exploitation est assujetti à une taxe de dix pour cent 10% de son chiffre d'affaires.
- Article 15.** En vue de reconstituer le manteau forestier du pays, une taxe de 5% sur le chiffre d'affaires sera prélevée sur les entreprises utilisant le bois comme combustible.
- Article 16.** Le droit de concession pour toute personne dûment autorisée à exploiter les nappes souterraines est fixé à cinq cent mille gourdes (Gdes 500.000.00) :
- Article 17.** Les marchandises placées sous les positions tarifaires ci-dessous sont taxées comme suit :

MODIFICATION TARIFAIRE

A L'IMPORTATION

NOMENCLATURE	LIBELLÉ	TAUX DD% MODIFIÉS
27111200	GAZ DE PROPANE	0
72141000	BARRES EN FER OU ACIER NON ALLIÉS FORGÉES	20
72142000	BARRES EN FER EN ACIER N.A LAM. OU FILEES COMPORTANT DES RELIEFS DE LAMINAGE	20
72142011	BARRES EN FER EN ROULEAU	5
72142019	AUTRES FER COMPORTANT DES INDENTATION EN BOURRELETS, CREUX OU RELIEF OBTENU AU COURS DU LAMINAGE...	20
72143000	BARRES EN ACIER DE DECOLLETAGE, N.ALLI.FORGÉES LAMINÉES OU FILEES A CHAUD	20
72149100	BARRES EN FER OU ACIER NON ALLI.FORGÉES LAM. OU FILEES DE SECT.TRANS.RECTANG	20
72149900	BARRES EN FER, ACIER NON ALLIÉS N.D.N.C.A.	20
72151000	BARRES EN FER OU EN ACIER DE DECOLLETAGE, NON ALLIÉ. PARACHEVÉES A FROID	20
72155000	BARRES EN FER OU EN ACIER NON ALLIÉ PARACHEVÉES A FROID	20
72159000	BARRES EN FER OU EN ACIER NON ALLIÉ	20
73110000	RÉCIPIENTS POUR GAZ COMPRIMÉS OU LIQUÉFIÉS EN FER, FONTE OU ACIER (Bonbonne)	0
84811000	DÉTENDEURS	0
84812000	VALVES POUR TRANSMISSIONS OLEOHYDRAULIQUES OU PNEUMATIQUES	0
84813000	CLAPETS ET SOUPAPES DE RETENUE	0
84814000	SOUPAPES DE TROP PLEIN OU SURETÉ.	0
84818000	ARTICLES DE ROBINETTERIE A USAGE TECHNIQUE	0
84819000	PARTIES D'ARTICLES DES NOS 8481	0
30021000	CHARBONS ACTIFS	0
44029000	CHARBONS AUTRES BOIS	0
44021000	CHARBONS DE BAMBOU	0

A L'EXPORTATION

NOMENCLATURE	LIBELLÉ	TAUX DD% MODIFIÉS
27111200	GAZ DE PROPANE	25
73110000	RÉCIPIENTS POUR GAZ COMPRIMÉS OU LIQUÉFIÉS EN FER, FONTE OU ACIER (Bonbonne)	25
84811000	DÉTENDEURS	25
84812000	VALVES POUR TRANSMISSIONS OLEOHYDRAULIQUES OU PNEUMATIQUES	25
84813000	CLAPETS ET SOUPAPES DE RETENUE.	25
84814000	SOUPAPES DE TROP PLEIN OU SURETÉ.	25
84818000	ARTICLES DE ROBINETTERIE A USAGE TECHNIQUE	25
84819000	PARTIES D'ARTICLES DES NOS 8481	25
30021000	CHARBONS ACTIFS	25
44029000	CHARBONS AUTRES BOIS	25
44021000	CHARBONS DE BAMBOU	25

Article 18.- Les mesures d'allégement fiscal et douanier suivantes sont prorogées pour l'exercice 2011-2012 :

- i. Les frais proportionnels d'enregistrement et d'inscription sur les prêts hypothécaires consentis par les institutions financières et créanciers privés payables par le bénéficiaire, sont réduits de 50%;
- ii. Les plus-values éventuelles résultant du versement, par les compagnies d'assurances, des indemnités aux entreprises, institutions ou particuliers sont exemptes d'impôt sur le revenu pourvu qu'elles aient été réinvesties au cours des exercices fiscaux 2009-2010, 2010-2011;
- iii. Les dons faits au cours des exercices fiscaux 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 aux fondations, institutions de charité, organismes de secours, institutions à portée sociale, éducative et sanitaire, reconnus et immatriculés à la Direction Générale des Impôts au 30 septembre 2011, sont déductibles jusqu'à concurrence de 40% du revenu brut imposable après les déductions mentionnées aux alinéas a, b, c, d, e, f et g, le cas échéant, de l'article 128 du Décret du 29 septembre 2005 portant sur l'impôt sur le revenu.

Article 19.- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget de l'exercice fiscal 2011-2012 sont estimés à quarante-cinq milliards six cent millions et 00/100 de gourdes (Gdes 45 600 000 000.00) :

Article 20.- Les dons en appui budgétaire et en financement des programmes et projets sont estimés à quarante-six milliards trois cent cinquante millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-onze et 00/100 de gourdes (Gdes 46 350 599 971.00) :

Article 21.- Les produits du financement interne et externe sont estimés à vingt-neuf milliards cinquante millions trois cent soixante-dix-huit mille deux cent trente-sept et 00/100 de gourdes (Gdes 29 050 378 237.00):

Article 22.- Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi codifiés:

Art. 1.- Recettes fiscales:

Art. 2.- Recettes non Fiscales ;

Art. 3.- Recettes en Capital :

Art. 5.- Dons :

Art. 6.- Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital:

Art. 8.- Emprunts :

Art. 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

- Article 23.-** Les crédits du Budget de l'exercice 2011-2012 ouverts pour les dépenses courantes, incluant le fonctionnement des institutions de l'Administration d'Etat et des intérêts sur la Dette Publique, sont fixés à trente-sept milliards deux cent vingt-cinq millions trois cent vingt-trois mille trois cent quatre et 00/100 de gourdes (Gdes 37 225 323 304.00), répartis dans les tableaux présentés aux articles 32, 33 et 34 de la présente Loi ;
- Article 24.-** Les crédits du Budget de l'exercice 2011-2012 ouverts pour les autres charges, incluant les dépenses d'activités électorales et d'amortissement de la Dette Publique, sont fixés globalement à trois milliards quatre cent soixante-deux millions quatre-vingt-quatorze mille cinq cent cinquante et un et 00/100 de gourdes (Gdes 3 462 094 551.00) distribués selon les tableaux présentés aux articles 32, 33 et 34 de la présente Loi;
- Article 25.** Les crédits du Budget de l'exercice 2011-2012 ouverts pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à quatre-vingt milliards trois cent treize millions cinq cent soixante mille trois cent cinquante-trois et 00/100 de gourdes (Gdes 80 313 560 353.00), répartis selon les tableaux présentés aux articles 32 et 33 de la présente Loi;
- Article 26.** Les crédits, ouverts dans le Budget et mis à la disposition des entités administratives, sont affectés à un service ou un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs, provisionnels ou limitatifs;
- Article 27.** Sont considérés comme crédits évaluatifs dans le présent budget les crédits destinés au service de la dette publique et ceux figurant aux «Interventions Publiques», prévus à la couverture de frais de justice, réparations civiles, expropriation, dégrèvements et restitutions;
- Article 28.** Sont considérés comme crédits provisionnels ceux qui correspondent à des besoins qui ne peuvent être exactement chiffrés. Ils sont inscrits aux alinéas des «Autres Interventions Publiques»;
- Article 29.** Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 27 et 28 sont des crédits limitatifs;
- Article 30.** Selon la nomenclature des dépenses, les crédits budgétaires sont répartis en neuf (9) articles ainsi codifiés :
- Art. 1.- Dépenses de Personnel ;
 - Art. 2.- Dépenses de Services et de Charges diverses ;
 - Art. 3.- Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels ;
 - Art. 4.- Immobilisations Corporelles ;
 - Art. 5.- Immobilisations Incorporelles ;
 - Art. 6.- Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement ;
 - Art. 7.- Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnités ;
 - Art. 8.- Amortissement de la Dette Publique ;
 - Art. 9.- Autres Dépenses Publiques.

CHAPITRE III**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**

- Article 31.** Les conditions d'équilibre du Budget de l'exercice fiscal 2011-2012 sont assurées par les opérations de perception de recettes, dons et emprunts, complétés par les dispositions relatives à la couverture des charges de trésorerie comme indiqué à l'article ci-après ;
- Article 32.** Les opérations du Budget pour l'exercice fiscal débutant le 1^{er} octobre 2011 pour s'achever le 30 septembre 2012, comparées à celles de 2010-2011 sont ainsi réparties :

LOI DE FINANCES 2011 - 2012
TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

TOTAL	106,284,926,104	121,000,978,208	14,716,052,104	13.8%
OPERATIONS	A-Budget 10 - 11	B-Budget 11 - 12	VARIATION (B-A)	
			MONTANT	%
A- RESSOURCES TOTALES (B)	36,000,000,000	45,600,000,000	9,600,000,000	37.7%
B-RECETTES COURANTES	36,000,000,000	45,600,000,000	9,600,000,000	26.7%
Recettes Internes	21,513,004,989	28,810,000,001	7,296,995,012	33.9%
Recettes Douanières	163,677,995,011	16,189,999,999	2,512,004,988	18.4%
Autres Ressources Internes	809,000,000	600,000,000	(209,000,000)	-25.8%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	33,991,437,541	36,619,185,803	2,627,748,262	7.7%
i-Fonctionnement de l'Adm. d'Etat	32,849,155,440	35,430,608,953	2,581,453,513	7.9%
Personnel	16,996,251,900	18,563,928,657	1,567,676,757	9.2%
Biens & Services	8,414,747,330	10,232,124,192	1,817,376,862	21.6%
Quotes -parts et subventions	7,438,156,210	6,634,556,104	(803,600,106)	-10.8%
ii- Intérêts et frais financiers	1,142,282,101	1,188,576,850	46,294,749	4.1%
Dette Interne	1,138,707,131	1,165,350,410	26,643,279	2.3%
Dette Externe	3,574,970	23,226,440	19,651,470	549.7%
D-SOLDE COURANT (B-C)	2,008,562,459	8,980,814,197	6,972,251,738	347.1%
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	70,894,317,859	80,919,697,854	10,025,379,995	14.1%
Programmes & projets	70,444,199,552	80,313,560,353	9,869,360,801	14.0%
<i>Financement local des programmes et projets</i>	<i>16,526,404,869</i>	<i>22,557,500,000</i>	<i>6,031,095,131</i>	<i>36.5%</i>
Trésor Public	12,501,500,000	17,187,500,000	4,686,000,000	37.5%
Annulation dette FMI	2,788,000,000	2,681,000,000	(107,000,000)	-3.8%
Autres Financements	1,236,904,869	2,689,000,000	1,452,095,131	117.4%
Dons et Emprunts	53,917,794,683	57,756,060,353	3,838,265,670	7.1%
Fonds PETROCARIBE	10,045,000,015	16,113,000,000	6,067,999,985	60.4%
Immobilisation	450,118,308	606,137,501	156,019,194	34.7%
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	361,000,000	361,000,000		
Elections	300,000,000	300,000,000		
Support aux partis politiques	61,000,000	61,000,000		
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	105,246,755,400	117,899,883,657	12,653,128,257	12.0%
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(69,246,755,400)	(72,299,883,657)	(3,053,128,256)	4.4%
I-DONS	48,527,929,132	46,350,599,971	(2,177,329,161)	-4.5%

LOI DE FINANCES 2011 - 2012
TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

OPERATIONS	A-Budget 10 - 11	B-Budget 11 - 12	VARIATION (B-A)	
			MONTANT	%
<i>i-Support budgétaire</i>	5,440,474,847	5 492 880 000	52 405 153	1,0%
Union Européenne	1 391 590 000	606 520 000	(785 070 000)	-56.4%
France	1 868 034 847	906 100 000	(961 934 847)	-51.5%
Espagne	-	706 180 000	706 180 000	
Banque Mondiale	830 800 000	1 640 000 000	809 200 000	97.4%
BID	-	1 121 580 000	1 121 580 000	
USA	519 250 000	512 500 000	(6 750 000)	-1.3%
Norvège	207 700 000	-	(207 700 000)	-100.0%
Canada	623 100 000	-	(623 100 000)	-100.0%
<i>i-Financement des Programmes et projets</i>	43 087 454 285	40 857 719 971	(2 229 734 314)	-5,2%
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	1 351 096 724	2 322 982 280	971 885 556	71.9%
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	10 013 056 556	10 404 210 533	391 153 977	3.9%
Banque Mondiale	3 192 371 909	6 576 119 493	3 383 747 584	106.0%
Brésil	147 500 000	2 499 516 485	2 352 016 485	1594.6%
Espagne	368 045 717	1 182 855 917	814 810 200	221.4%
FAO (Alimentation)	605 918 520	585 392 640	(20 525 880)	-3.4%
Financement et Fonds fiduciaires (FII)	40 000 000	-	(40 000 000)	-100.0%
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	224 155 525	57 480 000	(166 675 525)	-74.4%
Fonds international de développement agricole (FIDA)	160 000 000	157 417 000	(2 583 000)	-1.6%
France	1 075 672 000	1 251 070 000	175 398 000	16.3%
JAPON	123 750 000	1 993 750 000	1 870 000 000	1511.1%
MEXIQUE	205 000 000	205 000 000	-	
NORVEGE	-	69 580 075	69 580 075	
Programme Alimentaire Mondial (PAM)	-	800 000 000	800 000 000	
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	25 987 500	1 012 980 648	986 993 148	3798.0%
THAILANDE	-	41 123 000	41 123 000	
Taiwan	31 982 276	582 758 580	550 776 304	1722.1%
Union Européenne (UE)	7 676 404 518	3 584 697 360	(4 091 707 158)	-53.3%
Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science & la Culture (UNESCO)	158 000 000	24 000 000	(134 000 000)	-84.8%
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	-	538 490 760	538 490 760	
Agence pour le Développement International (USAID)	8 936 013 040	6 570 371 600	(2 365 641 440)	-26.5%
SUISSE	80 000 000	-	(80 000 000)	-100.0%
Venezuela	4 900 500 000	-	(4 900 500 000)	-100.0%
Union des nations sud-américaines (UNASUR)	3 772 000 000	-	(3 772 000 000)	-100.0%
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONNS (H+I)	(20 718 826 269)	(25 949 283 686)	(5 230 457 417)	25,2%

LOI DE FINANCES 2011 - 2012
TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

TOTAL	106,284,926,104	121,000,978,208	14,716,052,104	13,8%
OPERATIONS	A-Budget 10 - 11	B-Budget 11 - 12	VARIATION (B-A)	
			MONTANT	%
K-FINANCEMENT (J)	(20 718 826 269)	(25 949 283 686)	(5 230 457 417)	25,2%
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii)	10 792 169 693	16 832 324 822	(27 844 856)	-0,3%
<i>i-Financement des Programmes et projets</i>	<i>10 830 340 397</i>	<i>16 898 340 382</i>	-	
Venezuela	785 340 382	785 340 382	-	
PETROCARIBE	10 045 000 015	16 113 000 000	6 067 999 985	60,4%
ii- Amortissement de la dette	(38 170 704)	(66 015 560)	(27 844 856)	72,9%
Amort. Externe	(38 170 704)	(66 015 560)	(27 844 856)	72,9%
M-FINANCEMENT INTERNE NET	9 926 656 576	9 116 958 864	(809 697 713)	-8,2%
Bons du Trésor	6 901 751 707	5 282 037 855	(1 619 713 852)	-23,5%
Autres Financements internes des projets	4 024 904 869	5 370 000 000	1 345 095 131	33,4%
Amortissement Interne	(1 000 000 000)	(3 035 078 991)	(2 035 078 992)	203,5%
Solde exercice fiscal 2010-2011		1 500 000 000	1 500 000 000	

DETAILS DES OPERATIONS

Article 33.- Les crédits ouverts dans le Budget pour l'exercice 2011 - 2012 sont ainsi répartis :

LOI DE FINANCES 2011-2012
RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES					
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT					
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTALI	PONDERATION
POUVOIR EXECUTIF	16 020 624 491	9 591 398 401	5 975 964 933	512 431 909	32 100 419 733	89,08%
SECTEUR ECONOMIQUE	3 168 399 586	1 594 801 973	646 236 910	197 217 117	5 606 655 585	15,56%
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	254 662 275	177 581 076	228 109 818	12 310 300	672 663 468	1,87%
1111-1-SERVICES INTERNES	214 516 669	169 541 906	204 100 000	10 430 300	598 588 875	1,66%
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	28 916 205	6 234 378	1 434 800	250 000	36 835 383	0,10%
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	11 229 401	1 804 792	0	1 630 000	14 664 192	0,04%
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	0	0	22 575 018	0	22 575 018	0,06%
1112-MIN. DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 583 148 753	1 067 007 664	110 546 410	100 567 642	2 861 270 468	7,94%
1112-1-SERVICES INTERNES	287 557 430	224 970 400	3 500 000	15 789 999	531 817 829	1,48%
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	54 521 405	19 316 000	0	340 000	74 177 405	0,21%
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	44 421 122	32 260 120	228 600	1 660 495	78 570 337	0,22%
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	558 619 432	183 500 639	625 000	41 049 738	783 794 809	2,17%
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	609 861 578	575 712 047	5 000 000	39 482 409	1 230 056 034	3,41%
1112-2-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	258 195	300 200	0	0	558 395	0,00%
1112-2-19- FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	0	0	12 000 000	0	12 000 000	0,03%
1112-2-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	0	0	40 381 304	0	40 381 304	0,11%
1112-2-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	0	0	47 349 809	0	47 349 809	0,13%
1112-2-23- COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	0	0	1 041 697	0	1 041 697	0,00%
1112-2-24- FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	0	0	0	0	0	0,00%
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	27 909 591	30 948 258	420 000	2 245 000	61 522 850	0,17%

LOI DE FINANCES 2011-2012
RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

INTERETS	SOUS-TOTAL2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
			MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
1 188 576 850	33 288 996 583	3 462 094 551	79 077 903 549	98,46%	115 828 994 684	95,73%
0	5 606 655 585	0	53 387 088 340	66,47%	58 993 743 926	48,75%
	672 663 468	0	18 151 361 583	22,60%	18 824 025 051	15,56%
0	598 588 875	0	18 080 361 583	22,51%	18 678 950 458	15,44%
0	36 835 383	0	20 000 000	0,02%	56 835 383	0,05%
0	14 664 192	0	20 000 000	0,02%	34 664 192	0,03%
0	22 575 018	0	31 000 000	0,04%	53 575 018	0,04%
	2 861 270 468	0	2 846 185 748	3,54%	5 707 456 216	4,72%
0	531 817 829	0	1 614 848 925	2,01%	2 146 666 754	1,77%
0	74 177 405	0	143 782 648	0,18%	217 960 053	0,18%
0	78 570 337	0	10 000 000	0,01%	88 570 337	0,07%
0	783 794 809	0	525 054 175	0,65%	1 308 848 984	1,08%
0	1 230 056 034	0	512 500 000	0,64%	1 742 556 034	1,44%
0	558 395	0	0	0,00%	558 395	0,00%
0	12 000 000	0	0	0,00%	12 000 000	0,01%
0	40 381 304	0	20 000 000	0,02%	60 381 304	0,05%
0	47 349 809	0	15 000 000	0,02%	62 349 809	0,05%
0	1 041 697	0	0	0,00%	1 041 697	0,00%
0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
0	61 522 850	0	5 000 000	0,01%	66 522 850	0,05%

LOI DE FINANCES 2011-2012
RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOU'S-TOTAL
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION	0	0	0	0	0
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	486 402 841	103 262 293	900 000	28 840 002	619 405 135
1113-1-SERVICES INTERNES	364 961 933	94 648 258	900 000	25 592 416	486 102 607
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	76 848 921	1 323 037	0	1 497 585	79 669 543
1113-2-14-INSTITUT NATIONALE DE LA REFORME AGRAIRE	44 591 987	6 923 600	0	1 750 000	53 265 587
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE	0	367 398	0	0	367 398
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	459 255 661	143 160 312	127 540 139	15 870 389	745 826 501
1114-1-SERVICES INTERNES	358 650 026	129 555 474	750 000	11 044 500	500 000 001
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	16 273 054	1 004 400	0	82 494	17 359 947
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	29 113 899	2 395 911	0	2 000 000	33 509 810
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION HAITIENNE	14 453 465	2 075 400	0	2 554 389	19 083 253
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	8 116 519	122 820	1 442 612	0	9 681 951
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	32 648 698	8 006 307	0	189 006	40 844 011
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5 347 527	0	5 347 527
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	0	60 000 000	0	60 000 000
1114-2-22-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISEMENT	0	0	60 000 000	0	60 000 000
1114-2-23-AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE	0	0	0	0	0

LOI DE FINANCES 2011-2012
RÉSUMÉ DES CRÉDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1,72%		619 405 135	0	6 139 738 938	7,64%	6 759 144 073	5,59%
1,35%	0	486 102 607	0	6 076 238 938	7,57%	6 562 341 545	5,42%
0,22%	0	79 669 543	0	50 000 000	0,06%	129 669 543	0,11%
0,15%	0	53 265 587	0	13 500 000	0,02%	66 765 587	0,06%
0,00%	0	367 398	0	0	0,00%	367 398	0,00%
2,07%		745 826 501	0	24 124 068 399	30,04%	24 869 894 900	20,55%
1,39%	0	500 000 001	0	23 933 666 399	29,80%	24 433 666 400	20,19%
0,05%	0	17 359 947	0	51 855 000	0,06%	69 214 947	0,06%
0,09%	0	33 509 810	0	20 000 000	0,02%	53 509 810	0,04%
0,05%	0	19 083 253	0	0	0,00%	19 083 253	0,02%
0,03%	0	9 681 951	0	0	0,00%	9 681 951	0,01%
0,11%	0	40 844 011	0	118 547 000	0,15%	159 391 011	0,13%
0,01%	0	5 347 527	0	0	0,00%	5 347 527	0,00%
0,17%	0	60 000 000	0	0	0,00%	60 000 000	0,05%
0,17%	0	60 000 000	0	0	0,00%	60 000 000	0,05%
0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%

LOI DE FINANCES 2011-2012
RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES					
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT					
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL I	PONDERATION
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	148 146 164	28 870 740	168 840 540	12 990 550	358 847 995	1,00%
1115-1-SERVICES INTERNES	148 146 164	28 870 740	1 461 220	12 990 550	191 468 675	0,53%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	18 885 647	0	18 885 647	0,05%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	0	0	24 020 448	0	24 020 448	0,07%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	0	0	124 473 225	0	124 473 225	0,35%
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	167 490 175	45 001 531	10 000 000	18 176 450	240 668 156	0,67%
1116-1-SERVICES INTERNES	167 490 175	45 001 531	10 000 000	18 176 450	240 668 156	0,67%
1117-MINISTERE DU TOURISME	69 293 716	29 918 358	300 003	8 461 785	107 973 861	0,30%
1117-1-SERVICES INTERNES	62 747 431	27 963 717	300 003	8 461 785	99 472 936	0,28%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	6 546 285	1 954 641	0	0	8 500 926	0,02%
SECTEUR POLITIQUE	5 168 053 150	4 974 329 403	552 200 527	104 685 962	10 799 269 042	29,97%
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	4 048 958 110	2 167 468 461	110 843 013	55 989 190	6 383 258 774	17,71%
1211-1-SERVICES INTERNES	649 089 168	133 309 391	1 100 000	21 227 426	804 725 986	2,23%
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	3 380 730 741	2 022 988 457	38 296 464	33 501 764	5 475 517 426	15,19%
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	0	0	37 000 000	0	37 000 000	0,10%
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	0	97 200	0	0	97 200	0,00%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	0	0	32 796 549	0	32 796 549	0,09%
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	0	0	0	0	0,00%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	19 138 200	11 073 413	1 650 000	1 260 000	33 121 613	0,09%
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	37 626 995	9 643 833	5 000	3 578 442	50 854 270	0,14%
1212-1-SERVICES INTERNES	37 626 995	9 643 833	5 000	3 578 442	50 854 270	0,14%
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	255 129 981	1 397 220 093	3 000 000	22 200 000	1 677 550 074	4,66%
1213-1-SERVICES INTERNES	255 129 981	1 397 220 093	3 000 000	22 200 000	1 677 550 074	4,66%

LOI DE FINANCES 2011-2012
RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

INTERETS	SOUS-TOTAL2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
			MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	358 847 995	0	205 274 500	0,26%	564 122 495	0,47%
0	191 468 675	0	205 274 500	0,26%	396 743 175	0,33%
0	18 885 647	0	0	0,00%	18 885 647	0,02%
0	24 020 448	0	0	0,00%	24 020 448	0,02%
0	124 473 225	0	0	0,00%	124 473 225	0,10%
	240 668 156	0	1 806 634 173	2,25%	2 047 302 329	1,69%
0	240 668 156	0	1 806 634 173	2,25%	2 047 302 329	1,69%
	107 973 861	0	113 825 000	0,14%	221 798 861	0,18%
0	99 472 936	0	113 825 000	0,14%	213 297 936	0,18%
0	8 500 926	0	0	0,00%	8 500 926	0,01%
0	10 799 269 042	0	3 243 174 825	4,04%	14 042 443 867	11,61%
	6 383 258 774	0	552 000 000	0,69%	6 935 258 774	5,73%
0	804 725 986	0	164 000 000	0,20%	968 725 986	0,80%
0	5 475 517 426	0	388 000 000	0,48%	5 863 517 426	4,85%
0	37 000 000	0	0	0,00%	37 000 000	0,03%
0	97 200	0	0	0,00%	97 200	0,00%
0	32 796 549	0	0	0,00%	32 796 549	0,03%
0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
0	33 121 613	0	0	0,00%	33 121 613	0,03%
	50 854 270	0	25 000 000	0,03%	75 854 270	0,06%
0	50 854 270	0	25 000 000	0,03%	75 854 270	0,06%
	1 677 550 074	0	221 500 000	0,28%	1 899 050 074	1,57%
0	1 677 550 074	0	221 500 000	0,28%	1 899 050 074	1,57%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL
1214-LA PRESIDENCE	219 626 180	607 472 496	1 508 998	818 770	829 426 444
1214-1-SERVICES INTERNES	219 626 180	607 472 496	1 508 998	818 770	829 426 444
1215-PRIMATURE	226 019 521	270 824 376	185 910 705	13 688 706	696 443 307
1215-1-SERVICES INTERNES	218 608 311	215 597 049	21 000 000	11 740 000	466 945 360
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	7 411 210	7 741 748	0	1 948 706	17 101 663
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	0	0	33 977 105	0	33 977 105
1211-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	0	0	20 521 300	0	20 521 300
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0	0	17 189 000	0	17 189 000
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS	0	0	60 000 000	0	60 000 000
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	0	0	16 130 500	0	16 130 500
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	0	47 485 579	0	0	47 485 579
1215-2-22-BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	17 092 800	0	17 092 800
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	380 692 363	521 700 144	250 932 811	8 410 854	1 161 736 172
1216-1-SERVICES INTERNES	380 692 363	521 700 144	18 299 228	8 410 854	929 102 589
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE ET D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	0	0	4 894 118	0	4 894 118
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	0	0	227 739 465	0	227 739 465

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

			AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERA TION	MONTANT	PONDER.
2,30%		829 426 444	0	0	0,00%	829 426 444	0,69%
2,30%	0	829 426 444	0	0	0,00%	829 426 444	0,69%
1,93%		696 443 307	0	132 214 000	0,16%	828 657 307	0,68%
1,30%	0	466 945 360	0	122 214 000	0,15%	589 159 360	0,49%
0,05%	0	17 101 663	0	0	0,00%	17 101 663	0,01%
0,09%	0	33 977 105	0	0	0,00%	33 977 105	0,03%
0,06%	0	20 521 300	0	0	0,00%	20 521 300	0,02%
0,05%	0	17 189 000	0	0	0,00%	17 189 000	0,01%
0,17%	0	60 000 000	0	10 000 000	0,01%	70 000 000	0,06%
0,04%	0	16 130 500	0	0	0,00%	16 130 500	0,01%
0,13%	0	47 485 579	0	0	0,00%	47 485 579	0,04%
0,05%	0	17 092 800	0	0	0,00%	17 092 800	0,01%
3,22%		1 161 736 172	0	2 312 460 825	2,88%	3 474 196 997	2,87%
2,58%	0	929 102 589	0	2 312 460 825	2,88%	3 241 563 414	2,68%
0,01%	0	4 894 118	0	0	0,00%	4 894 118	0,00%
0,63%	0	227 739 465	0	0	0,00%	227 739 465	0,19%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES					
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT					
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL I	PONDERATION
SECTEUR SOCIAL	7 262 079 649	1 622 402 515	466 028 063	111 367 325	9 461 877 552	26,26%
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 565 911 243	1 262 355 910	425 620 336	64 361 766	6 318 249 255	17,53%
1311-1-SERVICES INTERNES	4 373 592 134	1 238 124 597	404 436 336	60 077 266	6 076 230 334	16,86%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	5 687 642	843 793	0	0	6 531 435	0,02%
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	13 865 610	2 808 916	0	240 000	16 914 526	0,05%
1311-2-17-INSTITUT NATIONALE DE FORMATION PROFESSIONNELLE	172 765 857	20 578 603	11 184 000	4 044 500	208 572 960	0,58%
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	10 000 000	0	10 000 000	0,03%
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	395 973 500	70 917 449	18 691 728	9 695 560	495 278 237	1,37%
1312-1-SERVICES INTERNES	305 122 383	56 690 329	9 491 728	5 695 560	377 000 000	1,05%
1312-2-13-INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	33 268 304	3 581 696	1 000 000	450 000	38 300 001	0,11%
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	30 760 003	6 646 662	200 000	500 000	38 106 665	0,11%
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	26 822 809	3 998 762	8 000 000	3 050 000	41 871 571	0,12%
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	0	0	0	0	0	0,00%
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	2 005 995 360	170 925 467	11 415 999	21 600 000	2 209 936 826	6,13%
1313-1-SERVICES INTERNES	2 005 995 360	170 925 467	9 015 999	21 600 000	2 207 536 826	6,13%
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES/PUBLICS	0	0	2 400 000	0	2 400 000	0,01%
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	79 951 756	9 237 554	0	310 000	89 499 310	0,25%
1314-1-SERVICES INTERNES	79 951 756	9 237 554	0	310 000	89 499 310	0,25%
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	214 247 790	108 966 135	10 300 000	15 400 000	348 913 924	0,97%
1315-1-SERVICES INTERNES	214 247 790	108 966 135	10 300 000	15 400 000	348 913 924	0,97%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

INTERETS	SOUS-TOTAL2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
			MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0	9 461 877 552	0	21 839 901 384	27,19%	31 301 778 936	25,87%
	6 318 249 255	0	13 062 472 879	16,26%	19 380 722 134	16,02%
0	6 076 230 334	0	13 052 472 879	16,25%	19 128 703 212	15,81%
0	6 531 435	0	0	0,00%	6 531 435	0,01%
0	16 914 526	0	0	0,00%	16 914 526	0,01%
0	208 572 960	0	10 000 000	0,01%	218 572 960	0,18%
0	10 000 000	0	0	0,00%	10 000 000	0,01%
	495 278 237	0	153 280 000	0,19%	648 558 237	0,54%
0	377 000 000	0	153 280 000	0,19%	530 280 000	0,44%
0	38 300 001	0	0	0,00%	38 300 001	0,03%
0	38 106 665	0	0	0,00%	38 106 665	0,03%
0	41 871 571	0	0	0,00%	41 871 571	0,03%
0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
	2 209 936 826	0	6 437 811 755	8,02%	8 647 748 581	7,15%
0	2 207 536 826	0	6 437 811 755	8,02%	8 645 348 581	7,14%
0	2 400 000	0	0	0,00%	2 400 000	0,00%
	89 499 310	0	1 592 336 750	1,98%	1 681 836 060	1,39%
0	89 499 310	0	1 592 336 750	1,98%	1 681 836 060	1,39%
	348 913 924	0	594 000 000	0,74%	942 913 924	0,78%
0	348 913 924	0	594 000 000	0,74%	942 913 924	0,78%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES					
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT					
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTALI	PONDERATION
SECTEUR CULTUREL	422 092 105	240 513 718	105 332 004	19 161 506	787 099 334	2,18%
1411-MINISTERE DES CULTES	38 047 455	2 987 211	54 900 000	0	95 934 666	0,27%
1411-1-SERVICES INTERNES	38 047 455	2 987 211	54 900 000	0	95 934 666	0,27%
1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	384 044 651	237 526 508	50 432 004	19 161 506	691 164 668	1,92%
1412-1-SERVICES INTERNES	95 395 234	45 873 933	11 743 625	6 554 365	159 567 157	0,44%
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	22 125 181	2 240 103	0	450 000	24 815 284	0,07%
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	17 848 232	1 157 908	0	1 000 000	20 006 140	0,06%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	21 831 945	3 357 231	0	1 000 000	26 189 176	0,07%
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL HAITIEN	11 895 508	3 300 000	0	1 000 000	16 195 508	0,04%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	11 510 075	4 029 170	0	200 000	15 739 246	0,04%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	18 200 686	10 385 065	264 249	2 850 000	31 700 001	0,09%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	75 803 413	15 439 983	0	2 887 267	94 130 663	0,26%
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	77 147 749	15 469 793	150 000	1 887 500	94 655 041	0,26%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	32 286 627	6 273 321	0	1 332 374	39 892 322	0,11%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	130 000 000	0	0	130 000 000	0,36%
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	0	0	26 247 898	0	26 247 898	0,07%
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	0	0	12 026 232	0	12 026 232	0,03%
AUTRES ADMINISTRATIONS	0	1 159 350 792	4 206 167 429	80 000 000	5 445 518 221	15,11%
1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	1 159 350 792	4 206 167 429	80 000 000	5 445 518 221	15,11%
1511-1-11-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION	0	0	415 259 273	0	415 259 273	1,15%
1511-1-13-CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES	0	0	167 432 076	0	167 432 076	0,46%
1511-1-19-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	1 159 350 792	3 623 476 080	80 000 000	4 862 826 872	13,49%
1512- DETTE PUBLIQUE	0	0	0	0	0	0,00%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	0	0	0	0	0	0,00%
1512-1-1211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0	0,00%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

INTERETS	SOUS-TOTAL.2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
			MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0	787 099 334	0	607 739 000	0,76%	1 394 838 334	1,15%
	95 934 666	0	0	0,00%	95 934 666	0,08%
0	95 934 666	0	0	0,00%	95 934 666	0,08%
	691 164 668	0	607 739 000	0,76%	1 298 903 668	1,07%
0	159 567 157	0	529 739 000	0,66%	689 306 157	0,57%
0	24 815 284	0	0	0,00%	24 815 284	0,02%
0	20 006 140	0	0	0,00%	20 006 140	0,02%
0	26 189 176	0	0	0,00%	26 189 176	0,02%
0	16 195 508	0	0	0,00%	16 195 508	0,01%
0	15 739 246	0	0	0,00%	15 739 246	0,01%
0	31 700 001	0	0	0,00%	31 700 001	0,03%
0	94 130 663	0	78 000 000	0,10%	172 130 663	0,14%
0	94 655 041	0	0	0,00%	94 655 041	0,08%
0	39 892 322	0	0	0,00%	39 892 322	0,03%
0	130 000 000	0	0	0,00%	130 000 000	0,11%
0	26 247 898	0	0	0,00%	26 247 898	0,02%
0	12 026 232	0	0	0,00%	12 026 232	0,01%
1 188 576 850	6 634 095 071	3 462 094 551	0	0,00%	10 096 189 622	8,34%
	5 445 518 221	361 000 000	0	0,00%	5 806 518 221	4,80%
0	415 259 273	0	0	0,00%	415 259 273	0,34%
0	167 432 076	0	0	0,00%	167 432 076	0,14%
0	4 862 826 872	361 000 000	0	0,00%	5 223 826 872	4,32%
1 188 576 850	1 188 576 850	3 101 094 551	0	0,00%	4 289 671 402	3,55%
1 100 000 000	1 100 000 000	0	0	0,00%	1 100 000 000	0,91%
0	0	0	0	0,00%	0	0,00%

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES	0	0	0	0	
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE	0	0	0	0	
1512-2-12-DETTE BILATERALE	0	0	0	0	
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	0	0	0	0	
	0	0	0	0	
POUVOIR LEGISLATIF	1 400 117 765	409 439 247	202 416 849	55 920 000	2 067 893 862
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	598 138 931	174 280 327	102 656 849	18 360 000	893 436 107
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	801 978 835	235 158 920	99 760 000	37 560 000	1 174 457 754
POUVOIR JUDICIAIRE	614 708 245	124 207 505	438 519	19 301 611	758 655 880
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	614 708 245	124 207 505	438 519	19 301 611	758 655 880
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	0	50 000 000	0	0	50 000 000
3211-2-12-COUR DE CASSATION	54 641 197	10 967 853	438 519	4 450 000	70 497 569
3211-2-13-COUR D'APPEL	45 427 557	12 171 711	0	3 500 000	61 099 268
3211-2-14-TRIBUNAUX	514 639 491	51 067 941	0	11 351 611	577 059 043
ORGANISMES INDEPENDANTS	528 478 156	107 079 040	455 735 803	18 483 981	1 109 776 980
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	267 813 712	70 546 603	820 731	2 630 210	341 811 256
4211-CONSEIL ELECTORAL	244 366 408	32 728 500	0	14 224 298	291 319 205
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	16 298 036	3 803 937	0	1 629 474	21 731 447
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	454 915 072	0	454 915 072
TOTAL	18 563 928 657	10 232 124 192	6 634 556 104	606 137 501	36 036 746 454

BUDGET 2011-2012
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0,00%	65 350 410	65 350 410	3 035 078 991	0	0,00%	3 100 429 401	2,56%
0,00%	16 926 440	16 926 440	66 015 560	0	0,00%	82 942 000	0,07%
0,00%	6 300 000	6 300 000	0	0	0,00%	6 300 000	0,01%
0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
0,00%				0	0,00%		
5,74%	0	2 067 893 862	0	367 400 000	0,46%	2 435 293 862	2,01%
2,48%		893 436 107	0	102 400 000	0,13%	995 836 107	0,82%
3,26%	0	1 174 457 754	0	265 000 000	0,33%	1 439 457 754	1,19%
2,11%	0	758 655 880	0	0	0,00%	758 655 880	0,63%
2,11%		758 655 880	0	0	0,00%	758 655 880	0,63%
0,14%	0	50 000 000	0	0	0,00%	50 000 000	0,04%
0,20%	0	70 497 569	0	0	0,00%	70 497 569	0,06%
0,17%	0	61 099 268	0	0	0,00%	61 099 268	0,05%
1,60%	0	577 059 043	0	0	0,00%	577 059 043	0,48%
3,08%	0	1 109 776 980	0	868 256 804	1,08%	1 978 033 783	1,63%
0,95%		341 811 256	0	50 000 000	0,06%	391 811 256	0,32%
0,81%		291 319 205	0	615 000 000	0,77%	906 319 205	0,75%
0,06%		21 731 447	0	0	0,00%	21 731 447	0,02%
1,26%		454 915 072	0	203 256 804	0,25%	658 171 876	0,54%
100,00%	1 188 576 850	37 225 323 304	3 462 094 551	80 313 560 353	100,00%	121 000 978 208	100,00%

Article 34.- Pour l'exercice fiscal 2011-2012, il est prévu, pour assurer le service de la Dette Publique, un montant de **quatre milliards deux cent quatre vingt neuf millions six cent soixante onze mille quatre cent deux et 00/100 de gourdes (Gdes 4 289 671 402,00)**, réparti suivant le tableau ci-dessous:

TABLEAU DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PREVU POUR L'EXERCICE 2011 - 2012			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	1,188,576,850	3,101,094,551	4,289,671,402
1512-1- DETTE INTERNE	1,165,350,410	3,035,078,991	4,200,429,402
1512-1-11- INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000		1,100,000,000
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES			
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	65,350,410	3,035,078,991	3,100,429,401
1512-2- DETTE EXTERNE	23,226,440	66,015,560	89,242,000
1512-2-11- DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	16,926,440	66,015,560	82,942,000
1512-2-12- DETTE PUBLIQUE BILATERALE	6,300,000		6,300,000
1512-2-13- AUTRES DETTES EXTERNES			

Article 35.- Les crédits prévus pour le financement des programmes et projets d'investissements publics sont déposés par tranche au Compte Spécial du Trésor pour le Développement (CSTD) conformément à l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics.

Article 36.- Les ordonnateurs établissent de concert avec le Ministère de l'Économie et des Finances la ventilation des crédits budgétaires contenus dans le Budget Général.

CHAPITRE IV**DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES**

- Article 37.-** Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'ont pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au Trésor Public.
- Article 38.-** Toutes les recettes perçues par les Services Publics, bénéficiant d'une allocation budgétaire, doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Les barèmes et tarifs établis seront approuvés par lesdites institutions qui veilleront à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être exécutées selon les normes en vigueur.
- Article 39.-** Tout chèque émis à l'ordre d'un Ministère ou Service Public bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte Trésor Public ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, au compte de l'Institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.
- Article 40.-** Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de leur date d'émission. Tout chèque non valide peut être réémis par la Direction du Trésor sur requête motivée de l'institution ayant remis le chèque ou du bénéficiaire.
- Article 41.-** Les restitutions au compte Trésor Public de sommes payées pour un service non fait ou fourni partiellement, une avance sur dépense qui doit être réglée par un tiers en cours d'exercice, peuvent donner lieu à un rétablissement de crédits.
- Article 41.1.-** Le rétablissement de crédits a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a consommés, à concurrence du montant remboursé.
- Article 41.2.** Les restitutions au compte Trésor Public doivent être initiées par l'ordonnateur, sur la base de la preuve du remboursement de la dépense ;
- Article 42.-** Les opérations sur les Comptes Spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière ;
- Article 43.-** Les dépenses effectuées à partir des comptes courants de fonctionnement par l'Administration d'Etat seront régularisées par imputation aux alinéas budgétaires appropriés dans la Loi de Règlement.
- Article 44.-** Les comptes courants de fonctionnement ne peuvent être utilisés aux rémunérations de personnel, ni à l'octroi de subventions. Cependant, les institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire peuvent rémunérer leur personnel à partir dudit compte.

Le compte courant de fonctionnement d'une institution ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que les comptes de projets ne peuvent être renfloués à partir des crédits de fonctionnement.

- Article 45.-** Les engagements pris au-delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi, les engagements contraires aux Lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.
- Article 46.-** Sous peine de sanctions disciplinaires, les Responsables des Services Administratifs et Financiers des Ministères et Organismes Publics ont l'obligation de remettre les chèques reçus des guichets de la Direction du Trésor à leur bénéficiaire ou mandataire désigné dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, à compter de la date de réception. Les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure.
- Article 47.-** L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est-à-dire bénéficiant de deux chaires au plus, à côté de son emploi principal.
- Article 48.-** Tout avis de mouvement dans le personnel, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'Ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 30 juin de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances les avis de mouvement.
- Article 49.-** Les Fonctionnaires et Employés (agent de sécurité, Secrétaire de direction, chauffeurs, gardien de bâtiment public, ménagère) affectés directement au service des Grands Commis bénéficient, en lieu et place des heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.
- Article 50.-** Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux employés publics en dehors des heures supplémentaires ne peuvent être en aucun cas accordées sur une base mensuelle.
- Article 51.-** Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le plafond à l'octroi d'indemnités de fonction et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires sont mis à jour et publiés régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.
- Article 52.-** Les frais de voyage accordés à partir des ressources du Trésor Public sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.
- Article 52.1.-** Lorsque les frais de voyage sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 40% de celui prévu dans le barème, peut être accordé.
- Article 52.2.-** Tout remboursement relatif aux déplacements de personnes requiert, selon le cas, une preuve de voyage notamment la carte d'embarquement accompagné d'un ordre de mission ; exception faite au Président de la République et au Premier Ministre.
- Article 52.3.** Toute personne, non mentionnée à l'article 52, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalents à celui d'un technicien.

- Article 53.-** Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émergeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'Etat peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.
- Article 54.-** Une institution émergeant au budget de la République ne peut sous quelque forme que ce soit bénéficier de subvention provenant des disponibilités budgétaires d'une autre institution.
- Article 55.-** Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités sont assujetties au contrôle du Ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.
- Article 56.-** Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article "9- Autres Dépenses Publiques" doivent être réimputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.
- Article 57.-** Le compte courant de fonctionnement d'une institution ne peut être renfloué que si son solde a été viré à la fin de l'exercice fiscal au compte Trésor Public.
- Article 58.** Aucune rémunération de personnel. aucune subvention ne peut être octroyée à partir de l'article « 9-Autres dépenses publiques ». Cependant, les institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire peuvent effectuer la rémunération à partir dudit article.
- Article 59.-** Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du budget, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au «Trésor Public », dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.
- Article 60.-** A la première semaine du mois d'octobre, le Ministère de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti, le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.
- Article 61.-** La balance entre le montant total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrite sur un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.
- Article 62.-** Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde en date est pris en compte à travers l'encours de la Dette Publique ou dans le financement des opérations Budgétaires de l'exercice en cours.
- Article 63.-** Entre le premier et le vingtième jour de chaque mois, tous les comptables de deniers publics feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, les copies, certifiées conformes aux originaux, des pièces justificatives des transactions effectuées durant le mois précédent ainsi que le relevé détaillé de tous les comptes tenus. Il est fait obligation aux contrôleurs financiers et aux comptables publics d'exiger la preuve de cette opération avant tout nouvel engagement

Article 64.- Toutes les entités de l'Administration d'État feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances pour être déposé au Parlement, au troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leur personnel regroupé par direction et fonction.

DISPOSITION FINALE

Article 65.- La présente Loi abroge toute Loi ou disposition de Loi, tout Décret, ou disposition de Décret-Loi, qui lui est contraire et sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné à la Chambre des Députés, le 12 avril 2012, An 209^e de l'Indépendance.

Levaillant Louis Jeune
Levaillant LOUIS JEUNE
Président

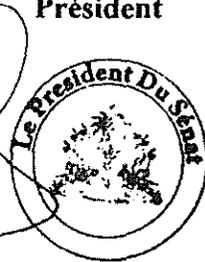


Jude Charles Faustin
Jude Charles FAUSTIN
Premier Secrétaire

Guérda B. Benjamin Alexandre
Guérda B. Benjamin ALEXANDRE
Deuxième Secrétaire

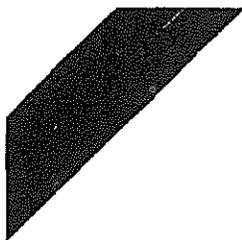
Donné au Sénat de la République, le 2 mai 2012, An 209^e de l'Indépendance.

Simon Dieuseul Desras
Simon Dieuseul DESRAS
Président



Steven Irvenson Benoit
Steven Irvenson BENOIT
Premier Secrétaire

Joseph Joël John
Joseph Joël JOHN
Deuxième Secrétaire



Liberté

Egalité

Fraternité

CORPS LEGISLATIF

Port-au-Prince, le 4 juin 2012

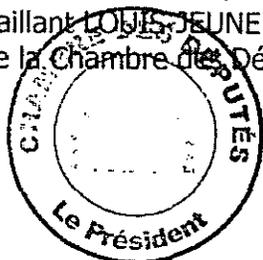
Son Excellence
Monsieur Michel Joseph MARTELLY
Président de la République
Palais National.-

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de transmettre à Votre Excellence, aux fins de publication dans le journal officiel « Le Moniteur », la Loi de Finances 2011 – 2012 votée à la Chambre des Députés avec des désaffectations et réaffectations en date du 12 avril 2012 et au Sénat de la République, dans les mêmes termes, le 2 mai 2012.

Nous saisissons l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Député Levaillant LOUIS JEUNE
Président de la Chambre des Députés



Sénateur Simon Dieuseul DESRAS
Président du Sénat de la République





Michel Joseph Martelly
Président de la République d'Haïti

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

Par les présentes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI, CI-JOINTE, PORTANT SUR LA LOI DE FINANCES 2011 - 2012 SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXÉCUTÉE.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 17 mai 2012, An 209^{ème} de l'Indépendance.

Par :

Le Président

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines.

Michel Joseph MARTELLY

**OPERATIONS DES INSTITUTIONS
DE L'ADMINISTRATION D'ÉTAT**

LOI DE FINANCES 2011-2012
OPÉRATIONS DES INSTITUTIONS DE L'ADMINISTRATION D'ÉTAT
PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE (MONTANT EN GOURDES)

TOTAL	29 739 363 087	29 973 556 330	59 712 919 417	30 644 029 396	30 644 029 396	61 288 058 792	121 000 978 208
OPERATIONS	Trim. 1	Trim. 2	sem. 1	Trim. 3	Trim. 4	sem. 2	Budget 11-12
A-RESSOURCES TOTALES (B)	10 420 320 988	11 404 784 946	21 825 105 934	12 272 948 766	11 501 945 300	23 774 894 066	45 600 000 000
B-RECETTES COURANTES	10 420 320 988	11 404 784 946	21 825 105 934	12 272 948 766	11 501 945 300	23 774 894 066	45 600 000 000
Recettes Internes	6 761 057 398	7 004 195 849	13 765 253 248	7 665 116 620	7 379 630 133	15 044 746 753	28 810 000 001
Recettes Douanières	3 620 876 338	4 213 384 848	7 834 261 186	4 420 627 896	3 935 110 917	8 355 738 813	16 189 999 999
Autres Ressources Internes	38 387 251	187 204 250	225 591 501	187 204 250	187 204 250	374 408 499	600 000 000
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	9 573 390 315	8 873 608 215	18 446 998 530	9 086 093 636	9 086 093 636	18 172 187 273	36 619 185 803
<i>i-Fonctionnement de l'Adm. d'Etat</i>	9 296 873 848	8 645 593 119	17 942 466 967	8 744 070 993	8 744 070 993	17 488 141 986	35 430 608 953
Personnel	4 779 679 914	4 395 669 395	9 175 349 310	4 694 289 674	4 694 289 674	9 388 579 347	18 563 928 657
Biens & Services	1 753 567 344	2 713 000 816	4 466 568 160	2 882 778 016	2 882 778 016	5 765 556 032	10 232 124 192
Quotes -parts et subventions	2 763 626 590	1 536 922 908	4 300 549 498	1 167 003 303	1 167 003 303	2 334 006 607	6 634 556 104
<i>ii-Intérêts et frais financiers</i>	276 516 467	228 015 096	504 531 563	342 022 644	342 022 644	684 045 287	1 188 576 850
Dette Interne	276 516 467	222 208 486	498 724 953	333 312 729	333 312 729	666 625 457	1 165 350 410
Dette Externe	-	5 806 610	5 806 610	8 709 915	8 709 915	17 419 830	23 226 440
D-SOLDE COURANT (B-C)	846 930 673	2 531 176 731	3 378 107 404	3 186 855 129	2 415 851 664	5 602 706 793	8 980 814 197
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	20 162 674 850	20 231 036 311	40 393 711 161	20 262 993 346	20 262 993 346	40 525 986 693	80 919 897 854
Programmes et projets	20 078 390 088	20 078 390 088	40 156 780 176	20 078 390 088	20 078 390 088	40 156 780 176	80 313 560 353
Financement local des programmes et projets	5 639 375 000	5 639 375 000	11 278 750 000	5 639 375 000	5 639 375 000	11 278 750 000	22 557 500 000
Trésor Public	4 296 875 000	4 296 875 000	8 593 750 000	4 296 875 000	4 296 875 000	8 593 750 000	17 187 500 000
Annulation dette FMI	670 250 000	670 250 000	1 340 500 000	670 250 000	670 250 000	1 340 500 000	2 681 000 000
Autres Financements	672 250 000	672 250 000	1 344 500 000	672 250 000	672 250 000	1 344 500 000	2 689 000 000
Dons et Emprunts	14 439 015 088	14 439 015 088	28 878 030 176	14 439 015 088	14 439 015 088	28 878 030 176	57 756 060 353
dont Fonds PETROCARIBE	4 028 250 000	4 028 250 000	8 056 500 000	4 028 250 000	4 028 250 000	8 056 500 000	16 113 000 000
Immobilisations	84 284 762	152 646 223	236 930 985	184 603 258	184 603 258	369 206 517	606 137 501
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	-	90 250 000	90 250 000	135 375 000	135 375 000	270 750 000	361 000 000
Elections	-	75 000 000	75 000 000	112 500 000	112 500 000	225 000 000	300 000 000
Support aux partis politiques	-	15 250 000	15 250 000	22 875 000	22 875 000	45 750 000	61 000 000
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	29 736 065 165	29 194 894 526	58 930 959 691	29 484 461 983	29 484 461 983	58 968 923 966	117 899 883 857
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(19 315 744 177)	(17 790 109 580)	(37 105 853 757)	(17 211 513 217)	(17 982 516 683)	(35 194 029 900)	(72 299 883 657)
I-DONS	10 214 429 993	11 727 049 993	21 941 479 986	13 073 109 993	11 336 009 993	24 409 119 986	46 350 599 971
<i>i-Support budgétaire</i>	-	1 512 620 000	1 512 620 000	2 858 680 000	1 121 580 000	3 980 260 000	5 492 880 000
Union Européenne	-	606 520 000	606 520 000	-	-	-	606 520 000
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
France	-	906 100 000	906 100 000	-	-	-	906 100 000
Espagne	-	-	-	706 180 000	-	706 180 000	706 180 000
Banque Mondiale	-	-	-	1 640 000 000	-	1 640 000 000	1 640 000 000
BID	-	-	-	-	1 121 580 000	1 121 580 000	1 121 580 000
USA	-	-	-	512 500 000	-	512 500 000	512 500 000
CARICOM	-	-	-	-	-	-	-
Colombie	-	-	-	-	-	-	-
Bresil	-	-	-	-	-	-	-
Equateur	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-
<i>ii-Financement des Programmes et projets</i>	10 214 429 993	10 214 429 993	20 428 859 986	10 214 429 993	10 214 429 993	20 428 859 986	40 857 719 971
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	580 745 570	580 745 570	1 161 491 140	580 745 570	580 745 570	1 161 491 140	2 322 982 280
Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne	99 480 900	99 480 900	198 961 800	99 480 900	99 480 900	198 961 800	397 923 600
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	2 601 052 633	2 601 052 633	5 202 105 267	2 601 052 633	2 601 052 633	5 202 105 267	10 404 210 533
Banque Mondiale	1 644 029 873	1 644 029 873	3 288 059 747	1 644 029 873	1 644 029 873	3 288 059 747	6 576 119 493
Bresil	624 879 121	624 879 121	1 249 758 243	624 879 121	624 879 121	1 249 758 243	2 499 516 485
Espagne	295 713 979	295 713 979	591 427 959	295 713 979	295 713 979	591 427 959	1 182 855 917
Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)	146 348 160	146 348 160	292 696 320	146 348 160	146 348 160	292 696 320	585 392 640
Financement et Fonds fiduciaires (FTI)	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'Equipeement des Nations Unies(FENU)	-	-	-	-	-	-	-

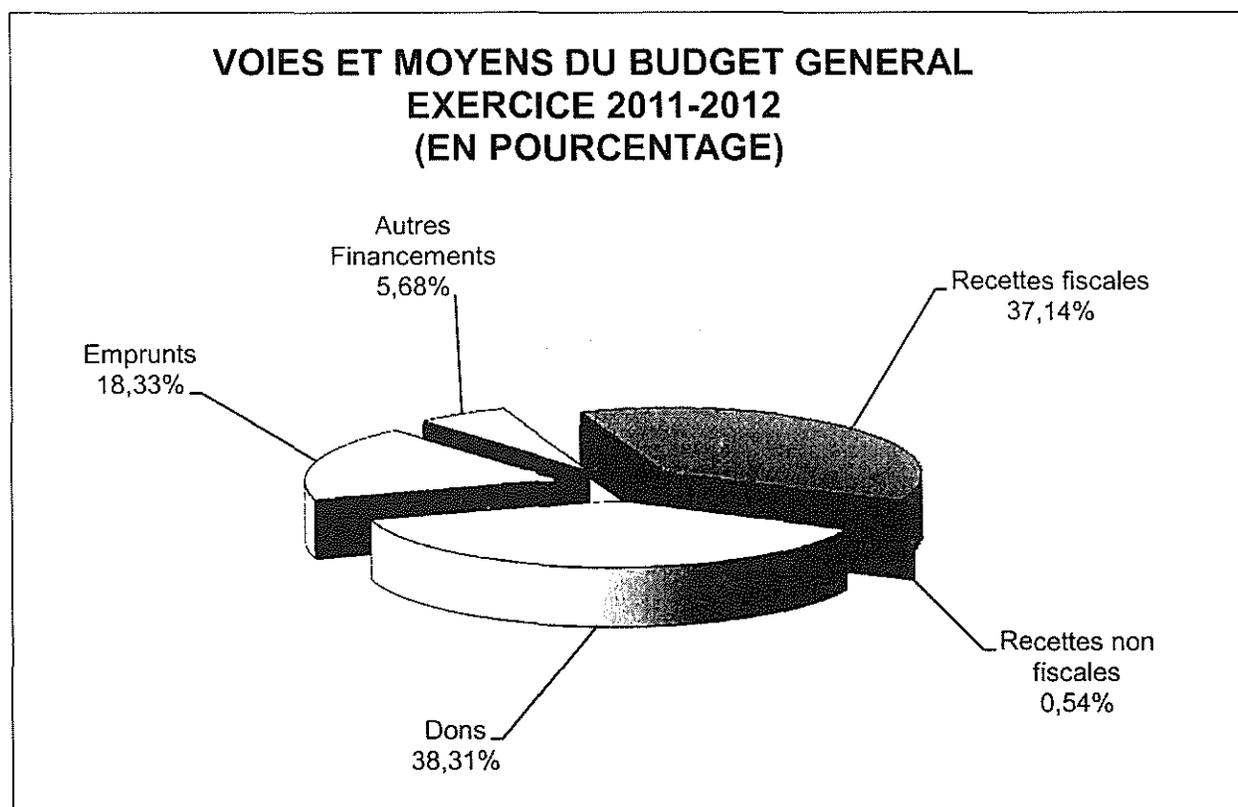
LOI DE FINANCES 2011-2012
OPÉRATIONS DES INSTITUTIONS DE L'ADMINISTRATION D'ÉTAT
PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE (MONTANT EN GOURDES)

OPERATIONS	Trim. 1	Trim. 2	sem. 1	Trim. 3	Trim. 4	sem. 2	Budget 11-12
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	14 370 000	14 370 000	28 740 000	14 370 000	14 370 000	28 740 000	57 480 000
Fonds international de développement agricole (FIDA)	39 354 250	39 354 250	78 708 500	39 354 250	39 354 250	78 708 500	157 417 000
France	312 767 500	312 767 500	625 535 000	312 767 500	312 767 500	625 535 000	1 251 070 000
IICA	-	-	-	-	-	-	-
JAPON	498 437 500	498 437 500	996 875 000	498 437 500	498 437 500	996 875 000	1 993 750 000
MEXIQUE	51 250 000	51 250 000	102 500 000	51 250 000	51 250 000	102 500 000	205 000 000
NORVEGE	17 395 019	17 395 019	34 790 038	17 395 019	17 395 019	34 790 038	69 580 075
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	-	-	-	-	-	-	-
Programme Alimentaire Mondial (PAM)	200 000 000	200 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	400 000 000	800 000 000
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	253 245 162	253 245 162	506 490 324	253 245 162	253 245 162	506 490 324	1 012 980 648
THAILANDE	10 280 750	10 280 750	20 561 500	10 280 750	10 280 750	20 561 500	41 123 000
Taiwan	145 689 645	145 689 645	291 379 290	145 689 645	145 689 645	291 379 290	582 758 580
Union Européenne (UE) l'Éducation la Science & la Culture (UNESCO)	6 000 000	6 000 000	12 000 000	6 000 000	6 000 000	12 000 000	24 000 000
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	134 622 690	134 622 690	269 245 380	134 622 690	134 622 690	269 245 380	538 490 760
Agence pour le Développement International (USAID)	1 642 592 900	1 642 592 900	3 285 185 800	1 642 592 900	1 642 592 900	3 285 185 800	6 570 371 600
SUISSE	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela (UNASUR)	-	-	-	-	-	-	-
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(9 101 314 184)	(6 063 059 587)	(15 164 373 771)	(4 138 403 224)	(6 646 506 690)	(10 784 909 914)	(25 949 283 686)
K-FINANCEMENT (J)	(9 101 314 184)	(6 063 059 587)	(15 164 373 771)	(4 138 403 224)	(6 646 506 690)	(10 784 909 914)	(25 949 283 686)
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii)	4 224 585 096	4 208 081 206	8 432 666 301	4 199 829 261	4 199 829 261	8 399 658 521	16 832 324 822
<i>i-Financement des Programmes et projets</i>	<i>4 224 585 096</i>	<i>4 224 585 096</i>	<i>8 449 170 191</i>	<i>4 224 585 096</i>	<i>4 224 585 096</i>	<i>8 449 170 191</i>	<i>16 898 340 382</i>
Venezuela	196 335 096	196 335 096	392 670 191	196 335 096	196 335 096	392 670 191	785 340 382
Fonds international de développement agricole (FIDA)	-	-	-	-	-	-	-
PETROCARIBE	4 028 250 000	4 028 250 000	8 056 500 000	4 028 250 000	4 028 250 000	8 056 500 000	16 113 000 000
ii- Amortissement de la dette	-	(16 503 890)	(16 503 890)	(24 755 835)	(24 755 835)	(49 511 670)	(66 015 560)
Amort. Externe	-	(16 503 890)	(16 503 890)	(24 755 835)	(24 755 835)	(49 511 670)	(66 015 560)
M-FINANCEMENT INTERNE NET	3 034 711 542	2 275 851 550	5 310 563 092	1 903 197 886	1 903 197 886	3 806 395 772	9 116 958 864
Banque de la République d'Haiti	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor	1 320 509 464	1 320 509 464	2 641 018 928	1 320 509 464	1 320 509 464	2 641 018 928	5 282 037 855
Autres Financements internes des projets	1 342 500 000	1 342 500 000	2 685 000 000	1 342 500 000	1 342 500 000	2 685 000 000	5 370 000 000
Amortissement Interne	(3 297 922)	(762 157 914)	(765 455 836)	(1 134 811 578)	(1 134 811 578)	(2 269 623 156)	(3 035 078 991)
Solde exercice fiscal 2010-2011	375 000 000	375 000 000	750 000 000	375 000 000	375 000 000	750 000 000	1 500 000 000
N-CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT (K+L+M)	(1 842 017 547)	420 873 168	(1 421 144 379)	1 964 623 922	(543 479 544)	1 421 144 378	-

**PRESENTATION GENERALE
DES RESSOURCES BUDGETAIRES**

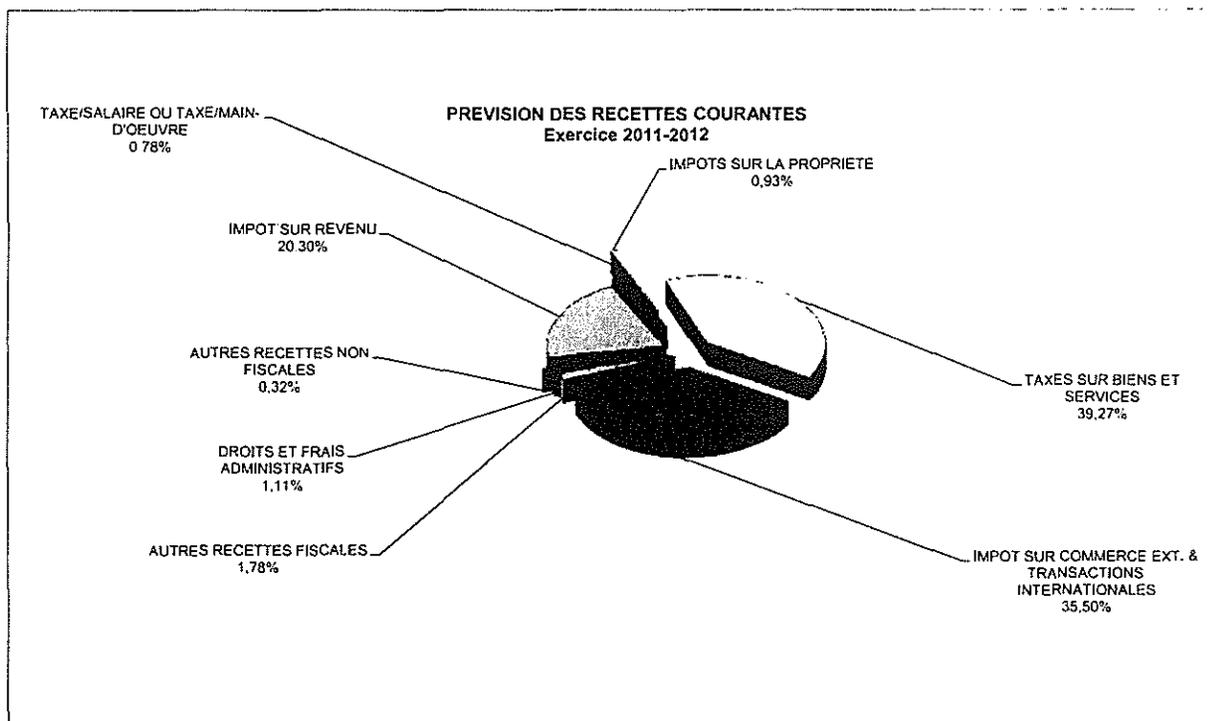
**VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
CLASSES PAR NATURE (EN GOURDES)
EXERCICE 2011 - 2012**

TOTAL DES VOIES ET MOYENS		121 000 978 208
RESSOURCES		91 950 599 971
RECETTES COURANTES		45 600 000 000
Recettes fiscales	44 944 037 146	
Recettes non fiscales	655 962 854	
AUTRES RESSOURCES		46 350 599 971
Dons	46 350 599 971	
FINANCEMENT		29 050 378 237
Emprunts	22 180 378 237	
Autres Financements	6 870 000 000	



RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES
PAR CHAMP DE TAXATION
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPÔT SUR REVENU	9 257 180 000	20.30
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	355 810 000	0.78
IMPÔTS SUR LA PROPRIETE	425 730 000	0.93
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	17 905 048 407	39.27
IMPÔT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERN.	16 190 000 000	35.50
AUTRES RECETTES FISCALES	810 268 739	1.78
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	508 212 065	1.11
AUTRES RECETTES NON FISCALES	147 750 789	0.32
TOTAL	45 600 000 000	100,00



RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

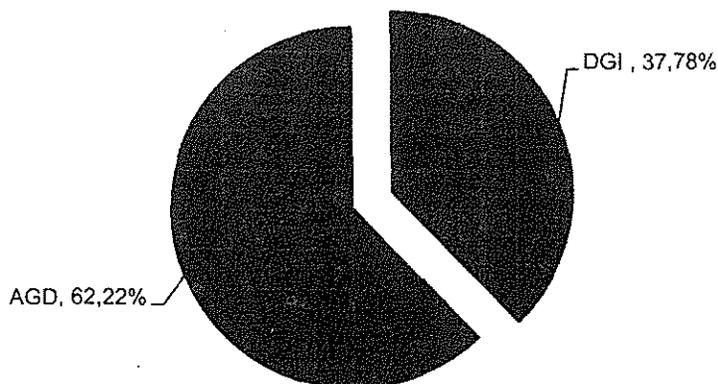
PAR INSTITUTION DE PERCEPTION

EXERCICE 2011 - 2012

(En Gourdes)

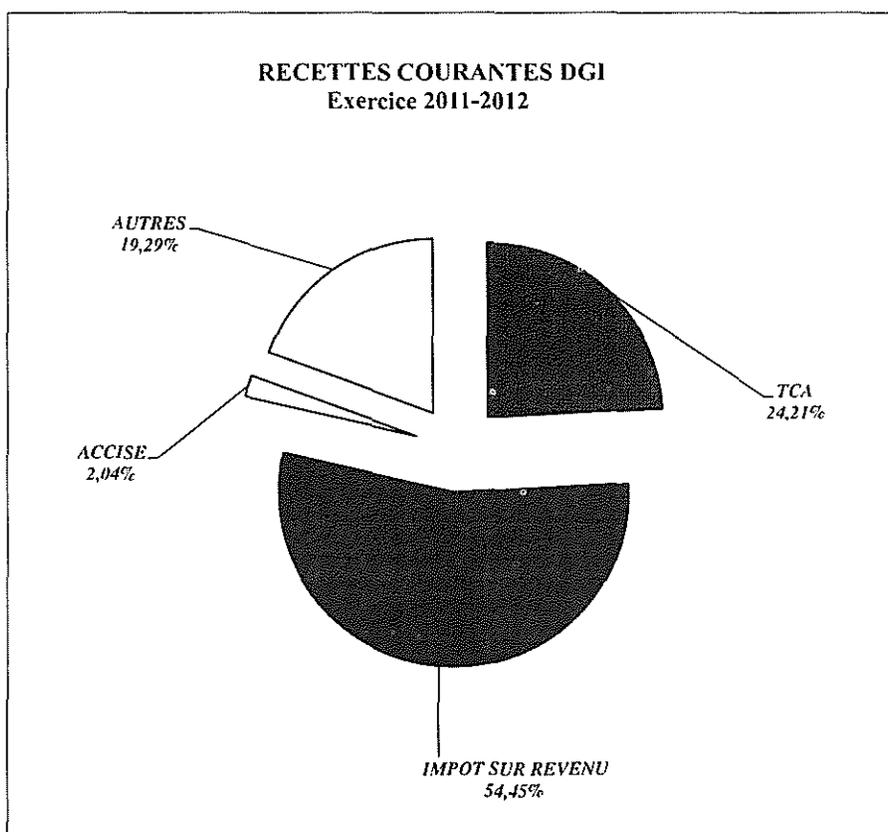
DGI	17 000 000 000
TCA	4 116 360 000
IMPÔT SUR REVENU	9 257 180 000
ACCISE	347 240 000
AUTRES	3 279 220 000
SUB/TOTAL 1	17 000 000 000
AGD	28 000 000 000
DROITS D'ACCISES	1 684 280 825
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	415 174 353
IMPÔT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	16 190 000 000
RECETTES NON FISCALES	23 958 517
AUTRES	9 686 586 305
SUB/TOTAL 2	28 000 000 000
TOTAL	45 000 000 000

**Prévision des Recettes
Courantes
Exercice 2011-2012**



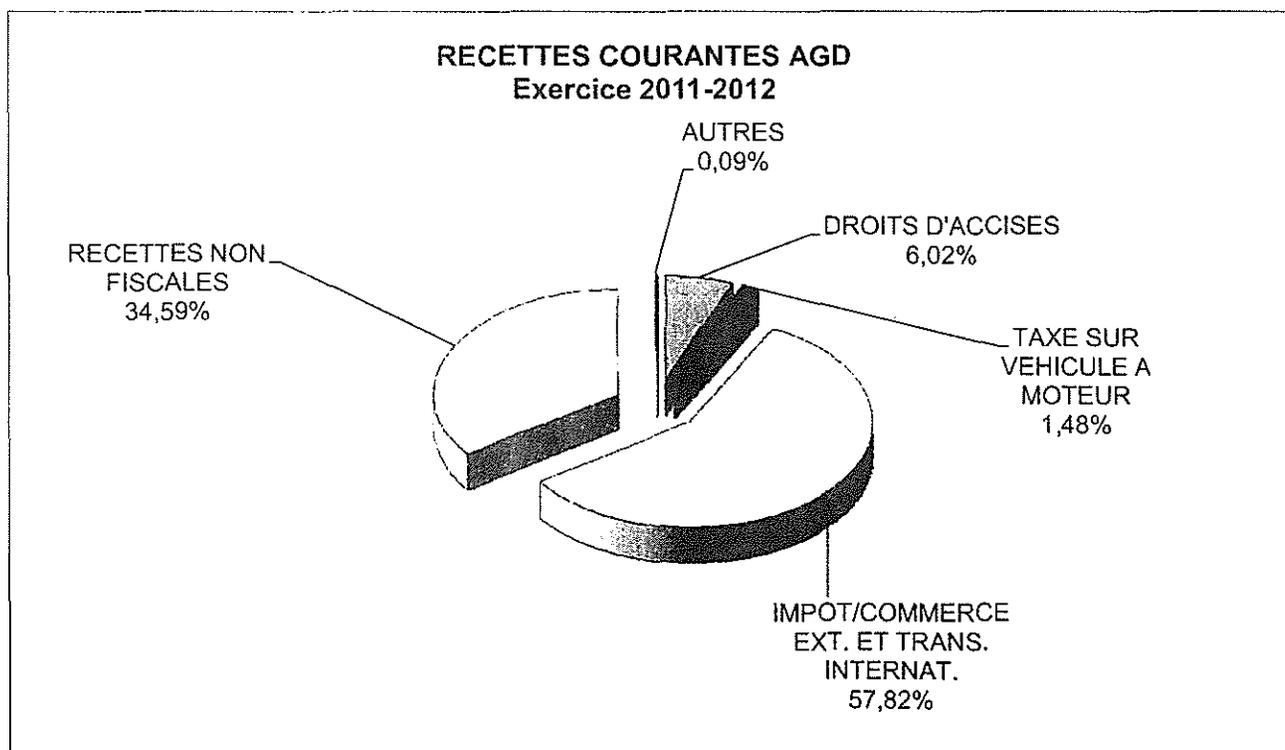
STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	4 116 360 000	24.21
IMPÔT SUR REVENU	9 257 180 000	54.45
ACCISE	347 240 000	2.04
AUTRES	3 279 220 000	19.29
TOTAL	17 000 000 000	100.00



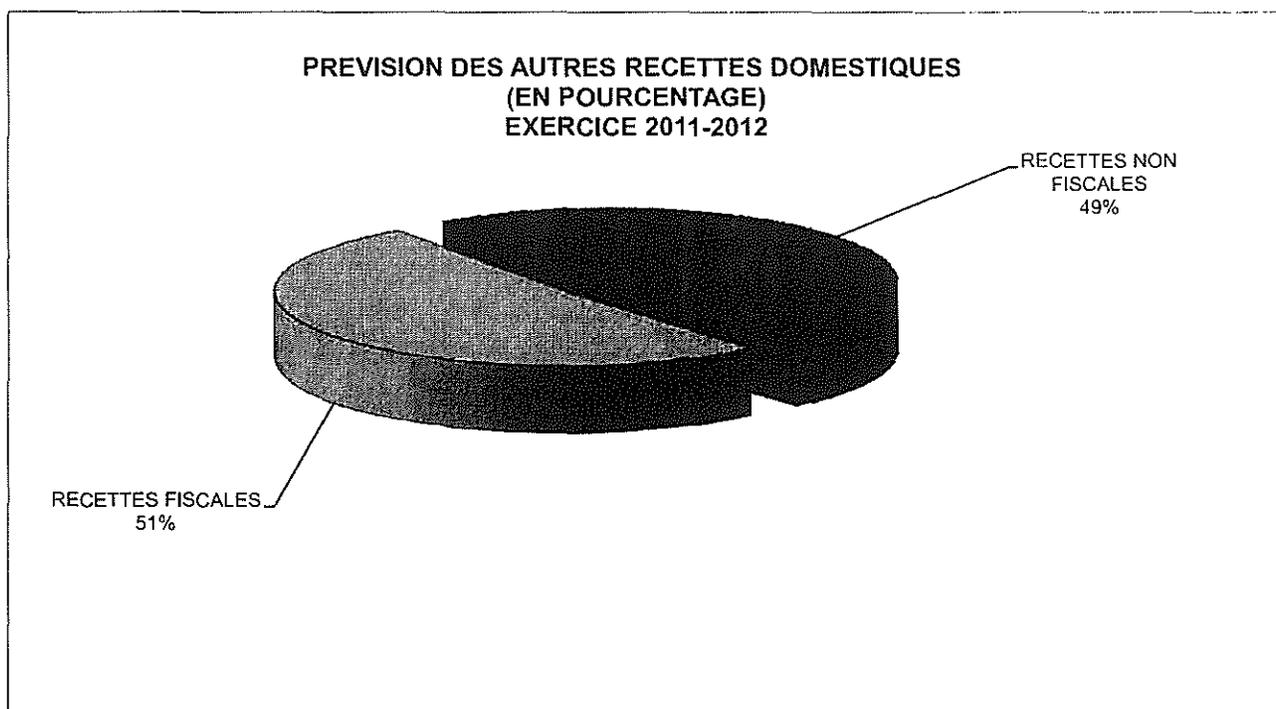
STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	1 684 280 825	6.02
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	415 174 353	1.48
IMPÔT / COMMERCE EXT. ET TRANS. INTERNATIONAL	16 190 000 000	57.82
RECETTES NON FISCALES	9 686 586 305	34.59
AUTRES	23 958 517	0.09
SUB/TOTAL I	28 000 000 000	100.00



**RESUME DES PREVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)**

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	307 985 663	51.33
RECETTES NON FISCALES	292 014 337	48.67
TOTAL	600 000 000	100.00



RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)

DONS		46 350 599 971
ORGANISMES INTERNATIONAUX		27 108 888 434
AIEA		
AIF	-	
BANQUE MONDIALE	8 216 119 493	
BID	11 525 790 533	
BIT	-	
CARICOM	-	
FENU		
FIDA	157 417 000	
FNUAP	57 480 000	
FAO	585 392 640	
IICA		
ONUDI		
OPS	-	
OLADE	-	
PAM	800 000 000	
PNUD	1 012 980 648	
PNUE	-	
UE	4 191 217 360	
UNESCO	24 000 000	
UNICEF	538 490 760	
GOVERNEMENTS ETRANGERS		19 241 711 537
ACDI	2 322 982 280	
ALLEMAGNE	397 923 600	
BELGIQUE	-	
BRESIL	2 499 516 485	
ESPAGNE	1 889 035 917	
FRANCE	2 157 170 000	
ITALIE		
JAPON	1 993 750 000	
USAID	7 082 871 600	
MEXIQUE	205 000 000	
NORVEGE	69 580 075	
TAIWAN	582 758 580	
THAILANDE	41 123 000	
VENEZUELA		

AUTRES FINANCEMENTS

PL-480 (*)

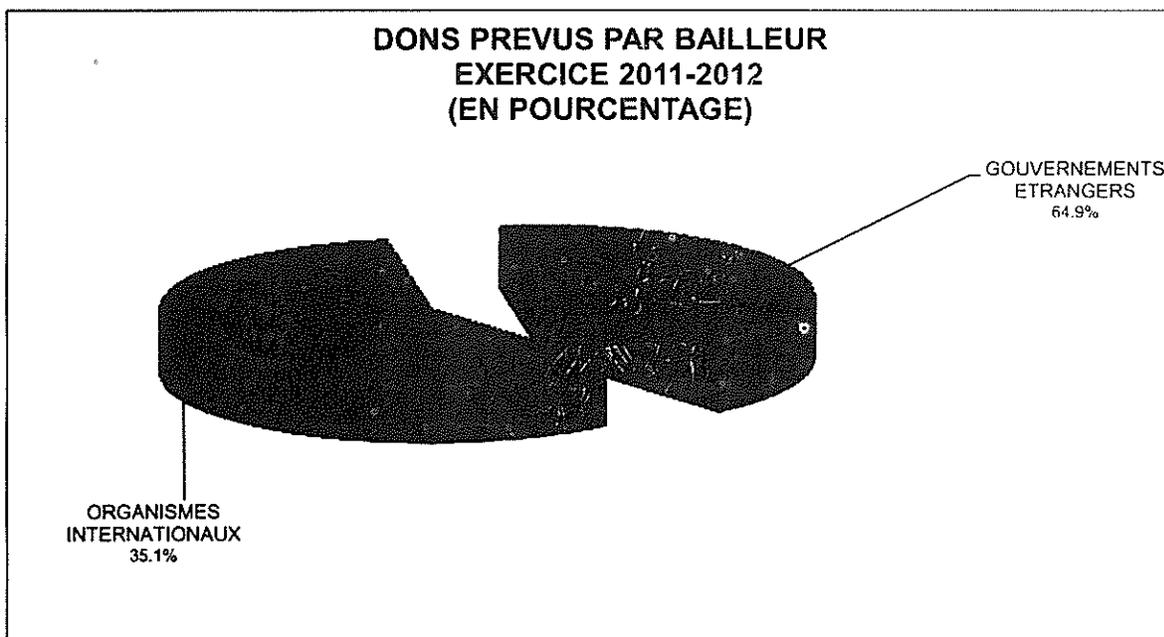
Autres Fonds de Contrepartie

Banque de la République d'Haiti

REECHELONNEMENT CLUB DE PARIS -

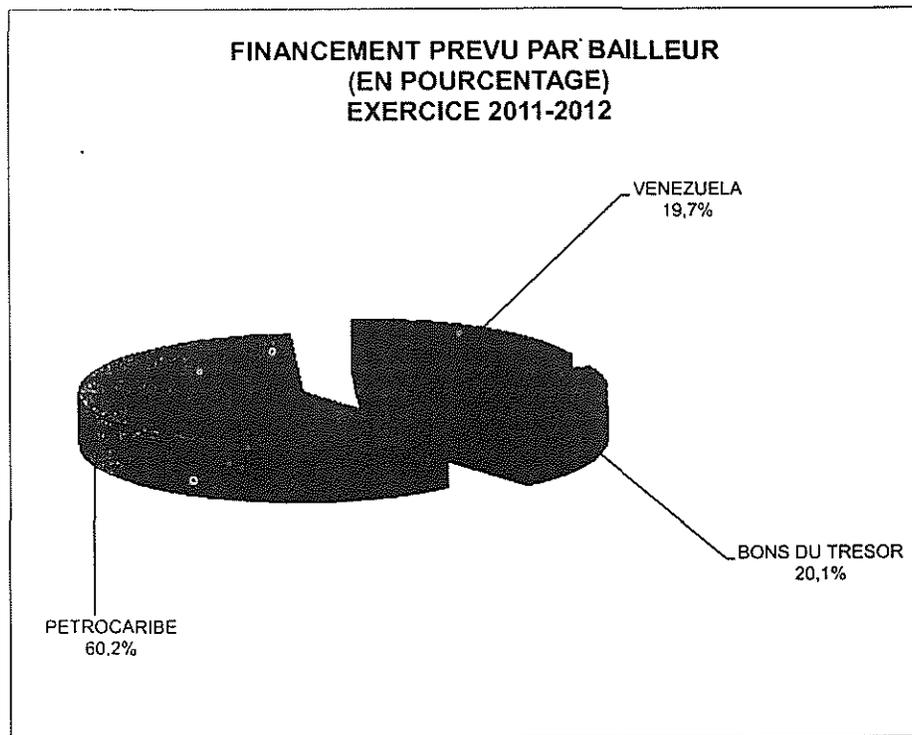
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS GARANTIS -

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS -

TOTAL**46 350 599 971**

**RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE
EXERCICE 2011 - 2012
(En Gourdes)**

FINANCEMENT TOTAL		29 050 378 237
FINANCEMENT EXTERNE		16 898 340 382
PETROCARIBE	16 113 000 000	
VENEZUELA	785 340 382 000	
FINANCEMENT INTERNE		6 782 037 855
BONS DU TRESOR	5 282 037 855	
SOLDE EXERCICE FISCAL 2010 - 2011	1 500 000 000	
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS		5 370 000 000
AFC	5 370 000 000	



DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2011-2012
 (en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement à identifier				121 000 978 208
Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements	17 000 000 000	28 000 000 000	76 000 978 208	121 000 978 208
Ressources hors Dons et Emprunts	17 000 000 000	28 000 000 000	600 000 000	45 600 000 000
Recettes courantes	17 000 000 000	28 000 000 000	600 000 000	45 600 000 000
Article 1 RECETTES FISCALES	16 660 010 000	27 976 041 483	307 985 663	44 944 037 146
10 Impôts sur le revenu	9 257 180 000	0	0	9 257 180 000
100 Sociétés et autres personnes morales	4 073 150 000	0	0	4 073 150 000
1000 Impôt base forfaitaire	4 073 150 000			4 073 150 000
101 Personnes physiques	5 184 030 000	0	0	5 184 030 000
1010 Impôt sur le salaire	5 184 030 000			5 184 030 000
11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre	355 810 000	0	0	355 810 000
110 Taxe sur la masse salariale	355 810 000			355 810 000
12 Impôts sur la propriété	425 730 000	0	0	425 730 000
120 Propriété immobilière	15 170 000	0	0	15 170 000
121 Droits de successions et donations	286 160 000	0	0	286 160 000
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières	67 660 000	0	0	67 660 000
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété	820 000	0	0	820 000
124 Divers impôts sur la propriété	55 490 000	0	0	55 490 000
125 Droits d'hypothèque	430 000			430 000
13 Taxes sur les biens et services	5 811 190 000	11 785 872 744	307 985 663	17 905 048 407
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	4 116 360 000	9 686 417 566	0	13 802 777 566
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		9 686 417 566		9 686 417 566
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires intérieur	4 116 360 000			4 116 360 000
131 Droits d'accises	347 240 000	1 684 280 825	0	2 031 520 825
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	271 410 000	0	0	271 410 000
13120 Allumettes	980 000			980 000
13121 Cigarettes	270 430 000			270 430 000
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	673 170 555	0	673 170 555
13130 Véhicules importés		673 170 555		673 170 555
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	428 126 115	0	428 126 115
13143 Gasoline		99 139 631		99 139 631
13144 Gasoil		288 929 599		288 929 599
13145 Kérosène		40 056 884		40 056 884
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	582 984 155	0	582 984 155
13150 Gasoline accise variable		134 999 553		134 999 553
13151 Gasoil accise variable		393 438 691		393 438 691
13152 Kérosène accise variable		54 545 911		54 545 911
1316 Droits d'accises complémentaires	75 830 000	0	0	75 830 000

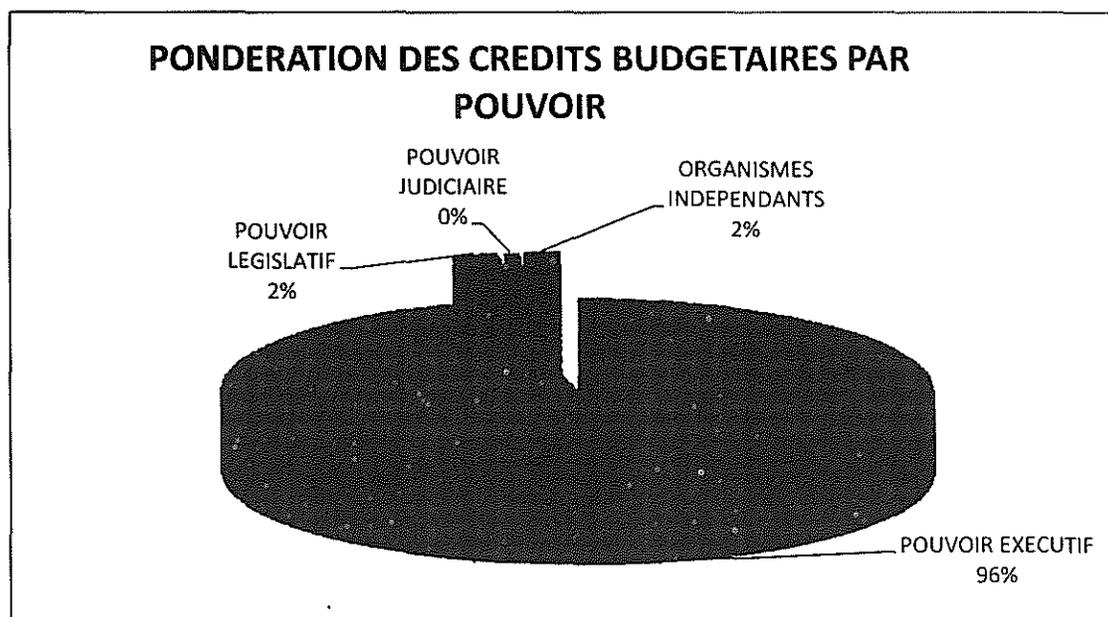
Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
13163 Autres accises	75 830 000			75 830 000
132 Taxes sur services déterminés	127 030 000	0	0	127 030 000
1320 Taxes sur les services d'assurances	127 030 000	0		127 030 000
13200 Taxe sur les primes d'assurances	127 030 000			127 030 000
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	991 550 000	415 174 353	307 985 663	1 714 710 016
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	991 550 000	415 174 353	307 985 663	1 714 710 016
13310 1ère immatriculation véhicules	991 550 000	218 050 570		1 209 600 570
13314 Taxe touristique		197 123 782	307 985 663	505 109 445
134 Diverses taxes sur biens et services	229 010 000	0	0	229 010 000
14 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	16 190 000 000	0	16 190 000 000
140 Droits d'importation	0	8 271 765 117	0	8 271 765 117
1400 Droits de Douane		8 271 765 117		8 271 765 117
141 Autres perceptions à l'importation	0	7 572 202 151	0	7 572 202 151
1410 Frais de vérification		6 933 300 814		6 933 300 814
1411 Droit de transit		3 337 265		3 337 265
1412 Droit d'entrepôt		996 662		996 662
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		634 567 411		634 567 411
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur	0	346 032 732	0	346 032 732
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		346 032 732	0	346 032 732
15 Autres recettes fiscales	810 100 000	168 739	0	810 268 739
150 Impôts de capitation	128 880 000	0	0	128 880 000
151 Droits de timbre	286 730 000	168 739	0	286 898 739
1511 Droits de timbre proportionnel	286 730 000	168 739	0	286 898 739
15110 Droit de timbre sur capital social	286 730 000	168 739		286 898 739
152 Droits fixe d'enregistrement	2 120 000	0	0	2 120 000
153 Diverses autres recettes fiscales	220 100 000	0	0	220 100 000
1530 Taxe sur appels téléphoniques	220 100 000			220 100 000
159 Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	172 270 000			172 270 000
Article 2 RECETTES NON FISCALES	339 990 000	23 958 517	292 014 337	655 962 854
20 Revenus des Domaines et de l'entreprise	270 000	0	35 510 789	35 780 789
200 Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des	270 000	0	35 510 789	35 780 789
2000 Apports des entreprises publiques	270 000		12 117 511	12 387 511
2009 Autres apports			23 393 278	23 393 278
21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles	227 750 000	23 958 517	256 503 548	508 212 065
210 Droits administratifs	218 630 000	0	256 503 548	475 133 548
2100 Droit de passeport	179 280 000		134 315 052	313 595 052
2109 Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	39 350 000		122 188 496	161 538 496
211 Frais administratifs	9 120 000	23 958 517	0	33 078 517
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	290 000	18 376 106		18 666 106
2119 Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	8 830 000	5 582 411		14 412 411

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
22 Amendes et sanctions	29 140 000	0	0	29 140 000
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	29 140 000	0	0	29 140 000
23 Autres recettes non fiscales	82 830 000	0	0	82 830 000
Article 5 DONS	0	0	46 350 599 971	46 350 599 971
50 Dons pour dépenses courantes			5 492 880 000	5 492 880 000
501 Dons extérieurs	0	0	5 492 880 000	5 492 880 000
5010 Dons d'organismes internationaux			3 368 100 000	3 368 100 000
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères			2 124 780 000	2 124 780 000
51 Dons pour dépenses en capital	0	0	40 857 719 971	40 857 719 971
511 Dons extérieurs	0	0	40 857 719 971	40 857 719 971
5110 Dons d'organismes internationaux			23 740 788 434	23 740 788 434
5111 Dons de gouvernements étrangers et d'autres			17 116 931 537	17 116 931 537
Article 8 EMPRUNTS	0	0	22 180 378 237	22 180 378 237
80 Emprunts intérieurs	0	0	5 282 037 855	5 282 037 855
802 Souscriptions de bons du Trésor			5 282 037 855	5 282 037 855
81 Emprunts extérieurs	0	0	16 898 340 382	16 898 340 382
811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette			16 898 340 382	16 898 340 382
Autres financements internes	0	0	6 870 000 000	6 870 000 000
SOLDE EXERCICE FISCAL 2010-2011			1 500 000 000	1 500 000 000
AUTRE FONDS DE CONTREPARTIE			5 370 000 000	5 370 000 000

**PRESENTATION GENERALE
DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION**

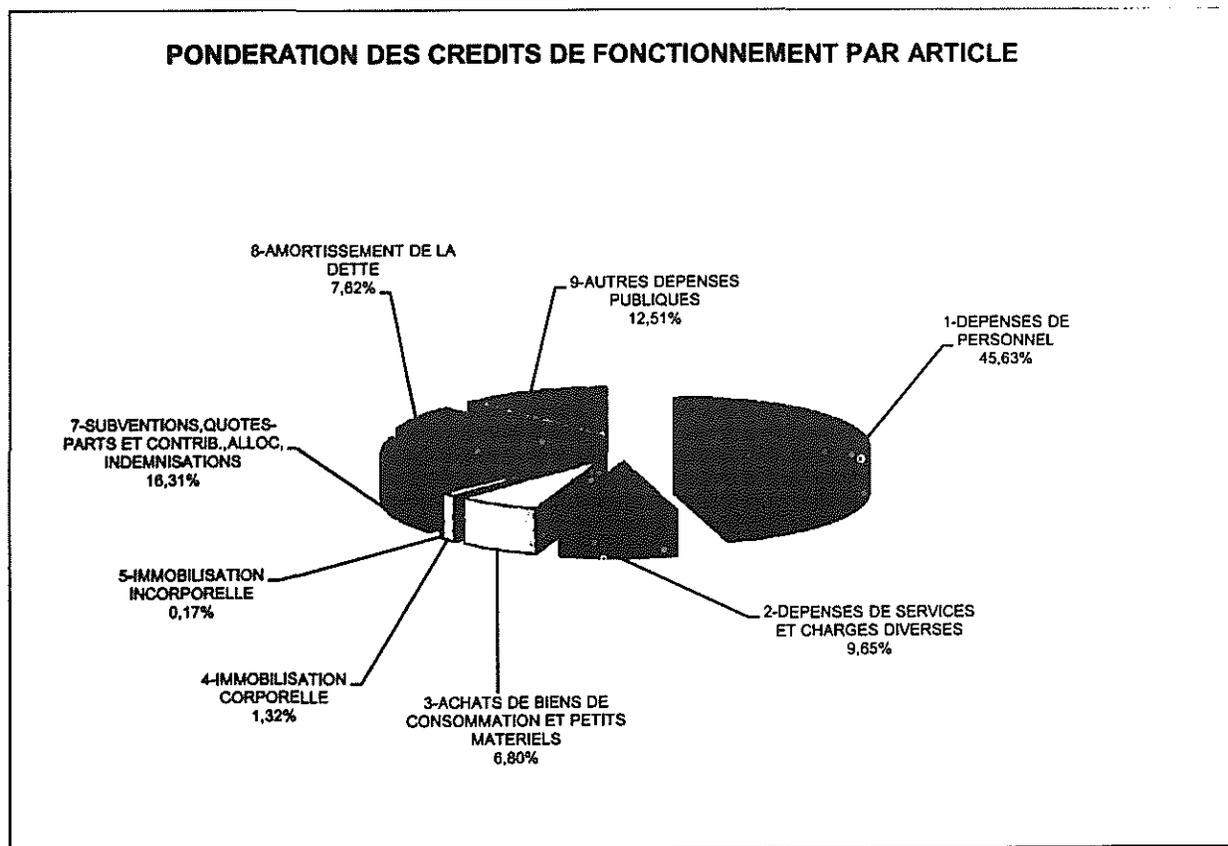
**CREDITS BUDGETAIRES PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
POUVOIR EXECUTIF	36 751 091 135	79 077 903 549	115 828 994 684	95.73%
POUVOIR LEGISLATIF	2 067 893 862	367 400 000	2 435 293 862	2.01%
POUVOIR JUDICIAIRE	758 655 880	0	758 655 880	0.63%
ORGANISMES INDEPENDANTS	1,109 776 980	868 256 804	1,978 033 733	1.63%
TOTAL	40 687 417 856	80 313 560 353	121 000 978 209	100%



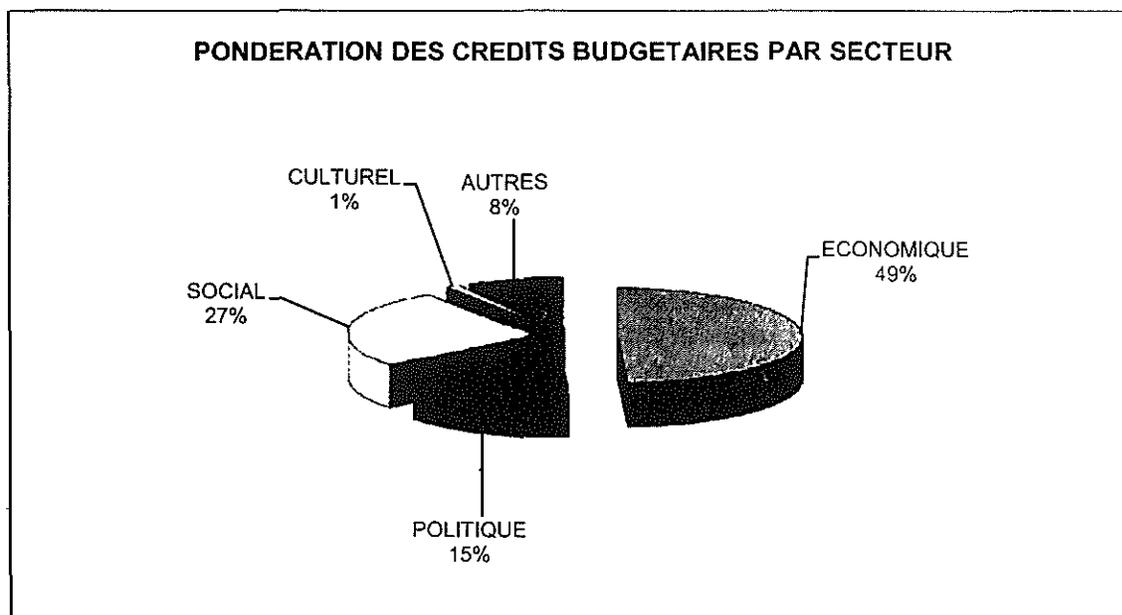
**CREDITS BUDGETAIRES DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE
(INCLUANT L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE)
(En Gourdes)
EXERCICE 2011 - 2012**

ARTICLE	MONTANT	(%)
1- DEPENSES DE PERSONNEL	18 563 928 657	45.63%
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 925 647 816	9.65%
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 767 375 285	6.80%
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	535 957 501	1.32%
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	70 180 000	0.17%
7- SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	6 634 556 104	16.31%
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	3 101 094 551	7.62%
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 088 677 942	12.51%
TOTAL	40 687 417 856	100.00%



**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

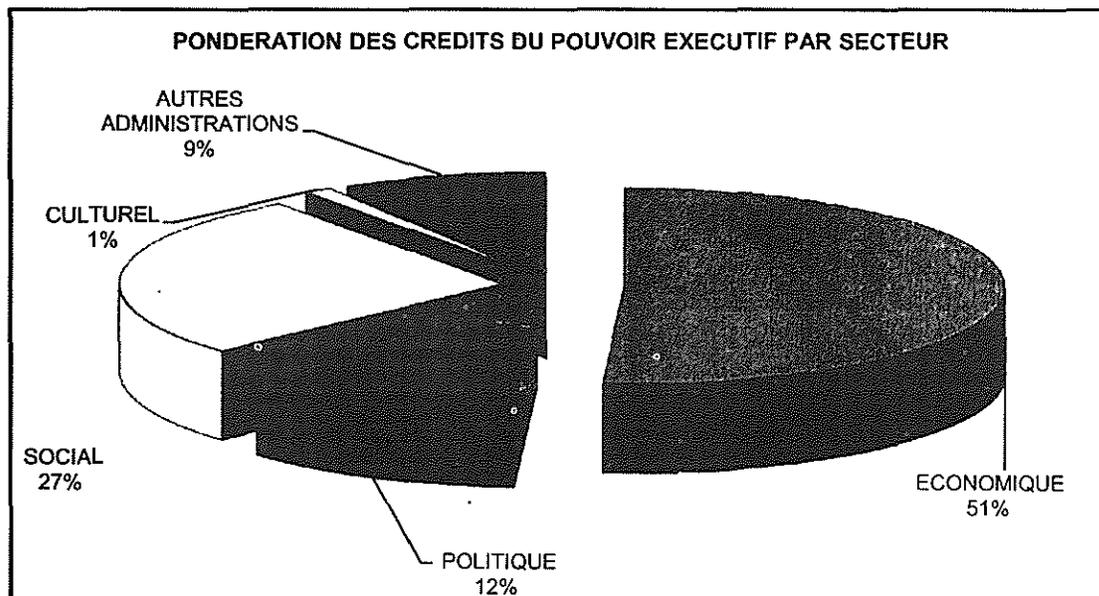
SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
ECONOMIQUE	5, 948 466 841	53 437 088 340	59 385 555 181	49.08%
POLITIQUE	13 938 869 435	4 225 574 825	18 164 444 260	15.01%
SOCIAL	9, 916 792 624	22 043 158 187	31 959 950 811	26.41%
CULTUREL	787 099 334	607 739 000	1,394 838 334	1.15%
AUTRES	10 096 189 622	0	10 096 189 622	8.34%
TOTAL	40 687 417 856	80 313 560 353	121 000 978 209	100.00%



**CREDITS BUDGETAIRES DU
POUVOIR EXECUTIF**

**POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

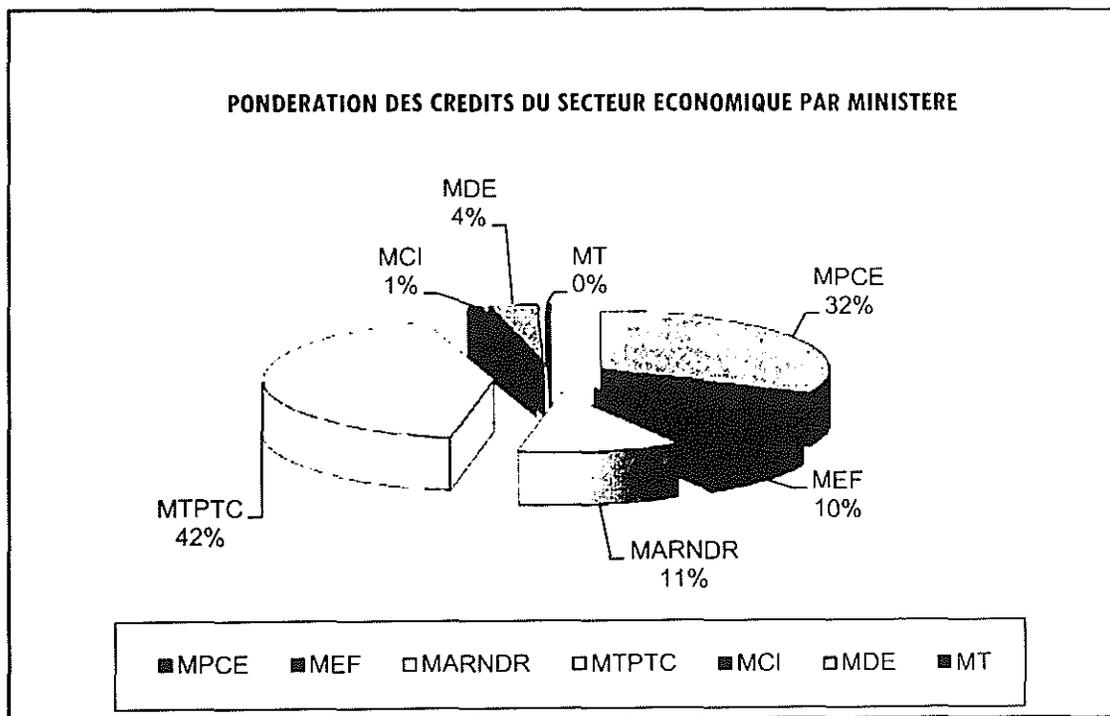
SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	5 606 655 585	53 387 088 340	58 993 743 926	50,93%
POLITIQUE	10 799 269 042	3 243 174 825	14 042 443 867	12,12%
SOCIAL	9 461 877 552	21 839 901 384	31 301 778 936	27,02%
CULTUREL	787 099 334	607 739 000	1 394 838 334	1,20%
AUTRES ADMINISTRATIONS	10 096 189 622	0	10 096 189 622	8,72%
TOTAL	36 751 091 135	79 077 903 549	115 828 994 684	100,00%



**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE**

**POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ECONOMIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MPCE	672 663 468	18 151 361 583	18 824 025 051	31,91%
MEF	2 861 270 468	2 846 185 748	5 707 456 216	9,67%
MARNDR	619 405 135	6 139 738 938	6 759 144 073	11,46%
MTPTC	745 826 501	24 124 068 399	24 869 894 900	42,16%
MCI	358 847 995	205 274 500	564 122 495	0,96%
MDE	240 668 156	1 806 634 173	2 047 302 329	3,47%
MT	107 973 861	113 825 000	221 798 861	0,38%
TOTAL	5 606 655 585	53 387 088 340	58 993 743 926	100,00%



**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA COOPERATION
EXTERNE**

1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 10 mars 1989. Ses principales missions et attributions sont :

- Elaborer des plans nationaux et améliorer les systèmes de Planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré ;
- Formuler la politique nationale dans le domaine de l'organisation et du développement des Coopératives ;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistique et économie appliquée, en priorité pour l'Administration publique;
- Rechercher, traiter, utiliser toutes les données susceptibles d'inspirer le choix des priorités et des moyens qui formeront le «Plan National de Développement Economique et Social» ;
- Coordonner les activités de planification entreprises par les Ministères et autres organismes de l'Etat ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des programmes d'investissements publics ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des accords de coopération externe ;
- S'assurer que les conditions techniques, économiques et organisationnelles de l'exécution du plan sont convenablement étudiées et remplies ;
- Assurer la supervision et l'évaluation des programmes et projets de développement à l'intérieur du Plan National ;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale, et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Améliorer le système national de planification et de coordination de l'assistance externe ;
- Procéder au suivi et à l'évaluation systématique des programmes et projets dans leurs différentes phases ;
- Elaborer le cadre normatif et stratégique du développement notamment les Schémas de développement et d'aménagement des territoires (national et régional) et le cadre légal y afférent ;
- Encadrer les collectivités territoriales dans la planification et dans la mise en oeuvre des actions de développement ;
- Promouvoir les activités de développement local et régional ;
- Assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'investissements publics (PIP).

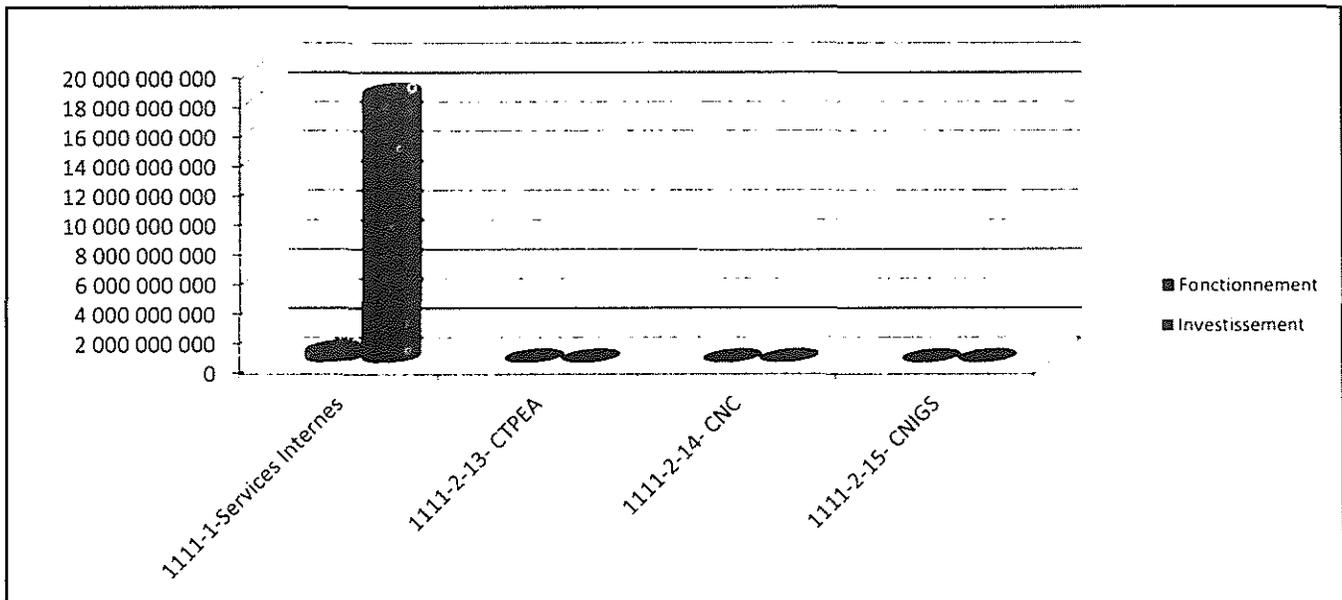
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	416	10 758 100	25 860.82
CTPEA	43	835 000	19 418.60
CNC	34	690 400	20 305.88
CNIGS	29	831 500	28 672.41

**1111-MINISTRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1111-1-Services Interne	598 588 875	18 080 361 583	18 678 950 458	99,23%
1111-2-13- CTPEA	36 835 383	20 000 000	56 835 383	0,30%
1111-2-14- CNC	14 664 192	20 000 000	34 664 192	0,18%
1111-2-15- CNIGS	22 575 018	31 000 000	53 575 018	0,28%
TOTAL	672 663 468	18 151 361 583	18 824 025 051	100%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	18 519 915 211	18 824 025 051	304 109 840	1,6%
1111-1-SERVICES INTERNES	18 271 248 892	18 678 950 458	407 701 566	2,2%
1111-1-11-BUREAU DU MINISTRE	29 248 106	41 778 806	12 530 700	42,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	17 343 206	17 343 206	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8 080 000	8 080 000	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 550 000	2 550 000	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	674 900	674 900	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600 000	13 130 700	12 530 700	2088,5%
1111-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	18 242 000 785	18 637 171 651	395 170 866	2,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	197 173 463	197 173 463	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	29 121 206	29 121 206	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	32 140 000	35 140 000	3 000 000	9,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9 755 400	9 755 400	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	204 100 000	204 100 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	81 520 000	81 520 000	-	
1111-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	1 788 049 500	725 187 500	(1 062 862 000)	-59,4%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 788 049 500	725 187 500	- 1 062 862 000	-59,4%
1111-1-12-52-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	499 216 000	-	(499 216 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	499 216 000	-	- 499 216 000	-100,0%
1111-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1 534 582 803	2 494 328 643	959 745 840	62,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 534 582 803	2 494 328 643	959 745 840	62,5%
1111-1-12-54-PROGRAMME D'APPUI AUX ACTIVITES DE COOPERATION	35 000 000	35 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35 000 000	35 000 000	-	
1111-1-12-55-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS	964 000 000	359 822 140	(604 177 860)	-62,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	964 000 000	359 822 140	- 604 177 860	-62,7%
1111-1-12-56-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	1 570 300 000	-	(1 570 300 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 570 300 000	-	- 1 570 300 000	-100,0%
1111-1-12-57-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	3 364 556 656	1 927 000 000	(1 437 556 656)	-42,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 364 556 656	1 927 000 000	- 1 437 556 656	-42,7%
1111-1-12-58-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'HABITAT/LOGEMENT	1 578 146 441	1 268 197 605	(309 948 836)	-19,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 578 146 441	1 268 197 605	- 309 948 836	-19,6%
1111-1-12-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	3 271 090 316	8 914 307 259	5 643 216 943	172,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 271 090 316	8 914 307 259	5 643 216 943	172,5%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1111-1-12-60-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	200 000 000	200 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200 000 000	200 000 000		
1111-1-12-61-PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE SOCIALE	233 249 000	2 070 718 436	1 837 469 436	787,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	233 249 000	2 070 718 436	1 837 469 436	787,8%
1111-1-12-62-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	31 000 000	45 800 000	14 800 000	47,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31 000 000	45 800 000	14 800 000	47,7%
1111-1-12-63-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	729 000 000	-	(729 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	729 000 000	-	- 729 000 000	-100,0%
1111-1-12-64-PROGRAMME D'INTERVENTIONS D'URGENCE	1 890 000 000	40 000 000	(1 850 000 000)	-97,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 890 000 000	40 000 000	- 1 850 000 000	-97,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1111-2-SERVICES EXTERNES	248 666 320	145 074 593	(103 591 726)	-41,7%
1111-2-13-CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE (CTPEA)	49 727 109	56 835 383	7 108 274	14,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	24 066 209	28 916 205	4 849 996	20,2%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	851 539	1 535 039	683 500	80,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 849 999	2 490 029	640 029	34,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300 000	250 000	- 50 000	-16,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB. ALLOC. INDEMNISATIONS	834 800	1 434 800	600 000	71,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 824 562	2 209 311	384 749	21,1%
1111-2-13-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	10 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
1111-2-13-51-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	10 000 000	10 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
1111-2-14-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	22 564 192	34 664 192	12 100 000	53,6%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	11 229 400	11 229 401	0	0,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	599 000	1 099 000	500 000	83,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	555 792	555 792	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	30 000	1 630 000	1 600 000	5333,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB. ALLOC. INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150 000	150 000	-	
1111-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	20 000 000	10 000 000	100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	20 000 000	10 000 000	100,0%
1111-2-15-CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	176 375 018	53 575 018	(122 800 000)	-69,6%
7 SUBVENTIONS, QUOTES PARTS ET CONTRIB. ALLOC. INDEMNISATIONS	22 575 018	22 575 018	-	
1111-2-15-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	31 000 000	31 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31 000 000	31 000 000	-	
1111-2-15-51-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	108 000 000	-	(108 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	108 000 000	-	- 108 000 000	-100,0%
1111-2-15-52-PROGRAMME DE RECHERCHE ET	14 800 000	-	(14 800 000)	-100,0%

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

1112.- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Economie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont:

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la politique générale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat ;
- Etablir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Veiller à l'application des lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics;
- Exercer le contrôle financier des collectivités territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'Etat dans les entreprises mixtes et d'Etat à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entraînant des obligations financières pour l'Etat ;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire(s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux(2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales ;
- Dix (10) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Poursuivre les réformes, au sein des organes de perception, visant l'augmentation des recettes ;
- Approfondir les réformes en cours pour une meilleure gestion des finances publiques ;
- Renforcer les institutions de contrôle et de vérification ;
- Améliorer la production et la diffusion de données économiques et financières ;
- Explorer et développer des axes stratégiques devant faciliter la relance économique.

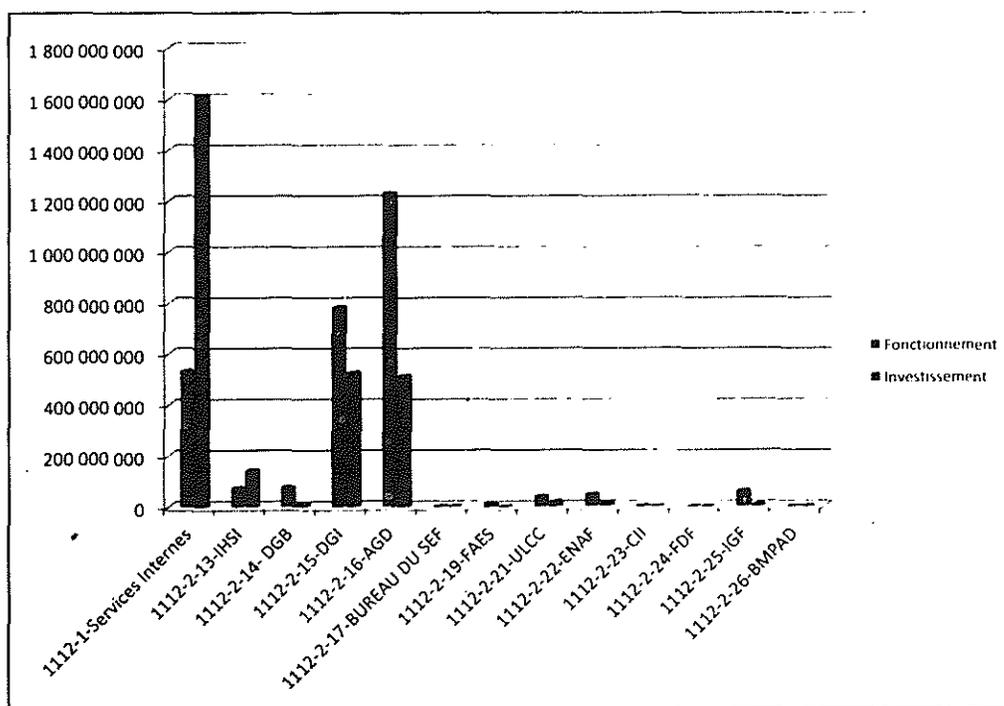
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	448	14 757 400	32 940.63
IHSI	103	3 041 525	29 529.37
DGB	77	2 363 500	30 694.81
DGI	1602	29 145 550	18 193.23
AGD	1094	24 557 900	22 447.81
BSEF			
FAES			
ULCC			
ENAF	14	409 100	29 221.43
CII			
FDG			
IGF	46	1 270 900	27 628.26

**1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1112-1-Services Interne	531 817 829	1 614 848 925	2 146 666 754	37,61%
1112-2-13-IHSI	74 177 405	143 782 648	217 960 053	3,82%
1112-2-14-DGB	78 570 337	10 000 000	88 570 337	1,55%
1112-2-15-DGI	783 794 809	525 054 175	1 308 848 984	22,93%
1112-2-16-AGD	1 230 056 034	512 500 000	1 742 556 034	30,53%
1112-2-17-BUREAU DU SEF	558 395		558 395	0,01%
1112-2-19-FAES	12 000 000		12 000 000	0,21%
1112-2-21-ULCC	40 381 304	20 000 000	60 381 304	1,06%
1112-2-22-ENAF	47 349 809	15 000 000	62 349 809	1,09%
1112-2-23-CII	1 041 697		1 041 697	0,02%
1112-2-24-FDF				
1112-2-25-IGF	61 522 850	5 000 000	66 522 850	1,17%
1112-2-26-BMPAD				
TOTAL	2 861 270 468	2 846 185 748	5 707 456 216	100%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 339 648 362	5 707 456 216	1 367 807 854	31,5%
1112-1-SERVICES INTERNES	1 248 028 991	2 146 666 754	898 637 763	72,0%
1112-1-11-BUREAU DU MINISTRE	27 759 724	30 024 813	2 265 089	8,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	17 279 724	19 624 813	2 345 089	13,6%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8 620 000	8 300 000	- 320 000	-3,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 360 000	1 600 000	240 000	17,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	500 000	0	0,0%
1112-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 220 269 267	2 116 641 941	896 372 674	73,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	229 463 658	267 932 617	38 468 959	16,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	41 872 009	58 914 840	17 042 831	40,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	28 637 500	34 525 800	5 888 300	20,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	22 929 999	15 439 999	- 7 490 000	-32,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	350 000	350 000	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2 900 000	3 500 000	600 000	20,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	106 213 000	121 129 760	14 916 760	14,0%
1112-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	72 000 000	147 945 825	75 945 825	105,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	72 000 000	147 945 825	75 945 825	105,5%
1112-1-12-52-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	5 000 000	-	(5 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	-	- 5 000 000	-100,0%
1112-1-12-53-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	710 903 100	710 903 100	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	710 903 100	710 903 100	-	
1112-1-12-54-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	-	756 000 000	756 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	756 000 000	756 000 000	
1112-2-SERVICES EXTERNES	3 091 619 371	3 560 789 462	469 170 091	15,2%
1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	128 590 218	217 960 053	89 369 835	69,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	51 517 276	54 521 405	3 004 129	5,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5 000 000	5 416 000	416 000	8,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 598 000	6 000 000	1 402 001	30,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	224 942	340 000	115 058	51,2%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 100 000	7 900 000	1 800 000	29,5%
1112-2-13-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	46 150 000	123 782 648	77 632 648	168,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	46 150 000	123 782 648	77 632 648	168,2%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 339 648 362	5 707 456 216	1 367 807 854	31,5%
1112-2-13-52-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	15 000 000	20 000 000	5 000 000	33,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	20 000 000	5 000 000	33,3%
1112-2-14-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	78 302 126	88 570 337	10 268 211	13,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	40 105 981	44 421 122	4 315 141	10,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9 606 363	11 302 465	1 696 102	17,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	9 560 256	9 212,668	347 588	-3,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 600 000	1 660 495	60 495	3,8%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300 000	228 600	71 400	-23,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 629 526	11 744 987	3 115 461	36,1%
1112-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	8 500 000	10 000 000	1 500 000	17,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 500 000	10 000 000	1 500 000	17,6%
1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	746 439 467	1 308 848 984	562 409 517	75,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	452 619 432	558 619 432	106 000 000	23,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	94 828 137	138 828 137	44 000 000	46,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	29 549 604	29 549 604	0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	41 049 738	41 049 738	0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB .ALLOC, INDEMNISATIONS	625 000	625 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 122 897	15 122 897	-	
1112-2-15-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	112 644 659	525 054 175	412 409 516	366,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	112 644 659	525 054 175	412 409 516	366,1%
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 151 076 772	1 742 556 034	591 479 262	51,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	597 470 711	609 861 578	12 390 867	2,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	278 547 561	440 369 608	161 822 046	58,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	118 093 500	120 342 440	2 248 940	1,9%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	35 990 000	38 507 409	2 517 410	7,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	975 000	975 000	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB .ALLOC, INDEMNISATIONS	5 000 000	5 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	15 000 000	-	
1112-2-16-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	70 000 000	512 500 000	442 500 000	632,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	70 000 000	512 500 000	442 500 000	632,1%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 339 648 362	5 707 456 216	1 367 807 854	31,5%
1112-2-16-51-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	30 000 000	-	(30 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30 000 000	-	30 000 000	-100,0%
1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	15 437 420	558 395	(14 879 025)	-96,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	6 157 420	258 195	5 899 225	-95,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 100 000	148 500	2 951 500	-95,2%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS	2 030 000	151 700	1 878 300	-92,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	550 000	-	550 000	-100,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	600 000	-	600 000	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 000 000	-	3 000 000	-100,0%
1112-2-19-FAES	180 231 250	12 000 000	(168 231 250)	-93,3%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	12 000 000	12 000 000	-	
1112-2-19-50-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE	12 000 000	-	(12 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12 000 000	-	12 000 000	-100,0%
1112-2-19-51-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE	146 231 250	-	(146 231 250)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	146 231 250	-	146 231 250	-100,0%
1112-2-19-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT	10 000 000	-	(10 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	-	10 000 000	-100,0%
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	51 381 304	60 381 304	9 000 000	17,5%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	36 381 304	40 381 304	4 000 000	11,0%
1112-2-21-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	15 000 000	20 000 000	5 000 000	33,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	20 000 000	5 000 000	33,3%
1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	72 474 379	62 349 809	(10 124 570)	-14,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	-	-	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS	-	-	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	47 474 379	47 349 809	124 570	-0,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1112-2-22-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	25 000 000	15 000 000	(10 000 000)	-40,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	15 000 000	10 000 000	-40,0%
1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES	1 041 697	1 041 697	0	0,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	1 041 697	1 041 697	0	0,0%
1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	8 956 681	-	(8 956 681)	-100,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	8 956 681	-	8 956 681	-100,0%
1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	63 688 058	66 522 850	2 834 791	4,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	26 309 591	27 909 591	1 600 000	6,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15 464 580	15 464 580	1	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS	6 890 737	7 275 528	384 792	5,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 548 400	2 200 000	1 348 400	-38,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	210 000	45 000	165 000	-78,6%
7 SUBVENTIONS,QUOTES PARTS ET CONTRIB.,ALLOC.	420 000	420 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 844 750	8 208 150	2 363 400	40,4%
1112-2-25-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	5 000 000	5 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	5 000 000	-	
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION DE L'AIDE AU DEVT.	594 000 000	-	(594 000 000)	-100,0%
1112-2-26-50-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT	594 000 000	-	(594 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	594 000 000	-	594 000 000	-100,0%

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

1113.- MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage ;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage ;
- Mettre en oeuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire ;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels terre, eau, crédit, engrais, semences, informations et technologies ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de 10 Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Promouvoir une agriculture durable et contribuer à une meilleure gestion du foncier ;
- Améliorer le cadre managérial et de pilotage du secteur agricole ;
- Promouvoir le développement des filières agro-alimentaires ;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à la production agricole ;
- Promouvoir l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- Contribuer à la sécurité alimentaire.

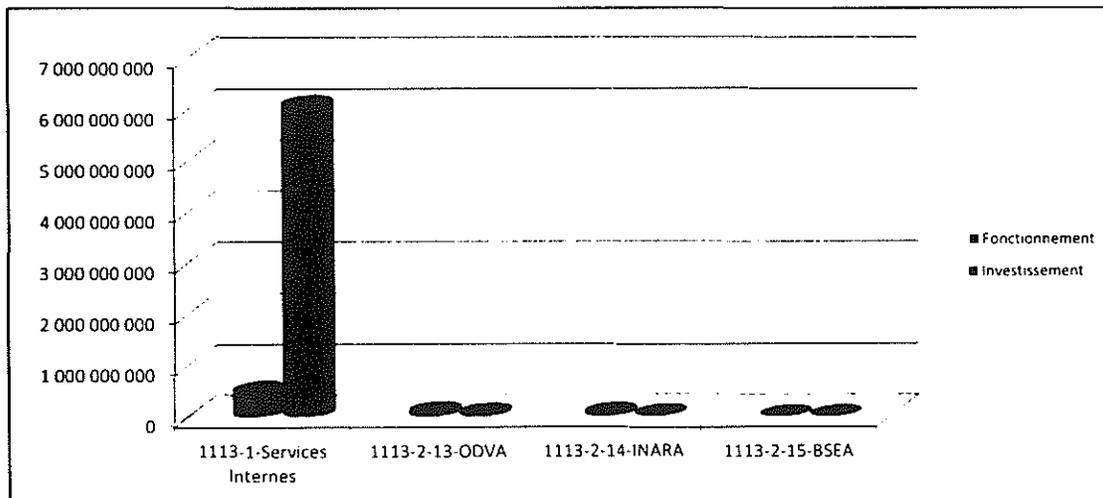
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire Moyen</i>
Services internes	1 156	22 394 942	19 372.78
ODVA	216	3 747 600	17 350
INARA	117	2 944 900	25 170.08

**1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT. & DU DEV. RUR. (MARNDR)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1113-1-Services Internes	486 102 607	6 076 238 938	6 562 341 545	97,09%
1113-2-13-ODVA	79 669 543	50 000 000	129 669 543	1,92%
1113-2-14-INARA	53 265 587	13 500 000	66 765 587	0,99%
1113-2-15-BSEA	367 398		367 398	0,01%
TOTAL	619 405 135	6 139 738 938	6 759 144 073	100,00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1113-MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	7 457 414 038	6 759 144 073	(698 269 964)	-9,4%
1113-1-SERVICES INTERNES	7 253 716 543	6 562 341 545	(691 374 997)	-9,5%
1113-1-11-BUREAU DU MINISTRE	17 473 407	63 682 738	46 209 331	264,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	13 353 081	31 120 400	17 767 319	133,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 167 418	1 980 000	812 582	69,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 379 678	1 689 922	310 244	22,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	227 170	2 992 416	2 765 246	1217,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 346 060	900 000	446 060	-33,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	25 000 000	25 000 000	
1113-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7 236 243 136	6 498 658 807	(737 584 329)	-10,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	345 511 344	333 841 533	11 669 811	-3,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	21 770 857	23 239 486	1 468 629	6,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	28 430 679	31 738 851	3 308 172	11,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4 315 742	22 600 000	18 284 258	423,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 000 000	11 000 000	5 000 000	83,3%
1113-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	205 409 880	183 142 360	(22 267 520)	-10,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	205 409 880	183 142 360	22 267 520	-10,8%
1113-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	36 000 000	-	(36 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	36 000 000	-	36 000 000	-100,0%
1113-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE	6 209 898 944	5 771 370 936	(438 528 008)	-7,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 209 898 944	5 771 370 936	438 528 008	-7,1%
1113-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	34 249 480	-	(34 249 480)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	34 249 480	-	34 249 480	-100,0%
1113-1-12-54-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	334 406 209	121 725 642	(212 680 567)	-63,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	334 406 209	121 725 642	212 680 567	-63,6%
-	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1113-1-12-55-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	10 250 000	-	(10 250 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 250 000	-	10 250 000	-100,0%
1113-2-SERVICES EXTERNES	203 697 495	196 802 528	(6 894 967)	-3,4%
1113-2-13-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	123 631 908	129 669 543	6 037 635	4,9%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	76 868 910	76 848 921	19 988	0,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	374 000	132 716	241 284	-64,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	889 000	1 190 321	301 321	33,9%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	499 998	1 497 585	997 587	199,5%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1113-2-13-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	45 000 000	50 000 000	5 000 000	11,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45 000 000	50 000 000	5 000 000	11,1%
1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	63 265 587	66 765 587	3 500 000	5,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	44 591 987	44 591 987	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 710 000	1 710 000	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 573 600	2 573 600	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 750 000	1 750 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 640 000	2 640 000	-	
1113-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	13 500 000	3 500 000	35,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	13 500 000	3 500 000	35,0%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

1114.- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : TravauxPublics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction;
- Réglementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Huit (8) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Assurer la mobilité des hommes et des marchandises sur le territoire national ;
- Promouvoir un développement équilibré et équitable du système de transport ;
- Rendre accessibles aux citoyens les services essentiels ;
- Moderniser le secteur des communications ;
- Renforcer le secteur de l'énergie ;
- Réhabiliter l'aire portuaire ;
- Réaliser des études de micro zonage sismique dans le pays ;
- Améliorer le cadre managérial du secteur des travaux publics, transports et communications.

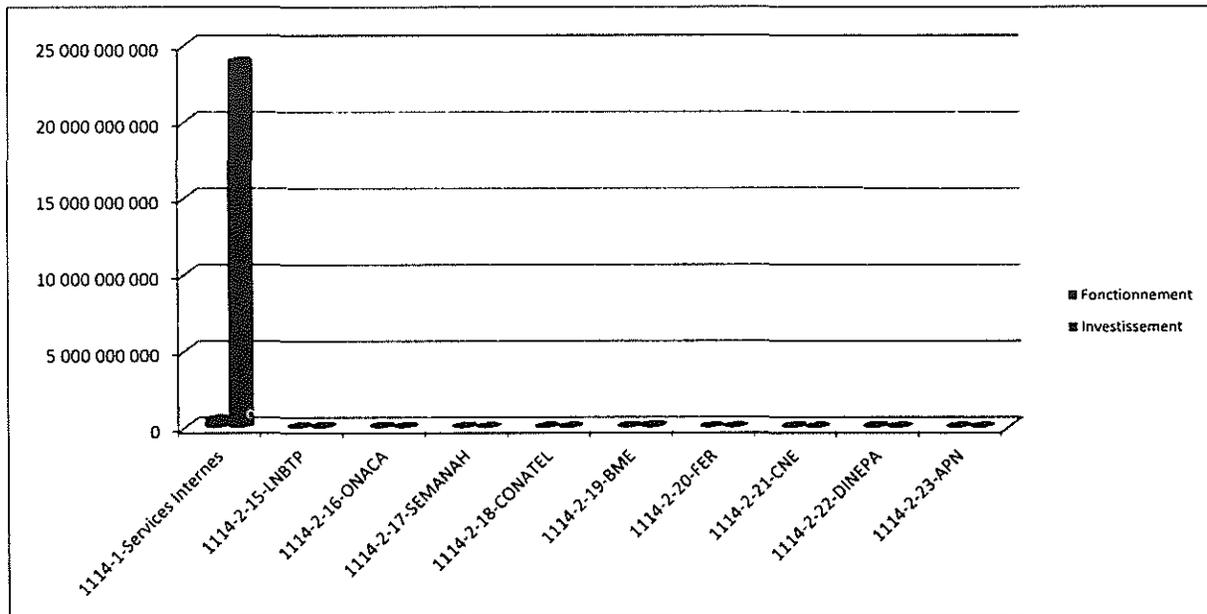
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	769	15 039 400	19 557.09
SNEP	21	811 400	38 638.09
LNBTP	32	874 400	27 325
ONACA	87	1 712 250	19 681.03
SEMANAH	50	1 107 900	22 158
CONATEL	29	445 900	15 375.86
BME	109	2 149 400	19 719.26
FER			
CNE			
DINEPA			

**1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM. (MTPTC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Total	%
1114-1-Services Interne	500 000 001	23 933 666 399	24 433 666 400	98,25%
1114-2-15-LNBTP	17 359 947	51 855 000	69 214 947	0,28%
1114-2-16-ONACA	33 509 810	20 000 000	53 509 810	0,22%
1114-2-17-SEMANAH	19 083 253		19 083 253	0,08%
1114-2-18-CONATEL	9 681 951		9 681 951	0,04%
1114-2-19-BME	40 844 011	118 547 000	159 391 011	0,64%
1114-2-20-FER	5 347 527		5 347 527	0,02%
1114-2-21-CNE	60 000 000		60 000 000	0,24%
1114-2-22-DINEPA	60 000 000		60 000 000	0,24%
1114-2-23-APN				
Total	745 826 501	24 124 068 399	24 869 894 900	100,00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	30 725 158 607	24 869 894 900	(5 855 263 707)	-19,1%
1114-1-SERVICES INTERNES	30 329 886 357	24 433 666 400	(5 896 219 957)	-19,4%
1114-1-11-BUREAU DU MINISTRE	25 196 512	55 851 201	30 654 688	121,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	20 069 518	37 151 036	17 081 518	85,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 070 419	6 611 588	4 541 169	219,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	936 576	3 182 576	2 246 000	239,8%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 200 000	7 656 000	6 456 000	538,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	419 999	750 000	330 001	78,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	500 000	0	0,0%
1114-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	30 304 689 844	24 377 815 199	(5 926 874 645)	-19,6%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	304 629 609	321 498 990	16 869 381	5,5%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	47 175 091	48 175 135	1 000 044	2,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	52 814 547	64 918 965	12 104 418	22,9%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 851 000	3 388 500	1 537 500	83,1%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	401 230	6 167 210	5 765 980	1437,1%
1114-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	52 507 030	886 663 010	834 155 980	1588,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	52 507 030	886 663 010	834 155 980	1588,7%
1114-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20 000 000	20 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	20 000 000	-	
1114-1-12-52-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	7 000 000	-	(7 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 000 000	-	7 000 000	-100,0%
1114-1-12-53-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS	579 697 500	321 809 017	(257 888 483)	-44,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	579 697 500	321 809 017	257 888 483	-44,5%
1114-1-12-54-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	21 660 048 057	16 693 463 044	(4 966 585 013)	-22,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	21 660 048 057	16 693 463 044	4 966 585 013	-22,9%
1114-1-12-55-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES ET	90 750 000	184 500 000	93 750 000	103,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90 750 000	184 500 000	93 750 000	103,3%
1114-1-12-56-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES SYSTEMES DE DRAINAGE ET DE	310 030 371	262 899 261	(47 131 110)	-15,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	310 030 371	262 899 261	47 131 110	-15,2%
1114-1-12-57-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ENERGIE	7 123 155 409	4 720 332 067	(2 402 823 342)	-33,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 123 155 409	4 720 332 067	2 402 823 342	-33,7%
1114-1-12-58-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	29 000 000	-	(29 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	29 000 000	-	29 000 000	-100,0%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1114-1-12-59-PROGRAMME D'INTERVENTIONS D'URGENCE	20 630 000	-	(20 630 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 630 000	-	20 630 000	-100,0%
1114-1-12-60-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	5 000 000	-	(5 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	-	5 000 000	-100,0%
1114-1-12-75-SOUS-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DU FER	-	844 000 000	844 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	844 000 000	844 000 000	
1114-2-SERVICES EXTERNES	395 272 250	436 228 500	40 956 250	10,4%
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	14 073 750	-	(14 073 750)	-100,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	13 005 750	-	13 005 750	-100,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	480 000	-	480 000	-100,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	588 000	-	588 000	-100,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1114-2-15-LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	17 359 947	69 214 947	51 855 000	298,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	16 273 054	16 273 054	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	271 900	271 900	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	732 500	732 500	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	82 494	82 494	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1114-2-15-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	-	51 855 000	51 855 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	51 855 000	51 855 000	
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	33 509 810	53 509 810	20 000 000	59,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	29 113 899	29 113 899	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 237 915	1 237 915	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 157 996	1 157 996	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 000 000	2 000 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1114-2-16-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	-	20 000 000	20 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	20 000 000	20 000 000	

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAI LS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	19 083 253	19 083 253		
1 DEPENSES DE PERSONNEL	14 453 465	14 453 465	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	600 000	600 000	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 475 400	1 475 400	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 554 389	2 554 389	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	9 681 951	9 681 951		
1 DEPENSES DE PERSONNEL	8 116 519	8 116 519	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	122 820	122 820	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1 442 612	1 442 612	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	209 591 011	159 391 011	(50 200 000)	-24,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	32 648 698	32 648 698	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 905 826	1 905 826	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 600 481	5 600 481	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	189 006	189 006	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	500 000	-	
1114-2-19-50-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	33 200 000	-	(33 200 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	33 200 000	-	33 200 000	100,0%
1114-2-19-51-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	118 547 000	118 547 000		
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	118 547 000	118 547 000	-	
1114-2-19-52-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	17 000 000	-	(17 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17 000 000	-	17 000 000	-100,0%
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	5 347 527	5 347 527		
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5 347 527	5 347 527	-	
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	60 000 000	60 000 000		
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	60 000 000	60 000 000	-	

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES				
	1114-2-23-AUTORITE AEROPORTUAIRE NATIONALE	20,625,000	-	(20,625,000)	- 100.0%
	1114-2-23-51-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	20,625,000	-	(20,625,000)	-100.0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,625,000	-	(20,625,000)	-100.0%

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE**

1115.- MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords Conventions, Traités en matière Commerciale, Industrielle ou dans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités Commerciales et Industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger ;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle ;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection du Consommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques.
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Encourager les échanges commerciaux compétitifs ;
- Stabiliser les prix des produits de première nécessité ;
- Promouvoir l'investissement privé ;
- Aider les producteurs à conquérir ou à reconquérir des parts de marchés;
- Etendre les standards et normes internationaux tant à la production qu'à la commercialisation des biens et services;
- Promouvoir la relance de l'industrie légère et de l'artisanat ;
- Rendre les services du Ministère disponibles sur l'ensemble du territoire national ;
- Contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur des affaires.

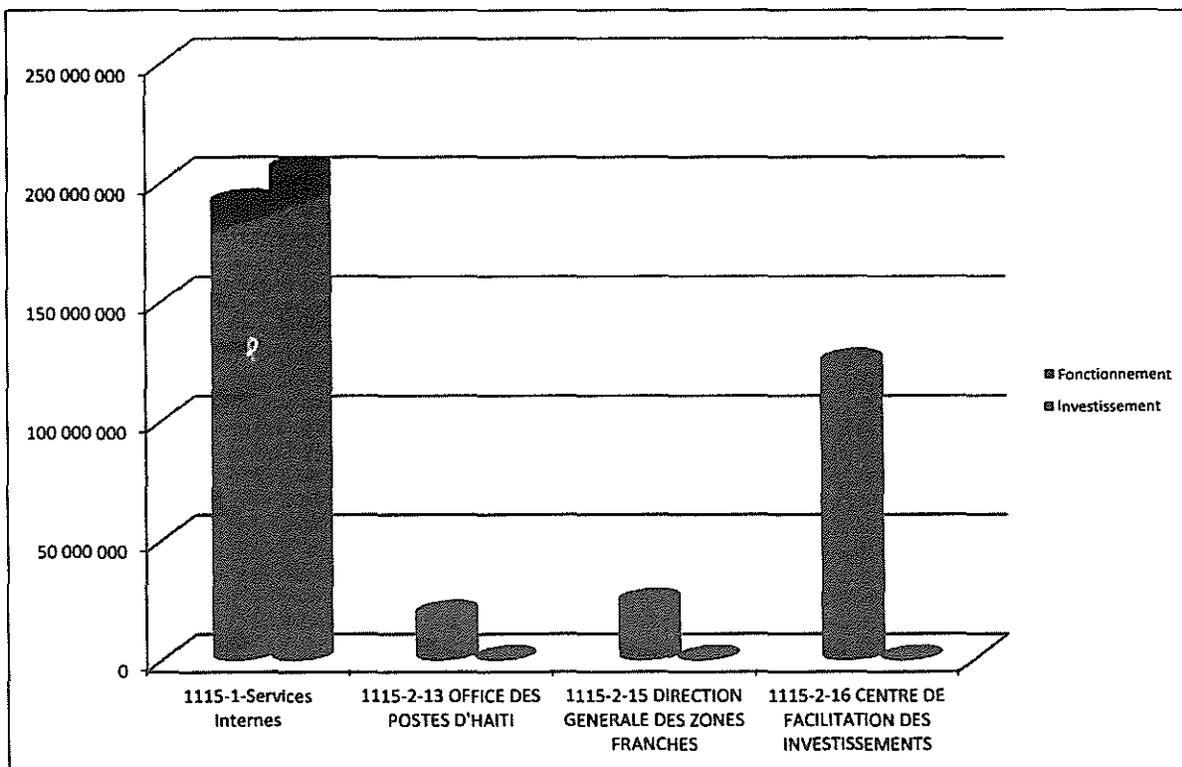
d) Situation du personnel

Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	279	7 551 800	27 067.38
OPH			
BACUZ			
GDZF			
CFI			

**1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1115-1-Services Interne	191 468 675	205 274 500	396 743 175	70,33%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	18 885 647		18 885 647	3,35%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	24 020 448		24 020 448	4,26%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	124 473 225		124 473 225	22,06%
TOTAL	358 847 995	205 274 500	564 122 495	100,00%



**1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	242 929 612	564 122 495	321 192 883	132,2%
1115-1-SERVICES INTERNES	194 331 189	396 743 175	202 411 986	104,2%
1115-1-11-BUREAU DU MINISTRE	21 937 283	46 503 434	24 566 151	112,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	16 476 063	24 602 712	8 126 649	49,3%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 400 000	9 943 064	7 543 064	314,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 000 000	2 700 000	700 000	35,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	600 000	5 848 000	5 248 000	874,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	461 220	1 461 220	1 000 000	216,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 948 439	1 948 439	
1115-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	172 393 905	350 239 740	177 845 835	103,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	101 126 165	123 543 452	22 417 287	22,2%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 800 000	6 011 498	2 211 498	58,2%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 600 000	3 700 000	1 100 000	42,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300 000	7 142 550	6 842 550	2280,8%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 567 740	4 567 740	0	0,0%
1115-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	31 000 000	133 992 000	102 992 000	332,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31 000 000	133 992 000	102 992 000	332,2%
1115-1-12-51-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	29 000 000	71 282 500	42 282 500	145,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	29 000 000	71 282 500	42 282 500	145,8%
1115-2-SERVICES EXTERNES	48 598 423	167 379 320	118 780 897	244,4%
1115-2-13-OFFICE DES POSTES	10 104 750	18 885 647	8 780 897	86,9%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	10 104 750	18 885 647	8 780 897	86,9%
1115-2-14-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	-	-	-	
1115-2-15-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	22 020 448	24 020 448	2 000 000	9,1%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	22 020 448	24 020 448	2 000 000	9,1%
1115-2-16-CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	16 473 225	124 473 225	108 000 000	655,6%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	16 473 225	124 473 225	108 000 000	655,6%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE
DE L'ENVIRONNEMENT**

1116.- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Environnement est régi par l'Arrêté du 6 mars 1996. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action pour l'environnement facilitant la mobilisation et la coordination de ressources pour le développement;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

- Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'un Secrétariat Technique, d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Améliorer la gouvernance de l'environnement par la rénovation du Système National de Gestion de l'Environnement;
- Lutter contre la dégradation des terres et gérer durablement la biodiversité ;
- Faire de l'environnement un centre d'attraction pour les investissements et les opportunités d'affaires;
- Sensibiliser la population, en particulier les groupements communautaires, les décideurs politiques et économiques sur la nécessité d'une meilleure gestion de l'environnement.

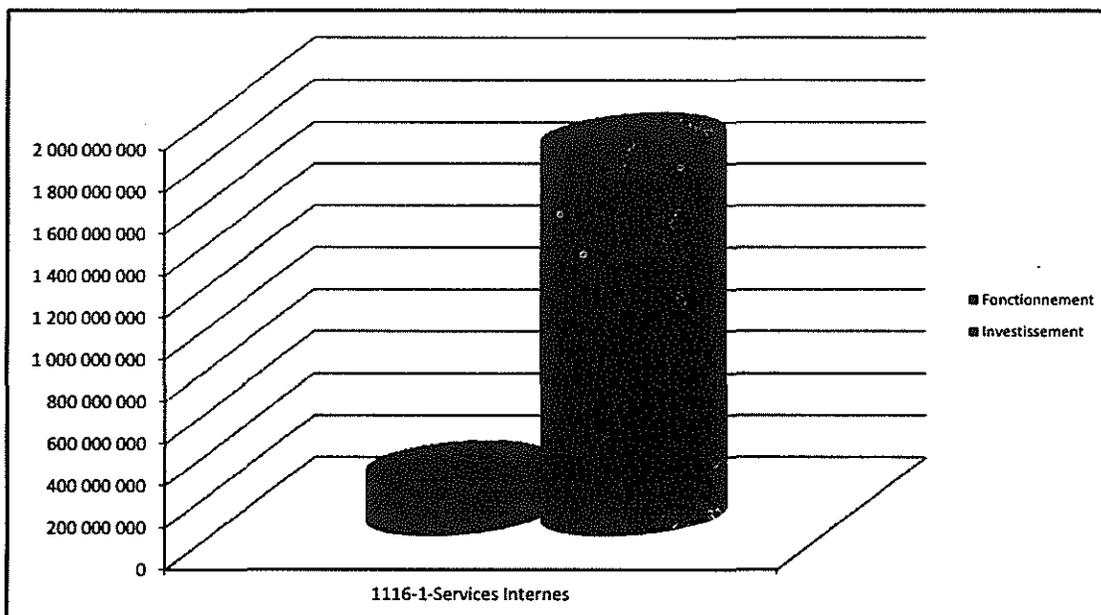
d) Situation du personnel

Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	404	8 692 300	21 515.59

**1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1116-1-Services Interne	240 668 156	1 806 634 173	2 047 302 329	850,67%
TOTAL	240 668 156	1 806 634 173	2 047 302 329	850,67%



**LOI DE FINANCES 2011 - 2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	CRÉDIT 10 - 11 INITIAL	CRÉDIT 11 - 12 INITIAL	VARIATION	
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	380 228 157	2,047 302 329	1 667 074 172	438.4%
1116-1 SERVICES INTERNES	380 228 157	2,047 302 329	1 667 074 172	438.4%
1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE	30 947 818	36 667 817	5 719 999	18.5%
1- DEPENSES DE PERSONNEL	29 273 818	34 993 817	5 719 999	19.5%
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 585 000	1 585 000	0	0.0%
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	89 000	89 000	0	0.0%
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7- SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEM.	-	-	-	
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1116-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	349 280 339	2 010 634 512	1 661 354 173	475.7%
1- DEPENSES DE PERSONNEL	102 496 354	132 496 358	30 000 004	29.3%
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12 361 120	14 361 117	1 999 997	16.2%
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15 966 415	18 966 415	3 000 000	18.8%
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1 896 450	12 176 450	10 280 000	542.1%
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	6 000 000	6 000 000	
7- SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEM.	3 000 000	10 000 000	7 000 000	233.3%
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	9 999 999	1	0.0%
1116-1-12-50 PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	114 560 000	134 120 573	19 560 573	17.1%
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	114 560 000	134 120 573	19 560 573	17.1%
1116-1-12-51 PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE POTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	89 000 000	1 672 513 600	1 583 513 600	1779.2%
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	89 000 000	1 672 513 600	1 583 513 600	1779.2%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DU TOURISME**

1117.- MINISTERE DU TOURISME**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Tourisme est régi par l'Arrêté du 6 mars 1996. Ses principales mission et attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes; produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays; et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un service externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Assurer la bonne gouvernance du secteur du tourisme;
- Développer un tourisme à large base territoriale ;
- Promouvoir l'investissement dans le secteur touristique ;
- Valoriser les ressources touristiques du pays;
- Restaurer l'image du pays.

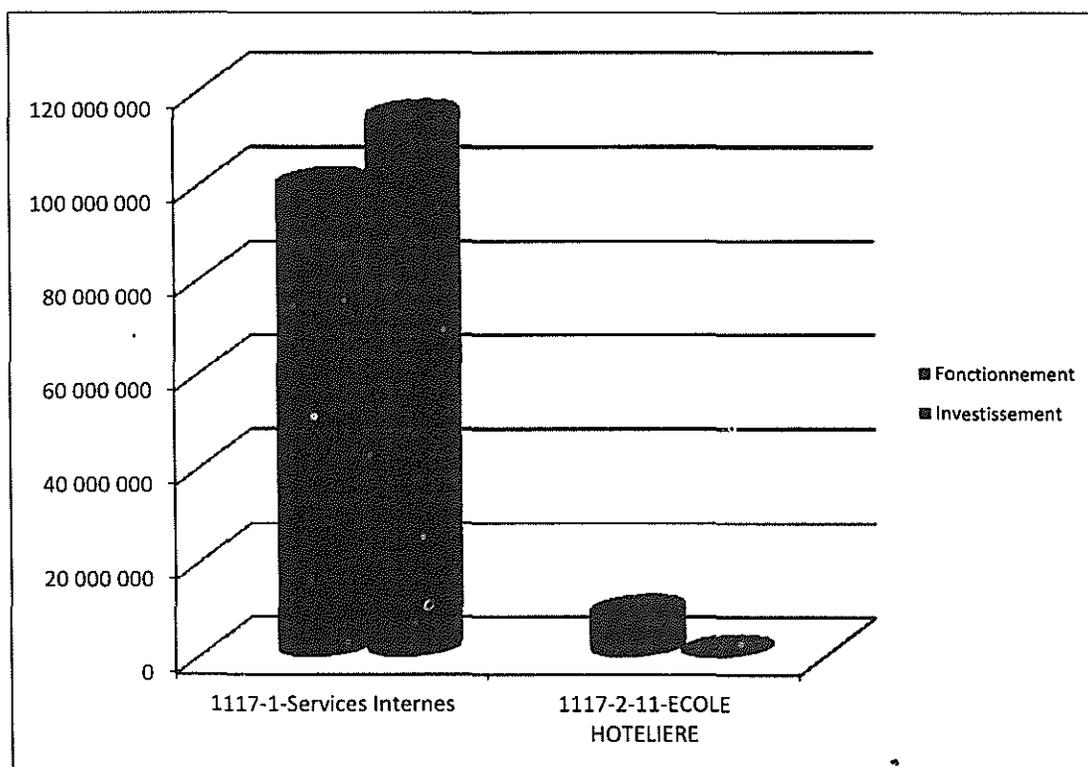
d) Situation du personnel

Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	123	3 407 600	27 704.07
ECOLE HOTELIERE	19	470 500	24 763.15

**1117.- MINISTERE DU TOURISME
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1117-1- SERVICES INTERNES	99 472 936	113 825 000	213 297 936	96.17%
1117-2-11 ECOLE HOTELIERE	8 500 926		8 500 926	3.83%
TOTAL	107 973 861	113 825 000	221 798 861	100.00%



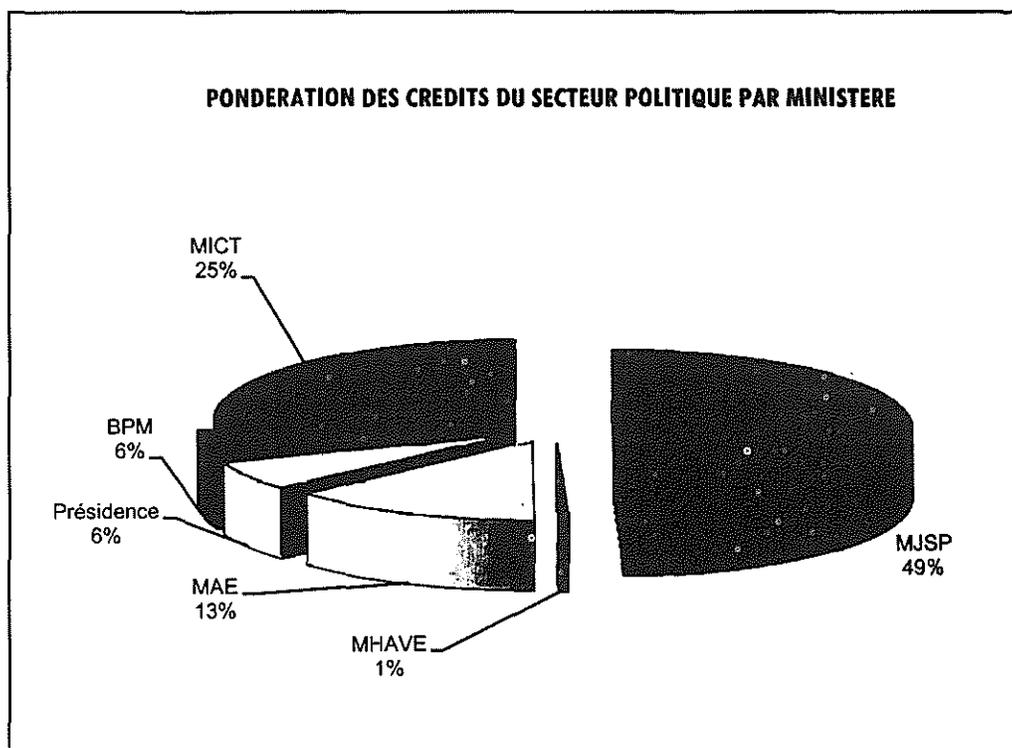
**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1117-MINISTERE DU TOURISME	173 929 735	221 798 861	47 869 126	27,5%
1117-1-SERVICES INTERNES	166 239 836	213 297 936	47 058 099	28,3%
1117-1-11-BUREAU DU MINISTRE	21 466 525	18 932 804	(2 533 721)	-11,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	14 320 711	12 254 715	2 065 996	-14,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 507 609	4 430 643	923 034	26,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 132 439	1 355 280	222 841	19,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 073 072	622 167	1 450 906	-70,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	272 675	100 000	172 675	-63,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	160 019	170 000	9 981	6,2%
1117-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	144 773 311	194 365 132	49 591 820	34,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	48 069 480	50 492 716	2 423 236	5,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8 520 249	9 352 077	831 828	9,8%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6 128 014	6 531 218	403 204	6,6%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	7 810 989	7 839 618	28 629	0,4%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	159 761	200 003	40 242	25,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 084 818	6 124 500	2 039 682	49,9%
1117-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	15 000 000	18 000 000	3 000 000	20,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	18 000 000	3 000 000	20,0%
1117-1-12-51-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE	55 000 000	95 825 000	40 825 000	74,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	55 000 000	95 825 000	40 825 000	74,2%
1117-2-SERVICES EXTERNES	7 689 899	8 500 926	811 027	10,5%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7 689 899	8 500 926	811 027	10,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	7 245 231	6 546 285	698 946	-9,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	444 668	1 954 641	1 509 973	339,6%

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR POLITIQUE
PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

MINISTÈRE	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
MJSP	6 383 258 774	552 000 000	6 935 258 774	49.39%
MHAVE	50 854 270	25 000 000	75 854 270	0.54%
MAE	1 677 550 074	221 500 000	1 899 050 074	13.52%
PRÉSIDENTE	829 426 444	0	829 426 444	5.91%
BPM	696 443 307	132 214 000	828 657 307	5.90%
MICT	1 161 736 172	2 312 460 825	3 474 196 997	24.74%
TOTAL	10 799 269 042	3 243 174 825	14 042 443 867	100%



**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE LA JUSTICE
ET DE LA SECURITE PUBLIQUE**

1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 30 mars 1984. Ses principales missions et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice ;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Contrôler les activités des Cours, Tribunaux et Parquets et le fonctionnement des offices ministériels ;
- Préparer les projets de Loi, de Décret et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice Civile, Commerciale et Criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de sécurité publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Lutter contre la détention préventive prolongée ;
- Renforcer la chaîne pénale haïtienne ;
- Rénover et moderniser le système d'enregistrement de transcription d'actes d'état civil ;
- Renforcer la Police Nationale d'Haïti ;
- Améliorer les conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire ;
- Moderniser la législation haïtienne.

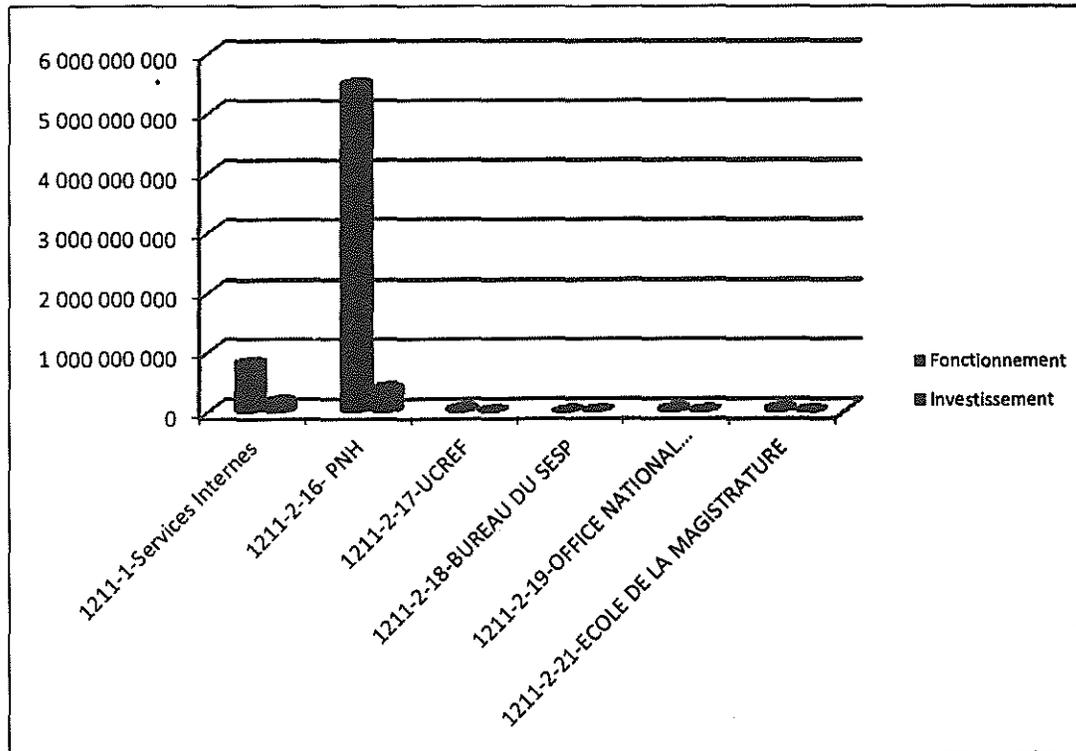
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	2459	36 214 962	14727.51
PNH	11 940	220 255 220	18446.84
UCREF			
BSESP			
EMA			

1211.- MINISTERE DE LA JUSTICE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1211-1- SERVICES INTERNES	804 725 986	164 000 000	968 725 986	13.97%
1211-2-16- PNH	5 475 517 426	388 000 000	5 863 517 426	84.55%
1211-2-17- UCREF	37 000 000		37 000 000	0.53%
1211-2-18- BUREAU DU SESP	97 200		97 200	0.00%
1211-2-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	32 796 549		32 796 549	0.47%
1211-2-21- ECOLE DE LA MAGISTRATURE	33 121 613		33 121 613	0.48%
TOTAL	6 383 258 774	552 000 000	6,935 258 774	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 Initial	Crédit 11-12 Initial	Variation	
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE	6 699 510 616	6 935 258 774	235 748 158	3,5%
1211-1-SERVICES INTERNES	1 319 921 238	968 725 986	(351 195 252)	-26,6%
1211-1-11-BUREAU DU MINISTRE	20 775 884	49 263 701	28 487 817	137,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	15 544 890	21 599 207	6 054 317	38,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 070 994	2 070 994	0	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 860 000	1 860 000	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	800 000	800 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	22 933 500	22 433 500	4486,7%
1211-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 299 145 354	919 462 285	(379 683 069)	-29,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	532 861 195	627 489 961	94 628 767	17,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	40 983 417	54 793 760	13 810 343	33,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	38 651 137	38 651 137	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	19 749 605	20 427 426	677 821	3,4%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 100 000	1 100 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13 000 000	13 000 000	-	
1211-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	64 000 000	59 000 000	(5 000 000)	-7,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	64 000 000	59 000 000	- 5 000 000	-7,8%
1211-1-12-51-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	588 800 000	105 000 000	(483 800 000)	-82,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	588 800 000	105 000 000	- 483 800 000	-82,2%
1211-2-SERVICES EXTERNES	5 379 589 378	5 966 532 789	586 943 410	10,9%
1211-2-16-POLICE NATIONALE D'HAITI	5 221 868 841	5 863 517 426	641 648 585	12,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	3 095 833 924	3 380 730 741	284 896 817	9,2%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	59 788 010	119 058 314	59 270 304	99,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 683 565 591	1 683 565 591	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	23 501 764	33 501 764	10 000 000	42,5%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	33 815 000	38 296 464	4 481 464	13,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	190 364 552	220 364 552	30 000 000	15,8%
1211-2-16-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	25 000 000	25 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	25 000 000	-	
1211-2-16-51-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	110 000 000	363 000 000	253 000 000	230,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	110 000 000	363 000 000	253 000 000	230,0%
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	35 467 707	37 000 000	1 532 293	4,3%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	35 467 707	37 000 000	1 532 293	4,3%
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	42 174 668	97 200	(42 077 468)	-99,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	42 174 668	97 200	- 42 077 468	-99,8%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	32 796 549	32 796 549	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	32 796 549	32 796 549	-	
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	14 160 000	-	(14 160 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14 160 000	-	- 14 160 000	-100,0%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	33 121 613	33 121 613	0	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	17 834 813	19 138 200	1 303 387	7,3%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 026 800	4 570 000	543 200	13,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 920 000	5 620 000	700 000	14,2%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4 770 000	970 000	- 3 800 000	-79,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	170 000	290 000	120 000	70,6%
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	900 000	1 650 000	750 000	83,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	883 413	383 413	76,7%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES HAITIENS
VIVANT A L'ETRANGER**

1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger dans leurs lieux d'accueil respectifs ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui ont existé entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composants nationales, d'une part, entre ces communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Faciliter les relations entre les communautés de la diaspora et celles du pays ;
- Offrir de meilleurs services aux communautés de la diaspora dans leur pays d'accueil ;
- Assurer une meilleure réintégration des haïtiens de la diaspora dans leur pays d'origine ;

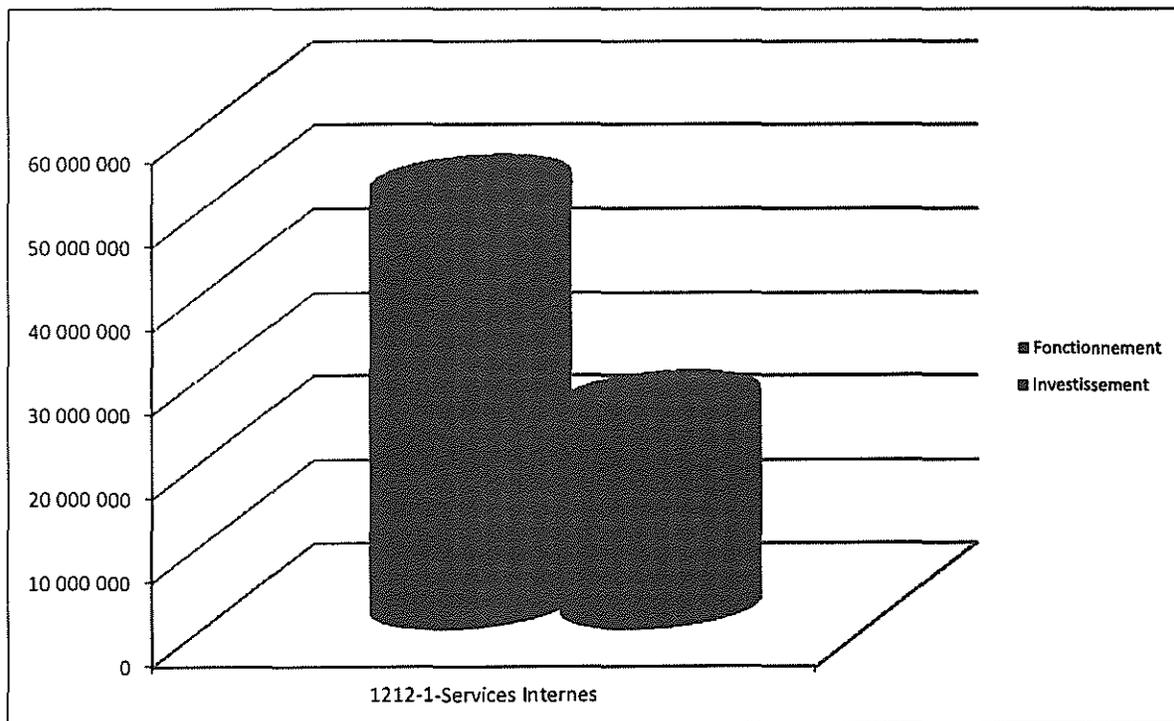
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	51	1 670 100	32 747.05

**1212.- MINISTERE DES HAÏTIENS VIVANT À L'ETRANGER (MHAVE)
CREDITS BUDGEAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1212-1- SERVICES INTERNES	50 854 270	25 000 000	75 854 270	100.00%
TOTAL	50 854 270	25 000 000	75 854 270	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 Initial	Crédit 11-12 Initial	Variation	
1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	118 355 488	75 854 270	(42 501 219)	-35,9%
1212-1-SERVICES INTERNES	118 355 488	75 854 270	(42 501 219)	-35,9%
1212-1-11-BUREAU DU MINISTRE	16 298 085	15 809 084	(489 001)	-3,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	8 957 516	8 957 516	-	0,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 794 991	2 794 990	-	1
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	920 590	920 590		0
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 624 988	3 135 988	-	489 000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-		-
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-		-
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-		-
1212-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	102 057 403	60 045 186	(42 012 218)	-41,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	28 643 914	28 669 479		25 566
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 650 724	3 368 066	-	282 657
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 591 762	1 531 115	-	60 647
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	687 001	442 454	-	244 547
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-		-
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5 000	5 000	-	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	979 003	1 029 072		50 069
1212-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	5 000 000	25 000 000	20 000 000	400,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	25 000 000	20 000 000	400,0%
1212-1-12-51-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	61 500 000	-	(61 500 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	61 500 000	-	-	61 500 000

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES**

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission et attribution est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques;
- Des Missions Diplomatiques et Consulaires d'Haïti à l'Etranger.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Renforcer les capacités institutionnelles de la Chancellerie ;
- Améliorer l'efficacité de la diplomatie haïtienne ;
- Elaborer une politique extérieure axée sur le développement économique et l'incitation à l'investissement privé en Haïti ;
- Renforcer la Coopération Sud-Sud.

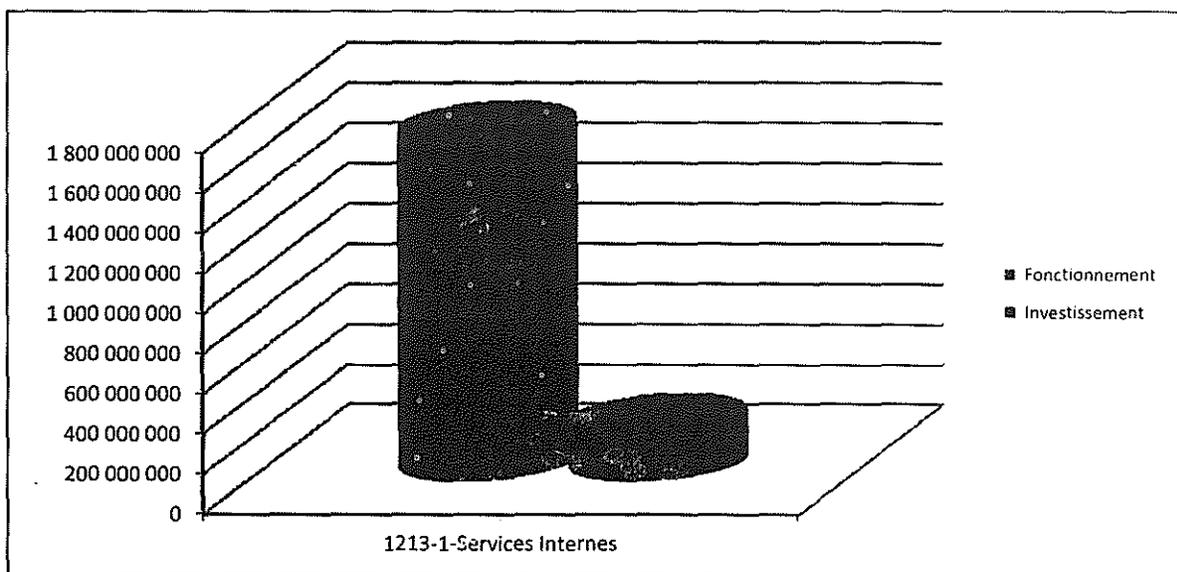
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	352	9 025 025	25 639.28

**1213.- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1213-1- SERVICES INTERNES	1 677 550 074	221 500 000	1 899 050 074	100.00%
TOTAL	1 677 550 074	221 500 000	1 899 050 074	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 Initia	Crédit 11-12 initial	Variation	
1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 422 194 958	1 899 050 074	476 855 116	33,5%
1213-1-SERVICES INTERNES	1 422 194 958	1 899 050 074	476 855 116	33,5%
1213-1-11-BUREAU DU MINISTRE	42 333 461	76 147 800	33 814 339	79,9%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	33 311 447	58 247 800	24 936 353	74,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 022 014	14 900 000	8 877 986	147,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	-	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 000 000	3 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1213-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 379 861 497	1 822 902 274	443 040 777	32,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	140 198 576	196 882 181	56 683 605	40,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13 700 000	21 000 000	7 300 000	53,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	10 077 082	32 520 093	22 443 011	222,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9 902 602	22 200 000	12 297 398	124,2%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 075 983 237	1 328 800 000	252 816 763	23,5%
1213-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	130 000 000	221 500 000	91 500 000	70,4%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	130 000 000	221 500 000	91 500 000	70,4%

**PRESENTATION ET CREDITS
DE LA PRESIDENCE**

1214.- LA PRÉSIDENTENCE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Présidence est régie par le Décret du 17 mai 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Etrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire sceller les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution ;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) Structure organisationnelle

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence assisté de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Travailler au renforcement des institutions de l'Etat, comme le Parlement, le Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Bureau du Premier Ministre;
- Renforcer le climat de sécurité dans le pays;
- S'assurer de la bonne exécution du mandat de la mission spéciale des Nations Unies en Haïti;
- Renforcer les liens d'Haïti avec la Communauté de la Caraïbe, l'Organisation des Etats Américains, l'Union Européenne

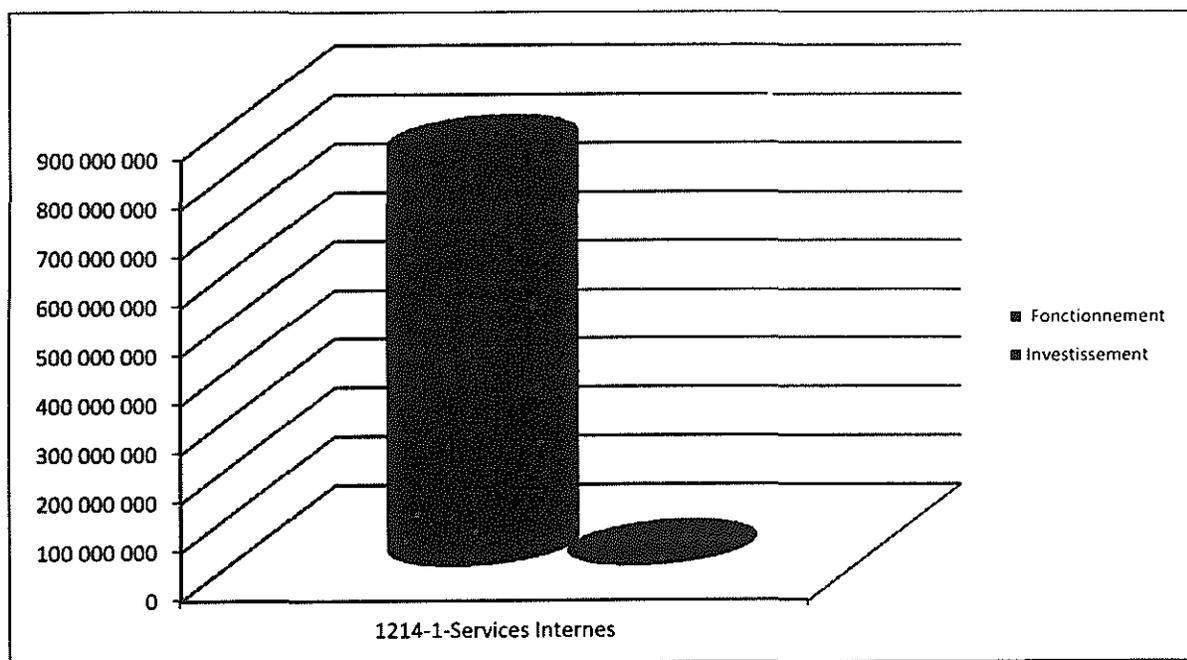
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	163	2 529 300	15 515.18

**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1214-1- SERVICES INTERNES	829 426 444		829 426 444	100.00%
TOTAL	829 426 444		829 426 444	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1214 LA PRESIDENCE	729 379 236	829 426 444	100 047 208	13,7%
1214-1-SERVICES INTERNES	729 379 236	829 426 444	100 047 208	13,7%
1214-1-11-BUREAU DU PRESIDENT	95 894 578	95 941 778	47 200	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	95 894 578	95 941 778	47 200	0,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	-	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1214-1-12 ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	274 612 634	274 612 634	0	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	84 694 014	81 694 014	3 000 000	-3,5%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	44 399 965	47 399 965	3 000 000	6,8%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15 912 637	15 912 637	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	818 770	818 770	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 508 998	1 508 998	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	127 278 250	127 278 250	-	
1214-1-13-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	340 063 150	413 272 033	73 208 883	21,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	26 990 388	41 990 388	15 000 000	55,6%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	53 339 835	55 104 000	1 764 165	3,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	259 732 927	316 177 645	56 444 718	21,7%
1214-1-14-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	18 808 875	45 600 000	26 791 125	142,4%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	18 808 875	45 600 000	26 791 125	142,4%

**PRESENTATION ET CREDITS
DE LA PRIMATURE**

1215.- LA PRIMATURE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont:

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'Etat dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Le Cabinet du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat général de la Primature ;
- Sept (7) Services Externes.

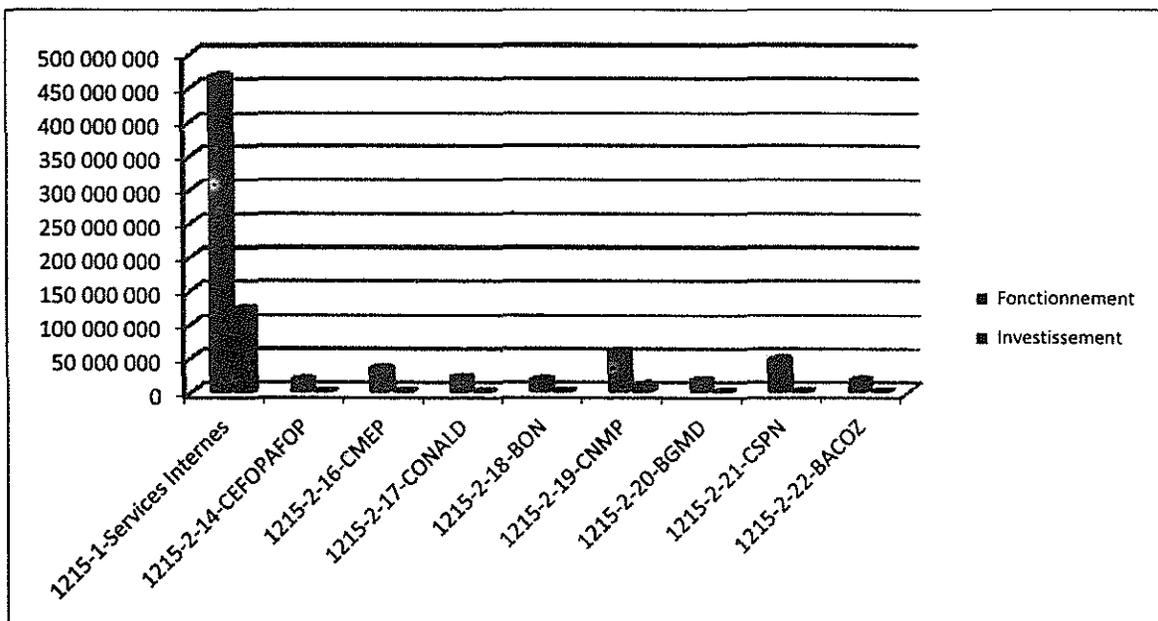
c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'appareil gouvernemental ;
- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des ressources humaines de la Fonction Publique ;
- Implanter une politique économique capable de maintenir la croissance et de réduire l'inflation;

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	166	4 169 000	25 114.45
CEFOPAFOP	16	443 000	27 687.5
CMEP			
CONALD			
BON			
CNMP			
BGMD			
CSPN			
BACUZ			

**1215.- BUREAU DU PREMIER MINISTRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1215-1- SERVICES INTERNES	466 945 360	122 214 000	589 159 360	71.10%
1215-2-14- CEFOPAFOP	17 101 663		17 101 663	2.06%
1215-2-16- CMEP	33 977 105		33 977 105	4.10%
1215-2-17- CONALD	20 521 300		20 521 300	2.48%
1215-2-18- BON	17 189 000		17 189 000	2.07%
1215-2-19- CNMP	60 000 000	10 000 000	70 000 000	8.45%
1215-2-20- BGMD	16 130 500		16 130 500	1.95%
1215-2-21- CSPN	47 485 579		47 485 579	5.73%
1215-2-22- BAC0Z	17 092 800		17 092 800	2.06%
TOTAL	696 443 307	132 214 000	828 657 307	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	693 959 505	828 657 307	134 697 803	19,4%
1215-1-SERVICES INTERNES	476 445 360	589 159 360	112 714 000	23,7%
1215-1-11-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	150 121 579	150 121 579	-	
1 DEPENSES DE PERSONNEL	95 074 529	95 074 529	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 177 050	7 177 050	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	20 000 000	20 000 000	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 370 000	3 370 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24 500 000	24 500 000	-	
1215-1-12-ADMINISTRATION GENERALE	326 323 781	439 037 781	112 714 000	34,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	115 533 782	123 533 782	8 000 000	6,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	21 919 999	31 919 999	10 000 000	45,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	14 000 000	34 000 000	20 000 000	142,9%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5 370 000	8 370 000	3 000 000	55,9%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	21 000 000	21 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	57 000 000	98 000 000	41 000 000	71,9%
1215-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	71 500 000	102 214 000	30 714 000	43,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	71 500 000	102 214 000	30 714 000	43,0%
1215-1-12-51-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	20 000 000	20 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	20 000 000	-	
1215-2-SERVICES EXTERNES	217 514 144	239 497 947	21 983 803	10,1%
1215-2-14-CEFOPAFOP	12 046 652	17 101 663	5 055 011	42,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	7 211 210	7 411 210	200 000	2,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 775 737	1 775 738	0	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	627 333	627 333	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 148 706	1 948 706	- 200 000	-9,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	283 666	5 338 676	5 055 011	1782,0%
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	32 048 313	33 977 105	1 928 792	6,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	32 048 313	33 977 105	1 928 792	6,0%
1215-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	20 521 300	20 521 300	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20 521 300	20 521 300	-	
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	17 189 000	17 189 000	-	

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

7	SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	17 189 000	17 189 000		
	1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	55 000 000	70 000 000	15 000 000	27,3%
7	SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	45 000 000	60 000 000	15 000 000	33,3%
	1215-2-19-52- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	10 000 000	-	.
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	16 130 500	16 130 500	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	16 130 500	16 130 500	-	
	1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	47 485 579	47 485 579	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47 485 579	47 485 579	-	
	1215-2-22-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	17 092 800	17 092 800	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	17 092 800	17 092 800	-	

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Ses principales missions et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaire (s) d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Favoriser une gestion de proximité ;
- Etablir des structures permanentes de protection en vue de réduire la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles ;
- Contribuer à un climat sécuritaire sur le territoire national et gérer efficacement les questions liées à la migration ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement infrastructurel au niveau des Collectivités locales ;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et vice-délégations ;
- Assurer l'efficacité du Service d'Immigration.

d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

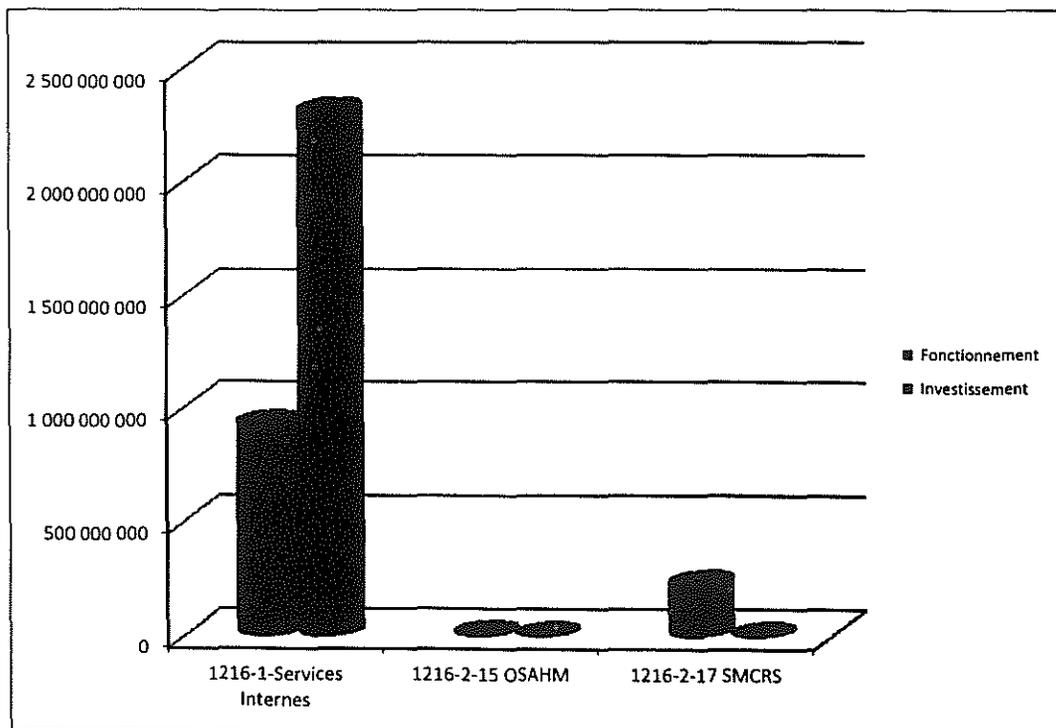
Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire Moyen
Services internes	989	18 744 400	18 952.88
OSMH			
SMCRS			

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	1 817 744 281	3 474 196 997	1 656 452 716	91,1%
1216-1-SERVICES INTERNES	1 591 610 489	3 241 563 414	1 649 952 925	103,7%
1216-1-11-BUREAU DU MINISTRE	84 075 715	201 213 788	117 138 073	139,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	26 850 909	58 982 088	32 131 180	119,7%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 883 337	6 120 227	1 236 890	25,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 984 444	2 292 009	307 565	15,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 119 464	1 519 464	400 000	35,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 237 561	16 300 000	15 062 439	1217,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48 000 000	116 000 000	68 000 000	141,7%
1216-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 507 534 774	3 040 349 626	1 532 814 852	101,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	310 183 237	321 710 275	11 527 038	3,7%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	164 136 389	141 848 378	- 22 288 011	-13,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	36 899 609	36 899 609	- 0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6 891 390	6 891 390	0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 999 228	1 999 228	0	0,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	155 539 922	218 539 922	63 000 000	40,5%
1216-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	61 000 000	202 000 000	141 000 000	231,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	61 000 000	202 000 000	141 000 000	231,1%
1216-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	10 000 000	10 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
1216-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	311 000 000	-	(311 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	311 000 000	-	311 000 000	-100,0%
1216-1-12-53-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	101 885 000	2 006 460 825	1 904 575 825	1869,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	101 885 000	2 006 460 825	1 904 575 825	1869,3%
1216-1-12-54-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA ET AUTRES ENDEMIES	50 000 000	-	(50 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50 000 000	-	50 000 000	-100,0%
1216-1-12-55-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	82 000 000	-	(82 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	82 000 000	-	82 000 000	-100,0%
1216-1-12-56-PROGRAMME D'INTERVENTIONS D'URGENCE	216 000 000	94 000 000	(122 000 000)	-56,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	216 000 000	94 000 000	- 122 000 000	-56,5%
1216-2-SERVICES EXTERNES	226 133 792	232 633 583	6 499 791	2,9%
1216-2-15-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	3 394 327	4 894 118	1 499 791	44,2%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 394 327	4 894 118	1 499 791	44,2%
1216-2-17-SMCRS	222 739 465	227 739 465	5 000 000	2,2%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	222 739 465	227 739 465	5 000 000	2,2%

**1216.- MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

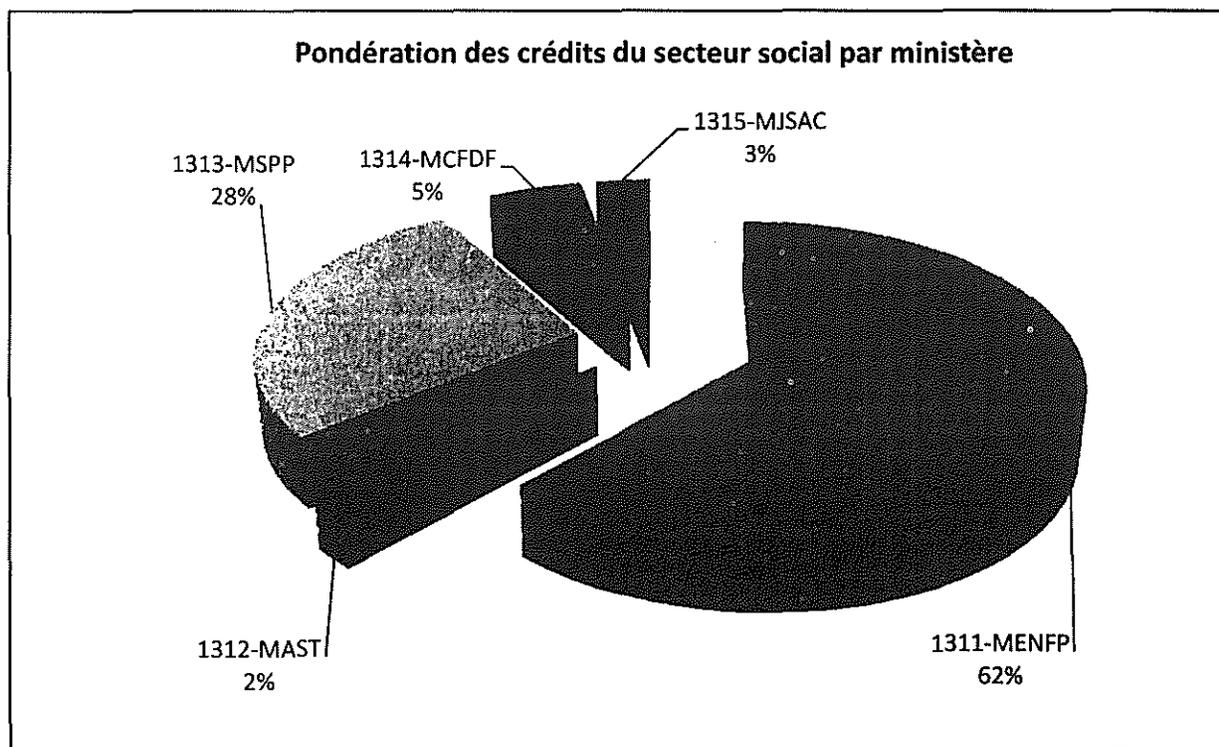
SECTION	NATURE		TOTAL	
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	MONTANT	%
1216-1- SERVICES INTERNES	929 102 589	2 312 460 825	3 241 563 414	93.30%
1216-2-15 OSAHM	4 894 118		4 894 118	0.14%
1216-2-17 SMCRS	227 739 465		227 739 465	6.56%
TOTAL	1 161 736 172	2 312 460 825	3 474 196 997	100.00%



**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL**

**POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR SOCIAL
PAR MINISTERE ET PAR NATURE EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-MENFP	6.318,249,255	13,062,472,879	19,380,722,134	61.92%
1312-MAST	495,278,237	153,280,000	648,558,237	2.07%
1313-MSPP	2.209,936,826	6,437,811,755	8,647,748,581	27.63%
1314-MCFDF	89,499,310	1,592,336,750	1,681,836,060	5.37%
1315-MUSAC	348,913,924	594,000,000	942,913,924	3.01%
TOTAL	9.461,877,552	21,839,901,384	31,301,778,936	100.00%



**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

1311.- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Éducation ;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Étrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Éducation.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur de l'éducation;
- Réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves pauvres ;
- Améliorer la qualité de l'éducation par la formation des enseignants;
- Accroître et améliorer l'offre d'éducation préscolaire pour les enfants de 0 à 5 ans ;
- Promouvoir l'enseignement supérieur en région ;
- Améliorer l'encadrement pédagogique ;
- Promouvoir le développement de la formation professionnelle ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif.

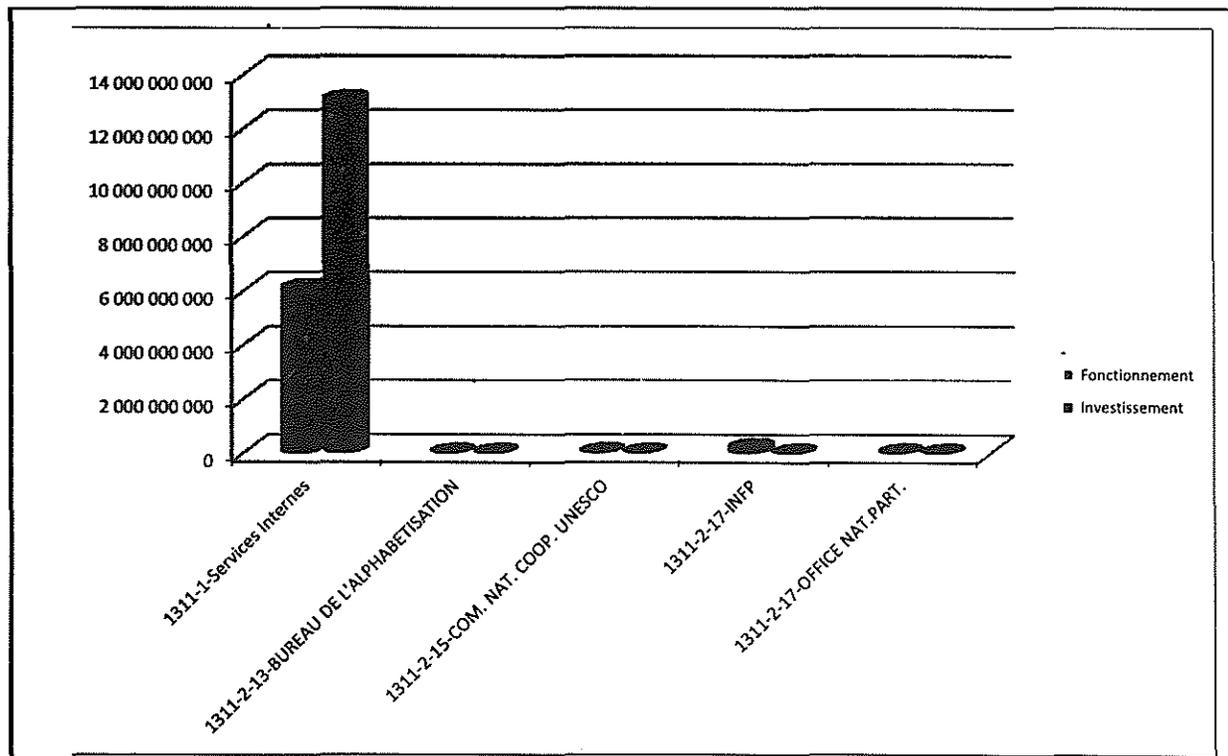
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaires moyen</i>
Services internes	26 915	272 308 484	10 117.35
SEA	108	2 709 125	25 084.49
UNESCO	21	621 525	29 596.42
INFP	752	11 068 000	14 718.08
ONP			

1311.- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONNALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-1-Services interne	6,076,230,334	13,052,472, 879	19,128,703,212	98.70%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	6,531,435		6,531,435	0.03%
1311-2-15-COM. MAT. COOP. UNESCO	16,914,526		16,914,526	0.09%
1311-2-17-INFP	208,572,960	10,000,000	218,572,960	1.13%
1311-2-17-OFFICE NAT.PART.	10,000,000		10,000,000	0.05%
TOTAL	6,318,249,255	13, 062,472,879	19,380,722,134	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	11 167 944 797	19 380 722 134	8 212 777 337	73,5%
1311-1-SERVICES INTERNES	10 771 099 861	19 128 703 212	8 357 603 351	77,6%
1311-1-11-BUREAU DU MINISTRE	439 705 541	538 962 776	99 257 235	22,6%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	99 019 230	168 189 665	69 170 434	69,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 360 000	7 200 000	4 840 000	205,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 586 311	1 586 311	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	240 000	240 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE			-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	330 500 000	330 500 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 000 000	31 246 800	25 246 800	420,8%
1311-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	10 331 394 320	18 589 740 436	8 258 346 117	79,9%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	4 087 310 742	4 205 402 470	118 091 728	2,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	763 596 527	818 097 526	54 500 999	7,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	33 023 650	39 193 961	6 170 311	18,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	56 737 266	58 837 266	2 100 000	3,7%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	500 000	1 000 000	500 000	100,0%
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	73 936 336	73 936 336		
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	240 800 000	340 800 000	100 000 000	41,5%
1311-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	349 880 000	90 600 000	(259 280 000)	-74,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	349 880 000	90 600 000	- 259 280 000	-74,1%
1311-1-12-51-PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONDITION FEMININE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE	40 000 000	80 000 000	40 000 000	100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40 000 000	80 000 000	40 000 000	100,0%
1311-1-12-52-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	300 000 000	3 547 310 589	3 247 310 589	1082,4%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300 000 000	3 547 310 589	3 247 310 589	1082,4%
1311-1-12-53-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME EDUCATIF	4 385 609 800	7 767 238 760	3 381 628 960	77,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 385 609 800	7 767 238 760	3 381 628 960	77,1%
1311-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	-	414 580 000	414 580 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	414 580 000	414 580 000	
1311-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	-	253 000 000	253 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	253 000 000	253 000 000	
1311-1-12-57-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME EDUCATIF	-	899 743 530	899 743 530	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	899 743 530	899 743 530	
1311-2-SERVICES EXTERNES	396 844 936	252 018 921	(144 826 015)	-36,5%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	76 357 450	6 531 435	(69 826 015)	-91,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	63 931 468	5 687 642	- 58 243 826	-91,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5 265 700	324 793	- 4 940 907	-93,8%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 727 282	345 000	-	4 382 282 -92,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 733 000	-	-	1 733 000 -100,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	-
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200 000	-	-	200 000 -100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	174 000	-	326 000 -65,2%
1311-2-15-COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 914 526	16 914 526		-
1 DEPENSES DE PERSONNEL	13 865 610	13 865 610	-	-
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 529 917	1 529 917	-	-
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 278 999	1 278 999	-	-
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	240 000	240 000	-	-
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	-
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	-
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	-
1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	293 572 960	218 572 960		(75 000 000) -25,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	172 765 857	172 765 857	-	-
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 975 450	6 975 450	-	-
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 625 000	4 625 000	-	-
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 824 500	3 824 500	-	-
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	220 000	220 000	-	-
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 184 000	11 184 000	10 000 000	844,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 978 153	8 978 153	-	0 0,0%
# # 1311-2-17-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	5 000 000	10 000 000		5 000 000 100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	10 000 000	5 000 000	100,0%
# # 1311-2-17-51-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	48 000 000	-		(48 000 000) -100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48 000 000	-	-	48 000 000 -100,0%
# # 1311-2-17-53-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	12 000 000	-		(12 000 000) -100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12 000 000	-	-	12 000 000 -100,0%
# # 1311-2-17-54-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME EDUCATIF	30 000 000	-		(30 000 000) -100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30 000 000	-	-	30 000 000 -100,0%
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	10 000 000	10 000 000		0 0,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	10 000 000	10 000 000	0	0,0%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES AFFAIRES
SOCIALES ET DU TRAVAIL**

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité Sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les oeuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan Technique et Administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense Sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux Congrès et Conférences sur les Affaires Sociales.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale (enfants des rues, rapatriés, déportés) ;
- Insérer socialement et économiquement les handicapés ;
- Renforcer l'institutionnalisation des relations de travail ;
- Renforcer les capacités institutionnelles du MAST.

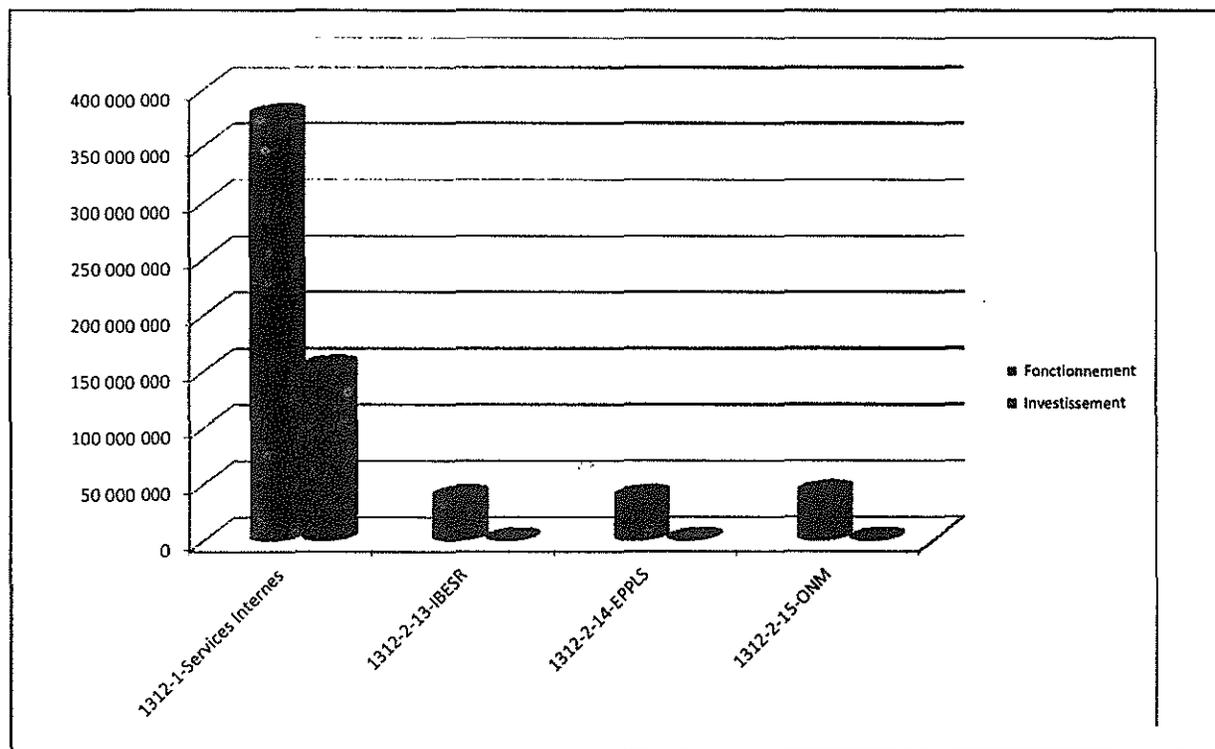
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	1 198	19 675 200	16 423.37
IBESR	112	2 088 900	18 650.89
EPPLS	60	1 524 625	25 410.42
ONM	74	1 536 600	20 764.86

**1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1312-1-Services internes	377,000,000	153,280,000	530,280,000	81.76%
1312-2-13-IBESR	38,300,001		38,300,001	5.91%
1312-2-14-EPPLS	38,106,665		38,106,665	5.88%
1312-2-15-ONM	41,871,571		41,871,571	6.46%
TOTAL	495,278,237	153,280,000	648,558,237	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART/INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	554 126 221	648 558 237	94 432 016	17,0%
1312-1-SERVICES INTERNES	417 737 325	530 280 000	112 542 675	26,9%
1312-1-11-BUREAU DU MINISTRE	73 578 749	105 981 017	32 402 268	44,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	67 602 879	74 033 971	6 431 092	9,5%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 788 000	4 236 630	448 630	11,8%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 187 870	2 187 870	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	25 522 546	25 522 546	
1312-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	344 158 576	424 298 983	80 140 407	23,3%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	207 360 467	231 088 412	23 727 945	11,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 223 750	13 636 897	7 413 147	119,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	8 603 931	7 906 587	- 697 344	-8,1%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6 000 000	5 695 560	- 304 440	-5,1%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	9 490 628	9 491 728	1 100	0,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 199 800	3 199 800	- 0	0,0%
# # 1312-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	23 280 000	43 280 000	20 000 000	85,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	23 280 000	43 280 000	20 000 000	85,9%
# # 1312-1-12-51-PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONDITION FEMININE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE	7 000 000	10 000 000	3 000 000	42,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 000 000	10 000 000	3 000 000	42,9%
# # 1312-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	5 000 000	20 000 000	15 000 000	300,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	20 000 000	15 000 000	300,0%
# # 1312-1-12-53-PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE SOCIALE	68 000 000	80 000 000	12 000 000	17,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	68 000 000	80 000 000	12 000 000	17,6%
1312-2-SERVICES EXTERNES	136 388 896	118 278 237	(18 110 659)	-13,3%
1312-2-13-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	34 488 118	38 300 001	3 811 883	11,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	29 753 791	33 268 304	3 514 513	11,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 379 585	1 481 696	102 111	7,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 417 760	1 950 000	- 467 760	-19,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	608 148	450 000	- 158 148	-26,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	78 833	1 000 000	921 167	1168,5%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	250 000	150 000	- 100 000	-40,0%
1312-2-14-E.P.P.L.S	34 506 661	38 106 665	3 600 003	10,4%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1 DEPENSES DE PERSONNEL	27 056 019	30 760 003	3 703 984	13,7%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 947 015	3 048 000	100 985	3,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 841 099	2 860 000	18 901	0,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	422 157	500 000	77 843	18,4%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	100 000	-	100 000	-100,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	200 000	200 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 140 371	738 661	- 401 710	-35,2%
1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	41 871 571	41 871 571	0	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	26 716 571	26 822 809	106 239	0,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 050 000	2 082 178	32 178	1,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 055 000	1 055 000	0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 050 000	3 050 000	- 0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8 000 000	8 000 000	- 0	0,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 000 000	861 584	- 138 416	-13,8%
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	25 522 546	-	(25 522 546)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 522 546	-	- 25 522 546	-100,0%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA SANTE
PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 24 novembre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Etablir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Etablir conjointement avec les autres Ministères les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions;
- Deux (2) Services Externes

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Assurer la continuité des services de soins offerts dans les camps/zones de regroupement de la population depuis l'année 2009-2010;
- Faciliter l'accès financier des services financiers et rechercher les modalités de financement pour les groupes vulnérables spécifiques (femmes enceintes, enfants de moins de 5 ans, handicapés et personnes présentant des troubles psychologiques suite au séisme);
- Augmenter la capacité des Hôpitaux Universitaires, des Hôpitaux départementaux et les Hôpitaux Communautaires de Référence des structures communautaires pour la prise en charge correcte des patients ;
- Renforcer la prise en charge des maladies prioritaires (Tuberculose, Malaria, VIH/Sida, Filariose, etc.) ;
- Renforcer la gouvernance et la capacité du MSPP à exercer les fonctions essentielles de santé publique à tous les niveaux;
- Réduire le taux de mortalité materno-infantile ;
- Renforcer les mesures d'hygiène publique et d'assainissement ;
- Renforcer la capacité de réponse du MSPP en cas de désastre.

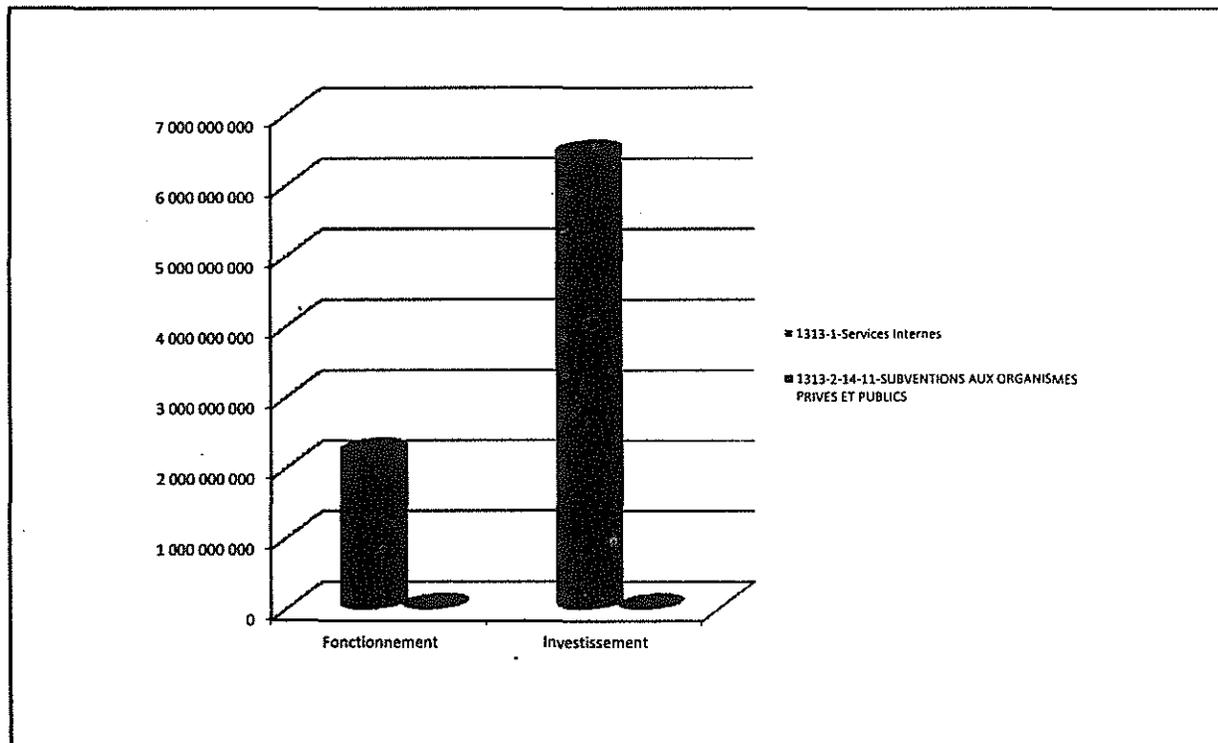
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	Masse Salariale	Salaire moyen
Services internes	9 289	127 715 400	13 749.10

**1313.- MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1313-1-Services internes	2,207,536,826	6,437,811,755	8,645,348,581	99.97%
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2,400,000		2,400,000	0.03%
TOTAL	2,209,936,826	6,437,811,755	8,647,748,581	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 Initial	Crédit 11-12 Initial	Variation	
1313-MIN. DE LA SANTE PUBLIQ. ET DE LA POPULATION	6 210 374 377	8 647 748 581	2 437 374 204	39,2%
1313-1-SERVICES INTERNES	6 206 603 111	8 645 348 581	2 438 745 471	39,3%
1313-1-11-BUREAU DU MINISTRE	32 362 287	40 024 097	7 661 810	23,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	19 472 758	25 534 568	6 061 810	31,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 500 000	6 000 000	- 500 000	-7,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	918 530	918 530	0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	-
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	-
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1 470 999	3 570 999	2 100 000	142,8%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 000 000	4 000 000	0	0,0%
1313-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	6 174 240 824	8 605 324 484	2 431 083 660	-4,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	1 799 405 783	1 980 460 792	181 055 009	10,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	55 000 001	52 000 001	- 3 000 000	-5,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	101 006 936	97 006 935	- 4 000 001	-4,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	24 000 000	21 600 000	- 2 400 000	-10,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	-
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5 445 000	5 445 000	-	-
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	11 000 000	- 9 000 000	-45,0%
# # 1313-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	39 600 000	23 000 000	(16 600 000)	-41,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	39 600 000	23 000 000	- 16 600 000	-41,9%
# # 1313-1-12-51-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS	3 000 000	-	(3 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 000 000	-	- 3 000 000	-100,0%
# # 1313-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	44 073 852	-	(44 073 852)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	44 073 852	-	- 44 073 852	-100,0%
# # 1313-1-12-53-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	1 039 000 000	5 654 515 235	4 615 515 235	444,2%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 039 000 000	5 654 515 235	4 615 515 235	444,2%
# # 1313-1-12-54-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES ET	20 000 000	-	(20 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	-	- 20 000 000	-100,0%
# # 1313-1-12-55-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA ET AUTRES ENDEMIES	1 271 809 695	640 296 520	(631 513 175)	-49,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 271 809 695	640 296 520	- 631 513 175	-49,7%
# # 1313-1-12-56-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	10 000 000	-	(10 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	-	- 10 000 000	-100,0%
# # 1313-1-12-57-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME DE SANTE	1 741 899 556	60 000 000	(1 681 899 556)	-96,6%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 741 899 556	60 000 000	- 1 681 899 556	-96,6%
# # 1313-1-12-58-PROGRAMME D'AMELIORATION DE SURVIE DE L'ENFANT ET DES FILIERES DE PROTECTION SOCIALE	-	45 000 000	45 000 000	-
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	45 000 000	45 000 000	-
# # 1313-1-12-59-PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES MENTALES	-	15 000 000	15 000 000	-
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	15 000 000	15 000 000	-
1313-2-SERVICES EXTERNES	3 771 266	2 400 000	(1 371 266)	-36,4%
1313-2-1411-CROIX ROUGE HAITIENNE	3 771 266	2 400 000	(1 371 266)	-36,4%
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	3 771 266	2 400 000	- 1 371 266	-36,4%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE A LA CONDITION FEMININE
ET AUX DROITS DE LA FEMME**

1314.- MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Ses principales missions et attributions sont :

- Définir la politique sectorielle du Ministère;
- Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- Présenter et défendre par devant la chambre législative, les projets de loi du Pouvoir Exécutif ;
- Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- Elaborer et présenter aux Institutions compétentes les avant-projets de budget de son Ministère ;
- Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux lois en vigueur ;
- Passer au nom de l'Etat des Contrats Administratifs relatifs à son domaine d'activités ;
- Signer des contrats de marchés publics conformément à la législation en vigueur ;
- Connaître et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Concevoir, développer et mettre en application une politique d'égalité des sexes ;
- Contribuer à l'allègement de la pauvreté féminine ;
- Promouvoir les femmes dans les métiers non traditionnels ;
- Promouvoir la participation des femmes aux espaces de décision ;
- Renforcer la sécurité et la protection sociale des femmes ;
- Promouvoir et renforcer les droits des femmes.

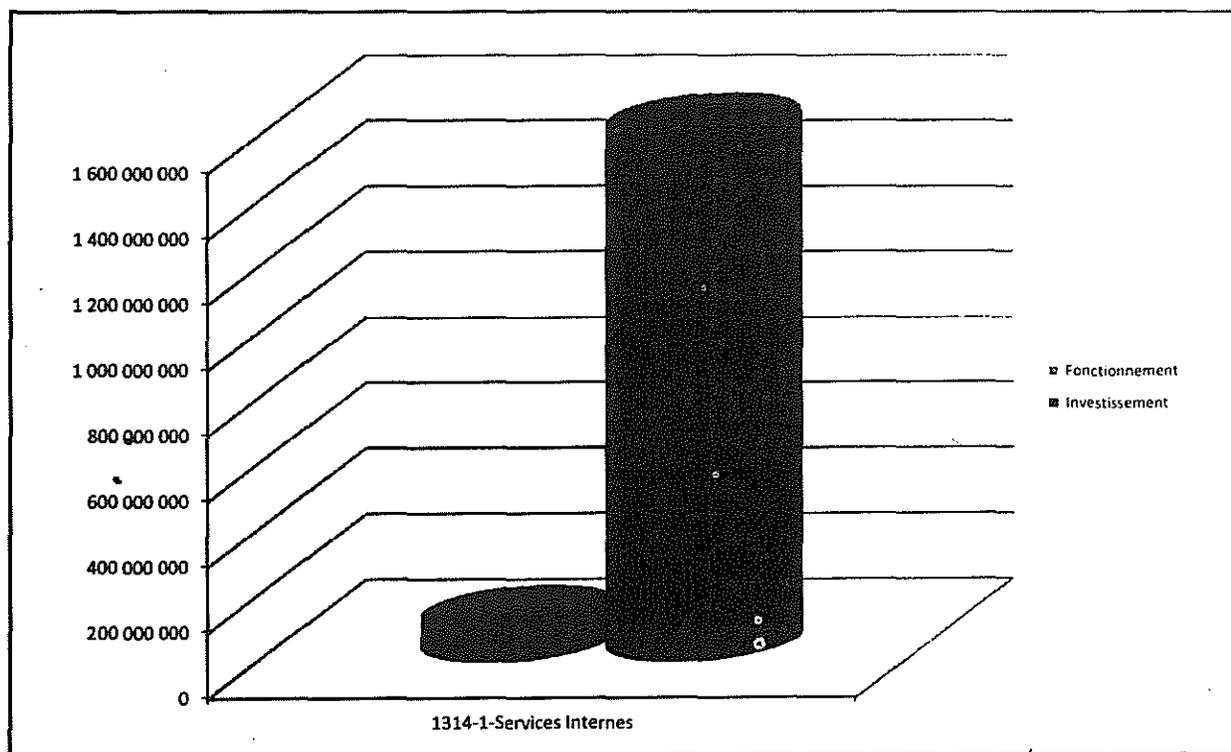
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaires moyen</i>
Services internes	172	4 635 625	26 951.31

**1314.- MINISTERE A LA CONDITION FEMININE AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services internes	89,499,310	1,592,336,750	1,681,836,060	100.00%
TOTAL	89,499,310	1,592,336,750	1,681,836,060	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1314-1-1111-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	183 564 420	1 681 836 060	1 498 271 640	816,2%
1314-1-SERVICES INTERNES	183 564 420	1 681 836 060	1 498 271 640	816,2%
1314-1-11-BUREAU DU MINISTRE	25 537 529	25 627 606	90 077	0,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	20 949 239	24 069 021	3 119 782	14,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 268 607	500 002	- 768 605	-60,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	558 583	558 583	- 0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	773 522	-	- 773 522	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 987 578	500 000	- 1 487 578	-74,8%
1314-1-12-DIRECTION GENERALE	158 026 891	1 656 208 454	1 498 181 563	948,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	51 388 804	55 882 735	4 493 931	8,7%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5 117 344	3 941 886	- 1 175 458	-23,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 194 329	3 563 777	- 630 552	-15,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 653 317	310 000	- 2 343 317	-88,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	607 986	173 307	- 434 680	-71,5%
1314-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	3 500 000	946 500 000	943 000 000	26942,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 500 000	946 500 000	943 000 000	26942,9%
1314-1-12-52-PROGRAMME D'AUTONOMISATION ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES	90 565 111	55 376 750	(35 188 361)	-38,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90 565 111	55 376 750	- 35 188 361	-38,9%
1314-1-12-53-PROGRAMME DE CONCEPTION DEVELOPPEMENT ET MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE	-	556 000 000	556 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	556 000 000	556 000 000	
1314-1-12-54-PROGRAMME DE SENSIBILISATION ET D'EDUCATION DE LA POPULATION	-	28 460 000	28 460 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	28 460 000	28 460 000	
1314-1-12-55- PROGRAMME D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SPECIFIQUE	-	6 000 000	6 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	6 000 000	6 000 000	

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA JEUNESSE,
DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**

1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Cadre légal : N /D

Les principales mission et attributions du MJSAC sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en oeuvre cette politique ;
- Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux ;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur jeunesse, sport et action civique;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie par la pratique des activités physiques et sportives ainsi que des loisirs ;
- Etendre et diversifier l'offre de services en matière de jeunesse, de sport et de civisme ;
- Renforcer et encourager la vie associative chez les jeunes ;
- Promouvoir l'insertion socio-économique des jeunes.

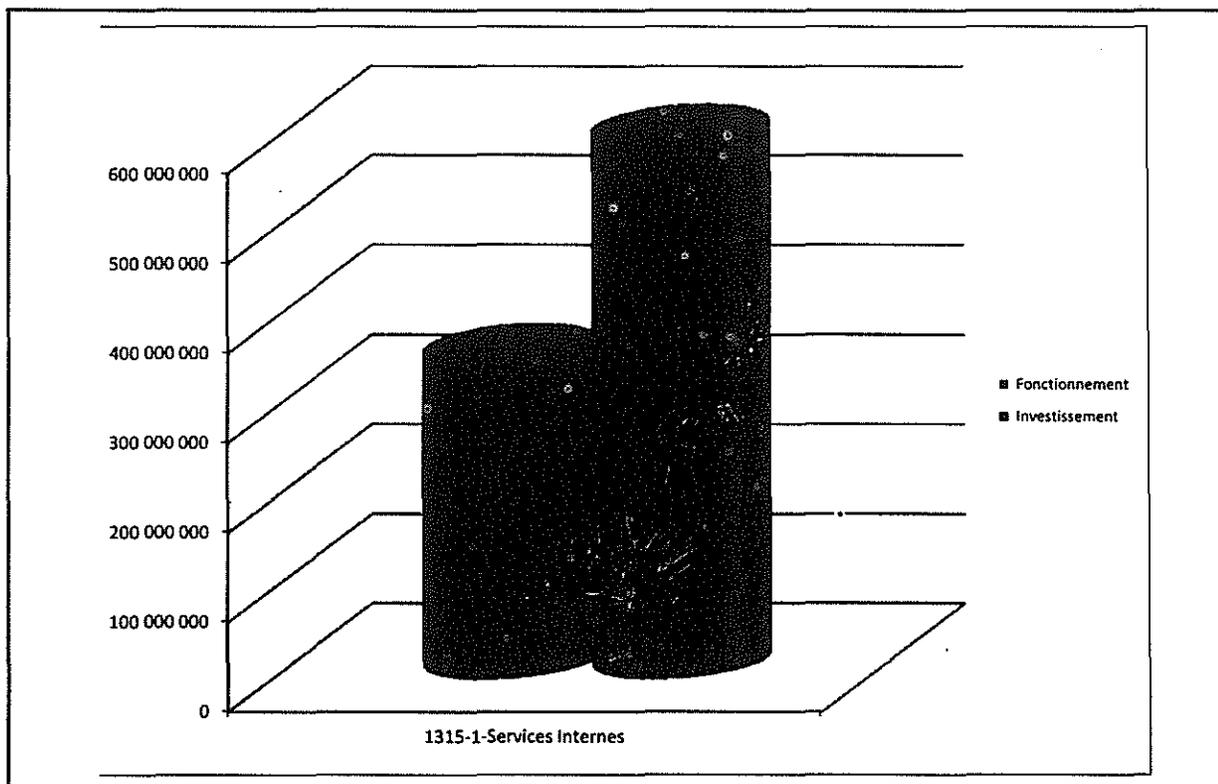
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	468	11 049 900	23 610.89

**1315- MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1315-1-Services internes	348,913,924	594,000,000	942,913,924	100.00%
TOTAL	348,913,924	594,000,000	942,913,924	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

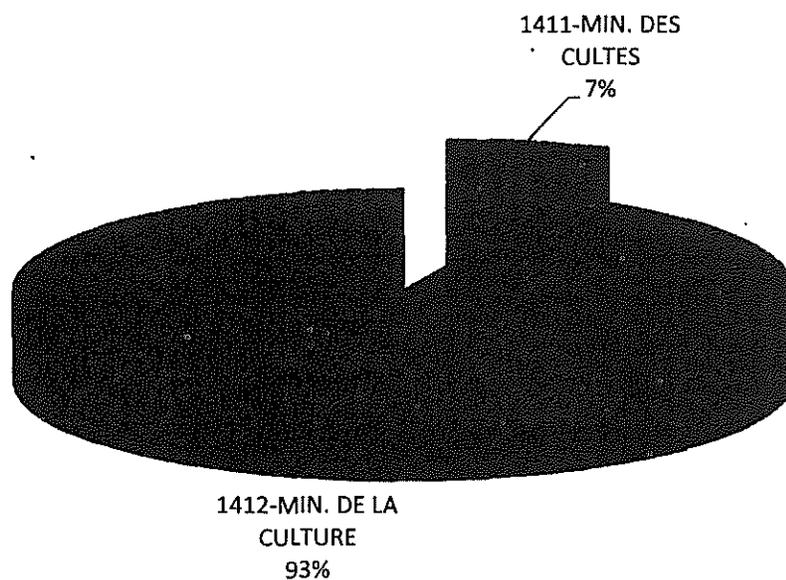
ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	472 384 859	942 913 924	470 529 065	99,6%
1315-1-SERVICES INTERNES	472 384 859	942 913 924	470 529 065	99,6%
1315-1-11-BUREAU DU MINISTRE	44 991 620	57 490 965	12 499 344	27,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	29 045 093	39 544 438	10 499 344	36,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 969 328	6 969 328	2 000 000	40,2%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	870 946	870 946	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	275 822	275 822	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2 752 188	2 752 188	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 078 242	7 078 242	-	
1315-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	427 393 239	885 422 960	458 029 721	107,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	174 703 352	174 703 352	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	35 496 807	35 496 807	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	23 129 054	26 129 054	3 000 000	13,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	8 124 178	15 124 178	7 000 000	86,2%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7 547 812	7 547 812	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22 421 758	32 421 758	10 000 000	44,6%
1315-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	11 890 000	24 000 000	12 110 000	101,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11 890 000	24 000 000	12 110 000	101,9%
1315-1-12-51-PROGRAMME DE PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DU SPORT	144 080 279	141 000 000	(3 080 279)	-2,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	144 080 279	141 000 000	3 080 279	-2,1%
1315-1-12-52-PROGRAMME DE PROMOTION DU CIVISME	-	19 000 000	19 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	19 000 000	19 000 000	
1315-1-12-53-PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES SOCIO COMMUNAUTAIRES ET SOCIO SPORTIFS ET PROMOTION DU	-	410 000 000	410 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	410 000 000	410 000 000	

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-MIN. DES CULTES	95,934,666	0	95,934,666	6.88%
1412-MIN. DE LA CULTURE	691,164,668	607,739,000	1,298,903,668	93.12%
TOTAL	787,099,334	607,739,000	1,394,838,334	100.00%

**PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR
CULTUREL PAR MINISTERE**



**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES CULTES**

1411.- MINISTÈRE DES CULTES**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers Cultes Religieux ;
- Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et Eglises établis dans le pays ;
- Visiter régulièrement les églises, les temples... et cet faire un relevé de leurs œuvres sociales et éducatives, en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- Recevoir les plaintes et les réclamations des Responsables des différents Cultes ;
- Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises ;

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Encourager très fortement, par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des Églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

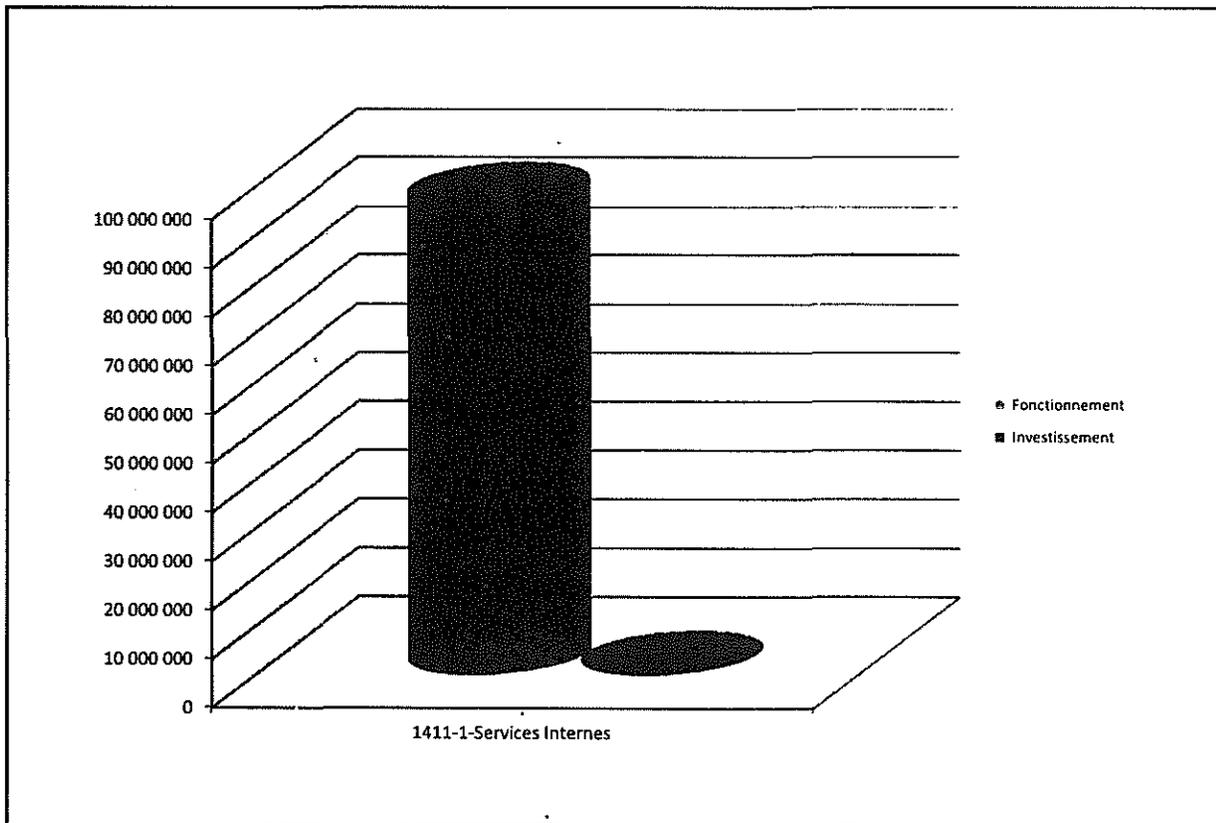
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	144	2 744 000	19 055.56

**1411- MINISTERE DES CULTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-1-Services internes	95,934,666		95.934.666	100.00%
TOTAL	95,934.666		95.934.666	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1411-MINISTERE DES CULTES	101 880 624	95 934 666	(5 945 958)	-5,8%
1411-1-SERVICES INTERNES	101 880 624	95 934 666	(5 945 958)	-5,8%
1411-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	101 880 624	95 934 666	(5 945 958)	-5,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	43 129 661	38 047 455	- 5 082 206	-11,8%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 049 999	2 160 508	110 509	5,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	900 000	637 969	- 262 031	-29,1%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	700 000	-	- 700 000	-100,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	54 900 000	54 900 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200 964	188 734	- 12 230	-6,1%

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION**

1412.- MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Culture et de la Communication est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Sauvegarder, conserver et Promouvoir la Culture Nationale ;
- Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, oeuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- Participer à l'éducation civique du peuple haïtien ;
- Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer ;
- Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- Représenter l'Etat dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la Culture ;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture et de la Communication est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales
- Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Améliorer la gouvernance du secteur culturel;
- Réhabiliter, aménager et construire des infrastructures culturelles de base ;
- Mettre en valeur les ressources culturelles comme vecteurs de création de richesses et d'opportunités d'emplois, notamment à travers le développement des entreprises culturelles ;
- Favoriser le développement d'entreprises culturelles ;
- Conserver, développer et valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel ;
- Favoriser le développement des arts et de la littérature.

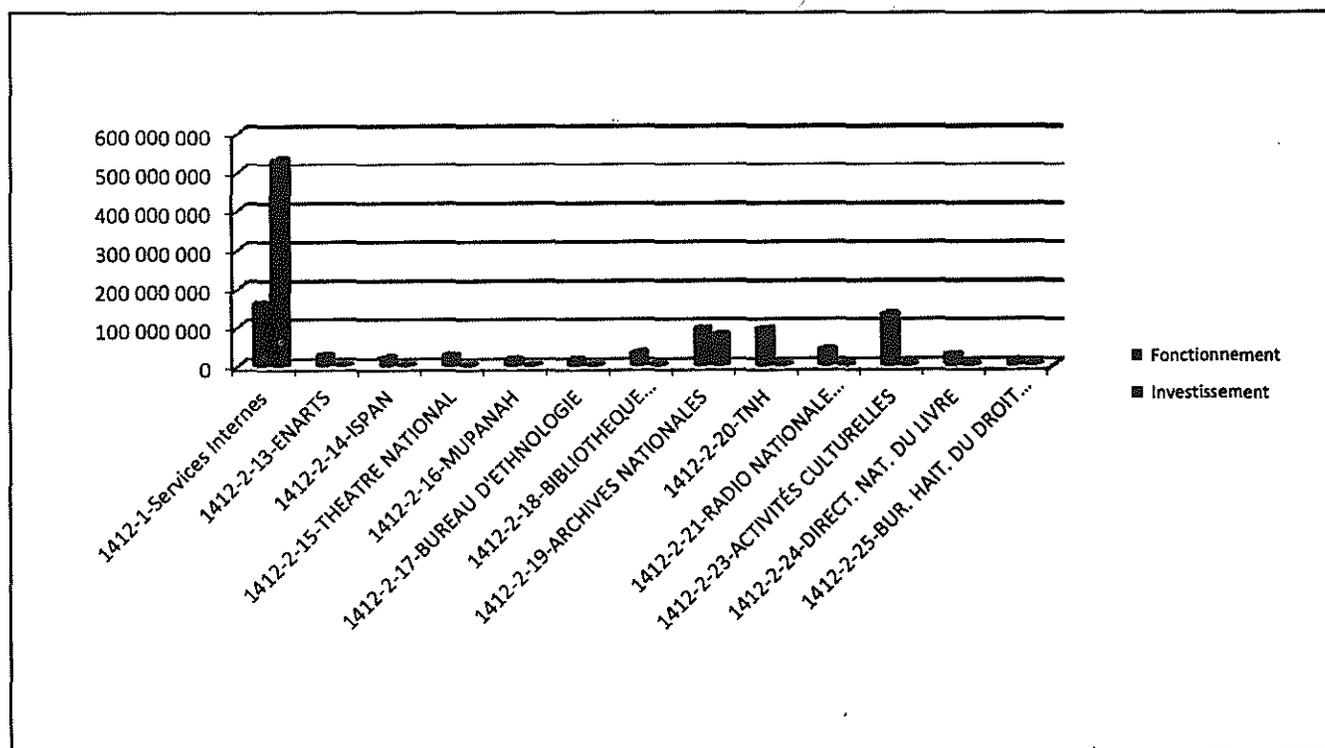
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaires moyen</i>
Services internes	171	4 416 400	25 826.90
ENARTS	67	1 192 900	17 804.47
ISPAN	37	822 400	22 227.02
TH NL	111	1 579 800	14 232.43
MUPANAH	42	745 500	17 750.00
BNE	29	690 400	23 806.90
B NLE	82	1 263 400	15 407.31
AR NLE	207	5 151 400	24 885.99
TNH	235	4 465 800	19 003.40
RNH	96	1 876 000	19 541.67
DNL	35	613 900	17 540.00
BHDA	1	84 400	84 400.00

1411- MINISTERE DES CULTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION			TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1412-1-Services internes	159,567,157	529,739,000	689,306,157	53.1%
1412-2-13-ENARTS	24,815,284		24,815,284	1.9%
1412-2-14-ISPAN	20,006,140		20,006,140	1.5%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	26,189,176		26,189,176	2.0%
1412-2-16-MUPANAH	16,195,508		16,195,508	1.2%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	15,739,246		15,739,246	1.2%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	31,700,001		31,700,001	2.4%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	94,130,663	78,000,000	172,130,663	13.3%
1412-2-20-TNH	94,655,041		94,655,041	7.3%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	39,892,322		39,892,322	3.1%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	130,000,000		130,000,000	10.0%
1412-2-24-DIRECT. NAT. DU LIVRE	26,247,898		26,247,898	2.0%
1412-2-25-BUR. HAIT. DU DROIT D'AUTEUR	12,026,232		12,026,232	0.9%
TOTAL	691,164,668	607,739,000	1,293,903,668	100.0%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	1 360 416 102	1 298 903 668	(61 512 434)	-4,5%
1412-1-SERVICES INTERNES	785 141 532	689 306 157	(95 835 375)	-12,2%
1412-1-11-BUREAU DU MINISTRE	43 311 863	57 589 318	14 277 455	33,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	24 632 142	32 761 191	8 129 049	33,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 198 426	9 978 431	2 780 005	38,6%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 545 720	1 545 720	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 205 575	3 005 575	1 800 000	149,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8 730 000	7 098 401	- 1 631 599	-18,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	3 200 000	3 200 000	
1412-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	741 829 669	631 716 839	(110 112 830)	-14,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	48 834 222	62 634 043	13 799 821	28,3%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 018 914	4 788 914	- 2 230 000	-31,8%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 310 000	5 309 999	- 1	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 548 790	3 548 790	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	4 645 224	4 645 224	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 222 519	21 050 869	12 828 350	156,0%
1412-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	40 000 000	30 000 000	300,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	40 000 000	30 000 000	300,0%
1412-1-12-51-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE LOISIRS ET DE COMMUNICATION	654 250 000	489 739 000	(164 511 000)	-25,1%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	654 250 000	489 739 000	- 164 511 000	-25,1%
1412-2-SERVICES EXTERNES	575 274 570	609 597 511	34 322 941	6,0%
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	24 815 248	24 815 284	36	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	21 573 282	22 125 181	551 899	2,6%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 040 151	963 000	- 77 151	-7,4%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 611 328	1 277 103	- 334 225	-20,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	590 487	450 000	- 140 487	-23,8%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

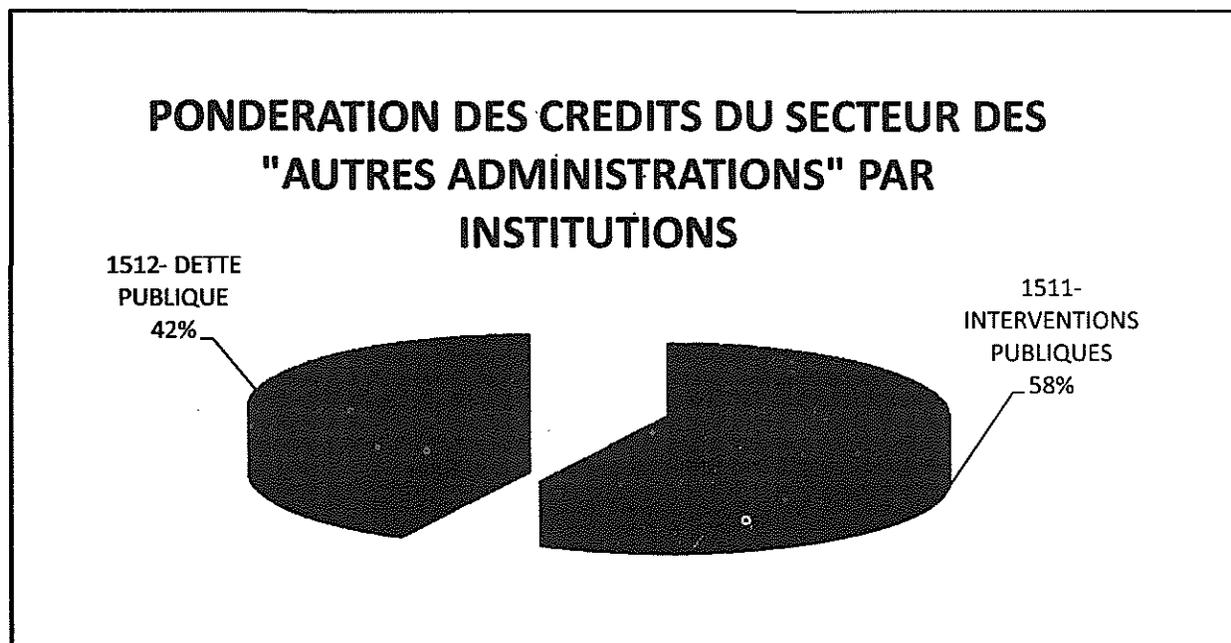
ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	17 006 140	20 006 140	3 000 000	17,6%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	15 604 032	17 848 232	2 244 200	14,4%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	79 333	599 333	520 000	655,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	322 775	558 575	235 800	73,1%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 000 000	1 000 000	0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	26 189 176	26 189 176	(0)	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	24 536 612	21 831 945	- 2 704 667	-11,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	55 600	1 393 055	1 337 455	2405,5%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 019 715	1 275 000	255 285	25,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	156 631	1 000 000	843 369	538,4%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	420 618	689 176	268 558	63,8%
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	14 195 508	16 195 508	2 000 000	14,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	11 895 508	11 895 508	0	0,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	600 000	2 150 000	1 550 000	258,3%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	700 000	1 150 000	450 000	64,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 000 000	1 000 000	0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1412-2-17-BUREAU D ETHNOLOGIE	18 858 864	15 739 246	(3 119 618)	-16,5%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	11 410 075	11 510 075	100 000	0,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 041 467	1 041 467	0	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	307 322	587 704	280 382	91,2%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	200 000	200 000	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 100 000	2 400 000	1 300 000	118,2%
1412-2-17-50-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE LOISIRS ET DE COMMUNICATION	5 000 000	-	(5 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	-	- 5 000 000	-100,0%

**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	27 464 722	31 700 001	4 235 279	15,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	17 581 427	18 200 686	619 259	3,5%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 532 294	6 575 314	2 043 021	45,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 727 000	3 194 000	467 000	17,1%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 144 001	2 850 000	705 999	32,9%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	28 150	264 249	236 099	838,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	451 850	615 751	163 901	36,3%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	172 130 663	172 130 663	0	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	75 102 355	75 803 413	701 058	0,9%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12 374 003	12 099 003	- 275 000	-2,2%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 340 980	3 340 980	0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 887 267	2 887 267	- 0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	426 058	-	- 426 058	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
1412-2-19-50-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE LOISIRS ET DE COMMUNICATION	78 000 000	78 000 000	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	78 000 000	78 000 000	-	
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D HAITI	85 455 042	94 655 041	9 199 999	10,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	69 297 749	77 147 749	7 850 000	11,3%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 115 253	3 615 253	500 000	16,1%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	11 163 467	11 163 467	- 0	0,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 587 500	1 887 500	300 000	18,9%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	150 000	150 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	291 073	691 073	400 000	137,4%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	35 095 236	39 892 322	4 797 086	13,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	27 286 627	32 286 627	5 000 000	18,3%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 100 407	2 388 176	287 769	13,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 375 807	3 885 144	- 490 662	-11,2%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1 332 395	1 332 374	- 21	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR «AUTRES ADMINISTRATIONS»
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

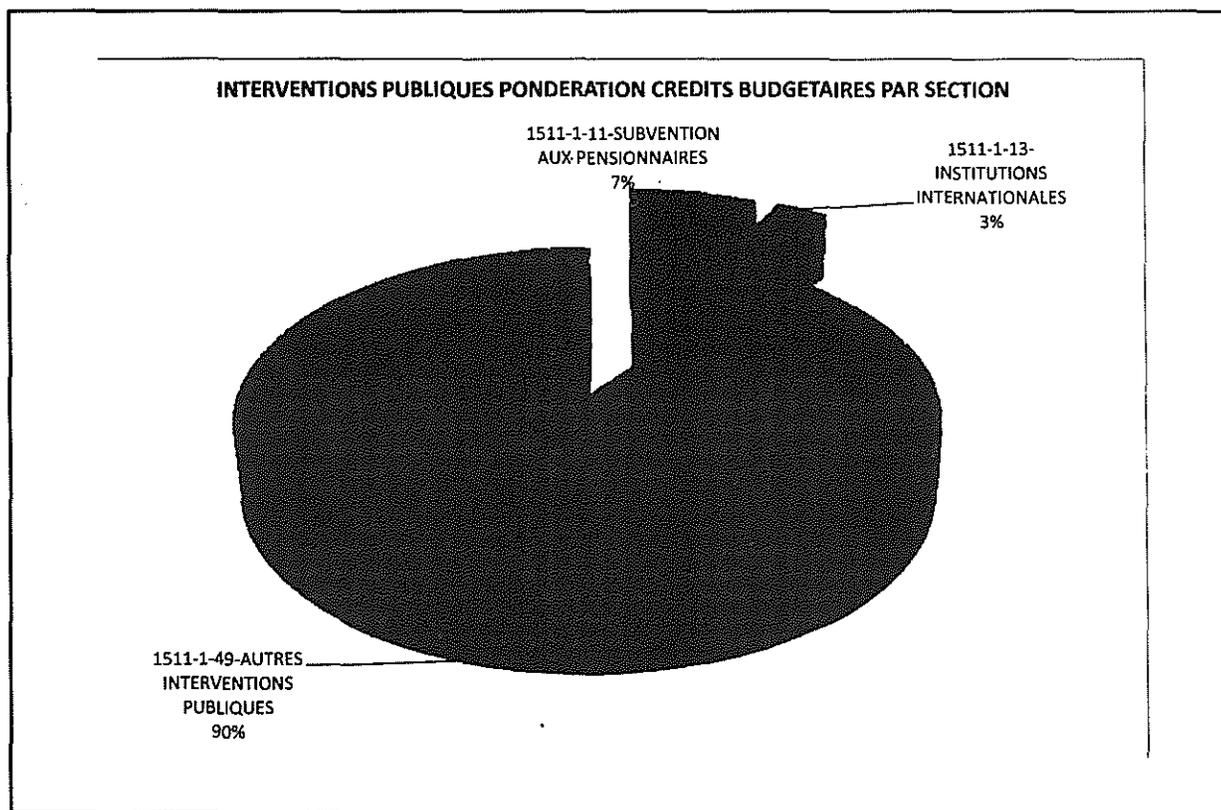
	Montant	%
1511- INTERVENTION PUBLIQUE	5,806,518,221	57.51%
1512- DETTE PUBLIQUE	4,289,671,402	42.49%
TOTAL	10,096,189,622	100%



INTERVENTIONS PUBLIQUES

**1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	Montant	%
1511-1-11 SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	415,259,273	7.2%
1511-1-13 INSTITUTIONS INTERNATIONALES	167,432,076	2.9%
1511-1-49 AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5,223,826,872	90.0%
TOTAL	5,806,518,221	100%



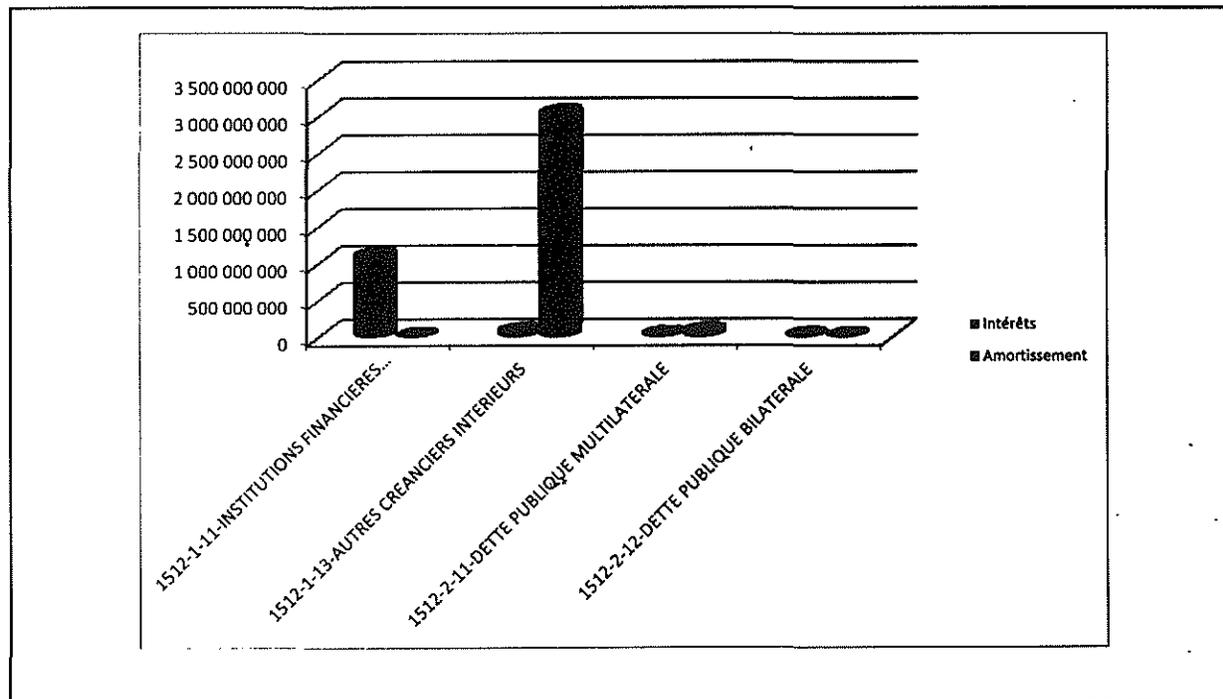
**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 Initial	Crédit 11-12 Initial	Variation	
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 404 364 749	5 806 518 221	(597 846 529)	-9,3%
1511-1-11-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	415 259 273	415 259 273	(0)	0,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	415 259 273	415 259 273	-	0
1511-1-13-AUTRES INSTITUTIONS	120 463 244	167 432 076	46 968 832	39,0%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	120 463 244	167 432 076	46 968 832	39,0%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 868 642 232	5 223 826 872	(644 815 360)	-11,0%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	10 000 000	20 000 000	10 000 000	100,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	60 000 000	60 000 000	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	4 809 563 440	3 623 476 080	-1 186 087 360	-24,7%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 049 078 792	1 520 350 792	471 272 000	44,9%

DETTE PUBLIQUE

1512.- DETTE PUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Intérêts	Amortissement	Montant	%
1512-1-11- INSTITUTIONS FINANCIERS CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000		1,100,000,000	25.64%
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	65,350,410	3,035,078,991	3,100,429,401	72.28%
1512-2-11- DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	16,926,440	66,015,560	82,942,000	1.93%
1512-2-12- DETTE PUBLIQUE BILATERALE	6,300,000		6,300,000	0.15%
TOTAL	1,188,576,850	3,101,094,551	4,289,671,402	100.00%



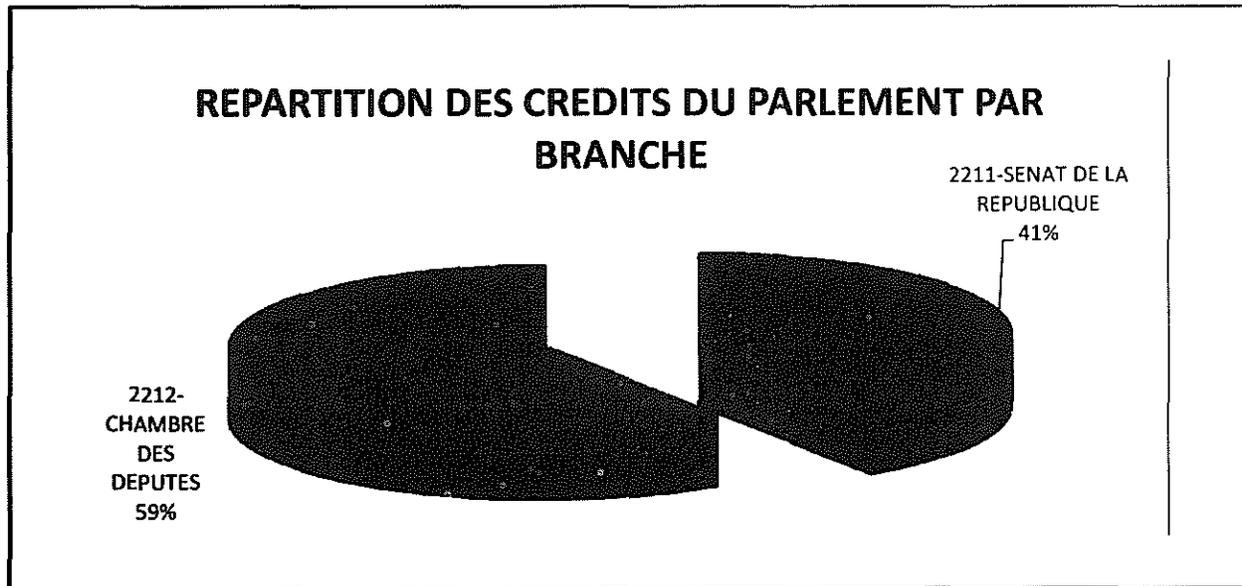
**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
1512-DETTE PUBLIQUE	2 180 452 805	4 289 671 402	2 109 218 596	96,7%
1512-1-DETTE INTERNE	2 138 707 131	4 200 429 402	2 061 722 271	96,4%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1 100 000 000	1 100 000 000	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 100 000 000	1 100 000 000	-	
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	-	-	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	-	-	-	
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES	1 038 707 131	3 100 429 401	2 061 722 271	198,5%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	38 707 131	65 350 410	26 643 279	68,8%
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	1 000 000 000	3 035 078 991	2 035 078 992	203,5%
1512-2-DETTE EXTERNE	41 745 674	89 242 000	47 496 326	113,8%
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE	41 745 674	82 942 000	41 196 326	98,7%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 574 970	16 926 440	13 351 470	373,5%
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	38 170 704	66 015 560	27 844 856	72,9%
1512-2-12-DETTE BILATERALE	-	6 300 000	6 300 000	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	6 300 000	6 300 000	
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	-	-	-	

**CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR LEGISLATIF**

POUVOIR LEGISLATIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR CHAMBRE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

CHAMBRE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	893,436,107	102,400,000	995,836,107	41%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	1,174,457,754	265,000,000	1,439,457,754	59%
TOTAL	2,067,893,862	367,400,000	2,435,293,862	100%



**PRESENTATION ET CREDITS
DU SENAT DE LA REPUBLIQUE**

2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution: Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Electoral Permanent et du Protecteur du Citoyen;
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre;
- Questionner ou interpellier le Premier Ministre et ou les membres de son cabinet;
- Inscrire les Sénateurs et valider leur pouvoir;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure, d'un Secrétariat Général et de deux (2) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions du Sénat pour un contrôle plus efficace de l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement du Sénat.

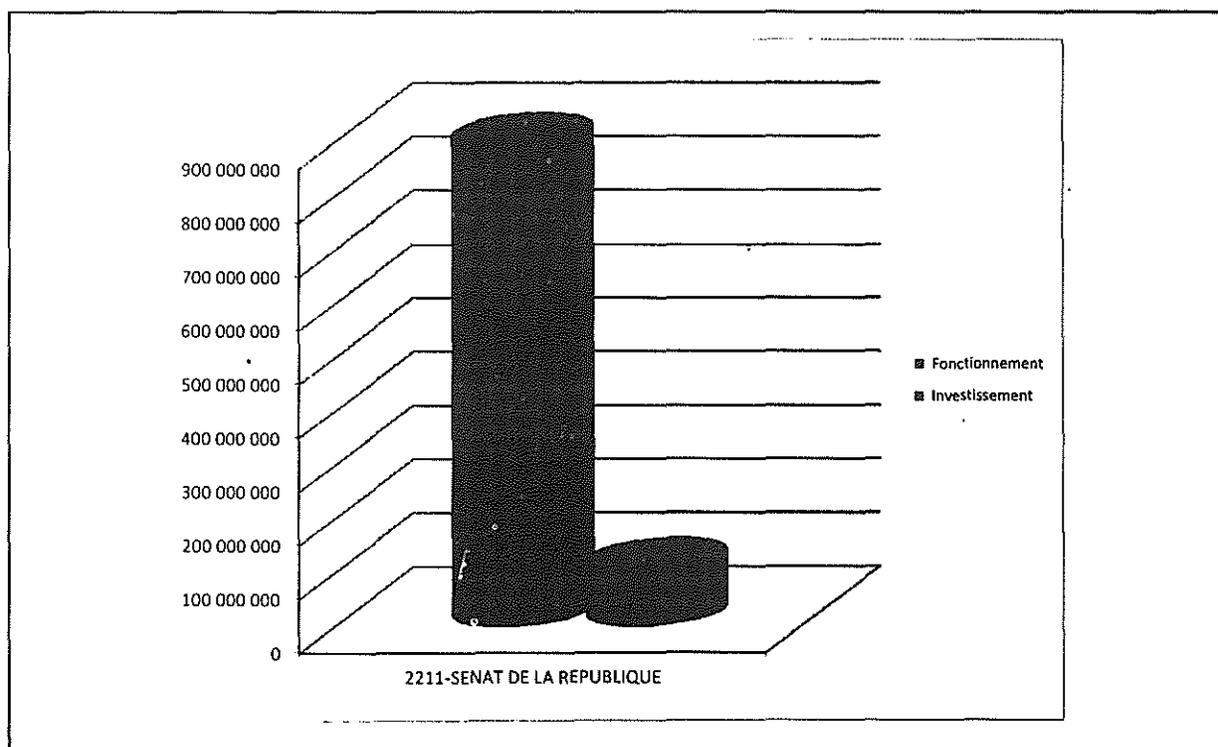
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	711	17 957 500	25 256.68

2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211- SENAT DE LA REPUBLIQUE	893 436 107	102,400,000	995,836,107	100.00%
TOTAL	893 436 107	102,400,000	995,836,107	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	710 836 107	995 836 107	285 000 000	40,1%
2211-1-SERVICES INTERNES	710 836 107	995 836 107	285 000 000	40,1%
2211-1-11-ASSEMBLEE DES SENATEURS	710 836 107	995 836 107	285 000 000	40,1%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	388 138 931	598 138 931	210 000 000	54,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	89 130 327	104 130 327	15 000 000	16,8%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	45 150 000	55 650 000	10 500 000	23,3%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	18 360 000	18 360 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	500 000	-	500 000	-100,0%
7 SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC. INDEMNISATIONS	72 656 849	102 656 849	30 000 000	41,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14 500 000	14 500 000	-	
2211-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	82 400 000	102 400 000	20 000 000	24,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	82 400 000	102 400 000	20 000 000	24,3%

**PRESENTATION ET CREDITS
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Chambre des Députés est régie par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et le Parlement.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions de la Chambre des Députés pour un contrôle plus efficace l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement de la Chambre des Députés.

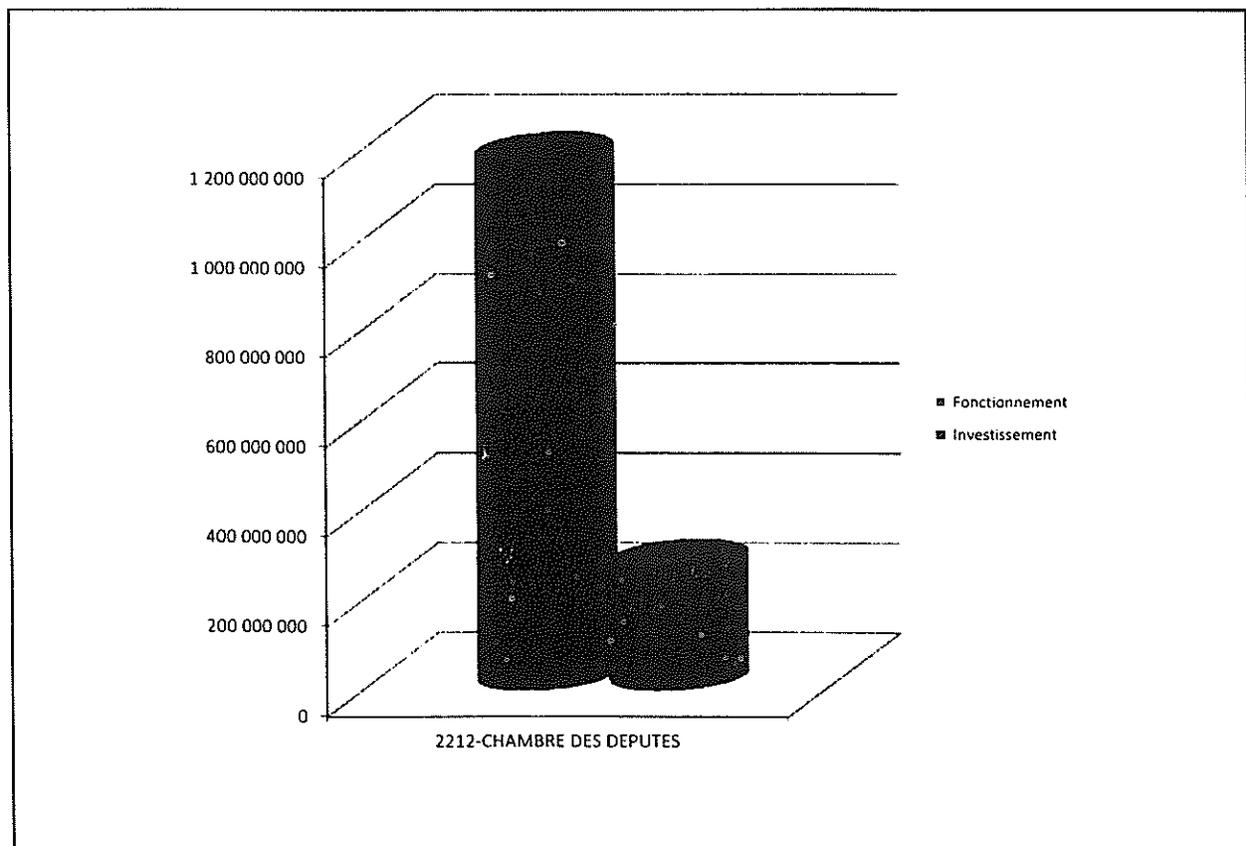
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaires moyen</i>
Services internes	561	19 617 150	34 968.18

**2212.- CHAMBRE DES DEPUTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	1.174.457.754	265.000.000	1.439.457.754	100.00%
TOTAL	1.174.457.754	265.000.000	1 439.457.754	100.00%



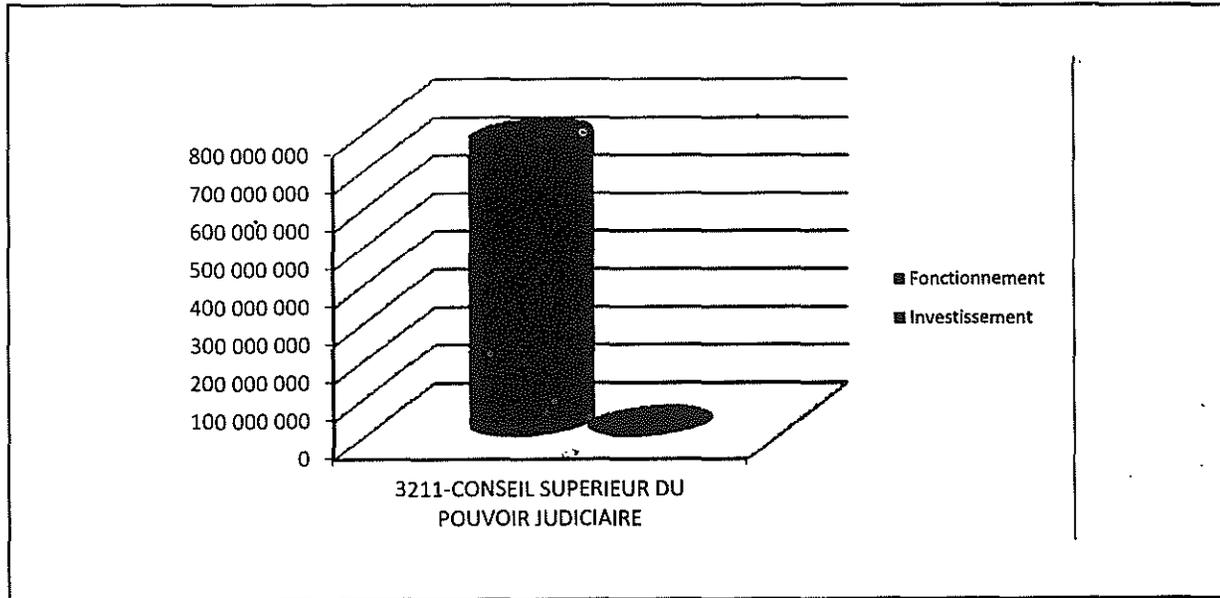
**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	949 097 755	1 439 457 754	490 359 999	51,7%
2212-1-SERVICES INTERNES	949 097 755	1 439 457 754	490 359 999	51,7%
2212-1-11-CHAMBRE DES DEPUTES	320 059 559	389 432 920	69 373 361	21,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	266 448 959	330 621 026	64 172 067	24,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	24 168 000	24 161 894	- 6 106	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	26 967 600	34 650 000	7 682 400	28,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 475 000	-	- 2 475 000	-100,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
2212-1-12-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	27 403 000	54 719 125	27 316 125	99,7%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	26 403 000	54 284 125	27 881 125	105,6%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 000 000	435 000	- 565 000	-56,5%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
2212-2-11-SECRETARIAT GENERAL	601 635 196	995 305 709	393 670 513	65,4%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	378 811 167	417 073 683	38 262 516	10,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	65 733 629	97 715 412	31 981 783	48,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	48 430 400	78 076 614	29 646 214	61,2%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	36 260 000	36 260 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	1 300 000	1 300 000	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	45 980 000	99 760 000	53 780 000	117,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120 000	120 000	-	
2212-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	25 000 000	265 000 000	240 000 000	960,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	265 000 000	240 000 000	960,0%

**CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR JUDICIAIRE**

POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	758,655,880	0	758,655,880	100%
TOTAL	758,655,880	0	758,655,880	100%



**PRESENTATION ET CREDITS
DU CONSEIL SUPERIEUR
DU POUVOIR JUDICIAIRE
SECTEUR POLITIQUE**

3211.- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Pouvoir Judiciaire est régie par la loi du 17 décembre 2007. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) Structure Organisationnelle

- Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :
- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2011-2012

- Contribuer à la fourniture d'une justice équitable et de qualité en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

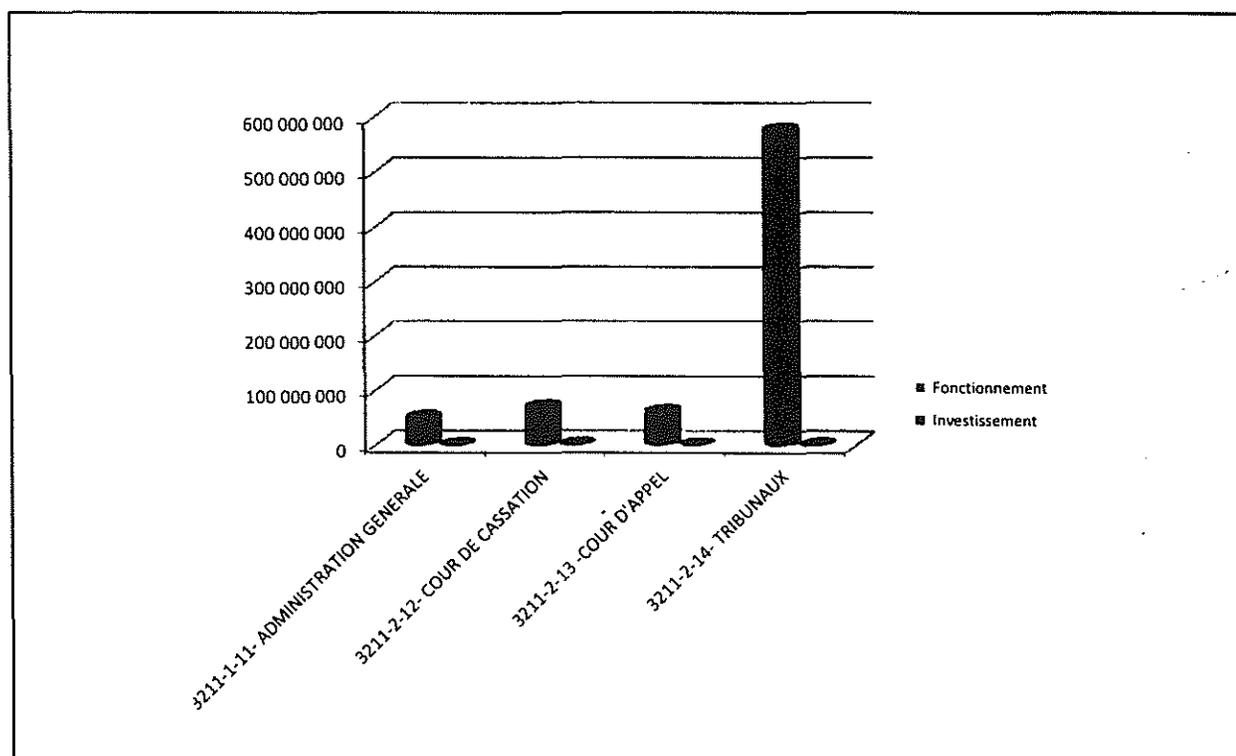
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	777	39 979 824	51 454.08

**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

EXERCICE 2011 - 2012	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-1-11 ADMINISTRATION GENERALE	50 000 000		50 000 000	6.59%
3211-1-12 COUR DE CASSATION	70 497 569		70 497 569	9.29%
3211-1-13 COUR D'APPEL	61 099 268		61 099 268	8.05%
3211-1-14 TRIBUNAUX	577 059 043		577 059 043	76.06%
TOTAL	758 655 880		758 655 880	100.00%



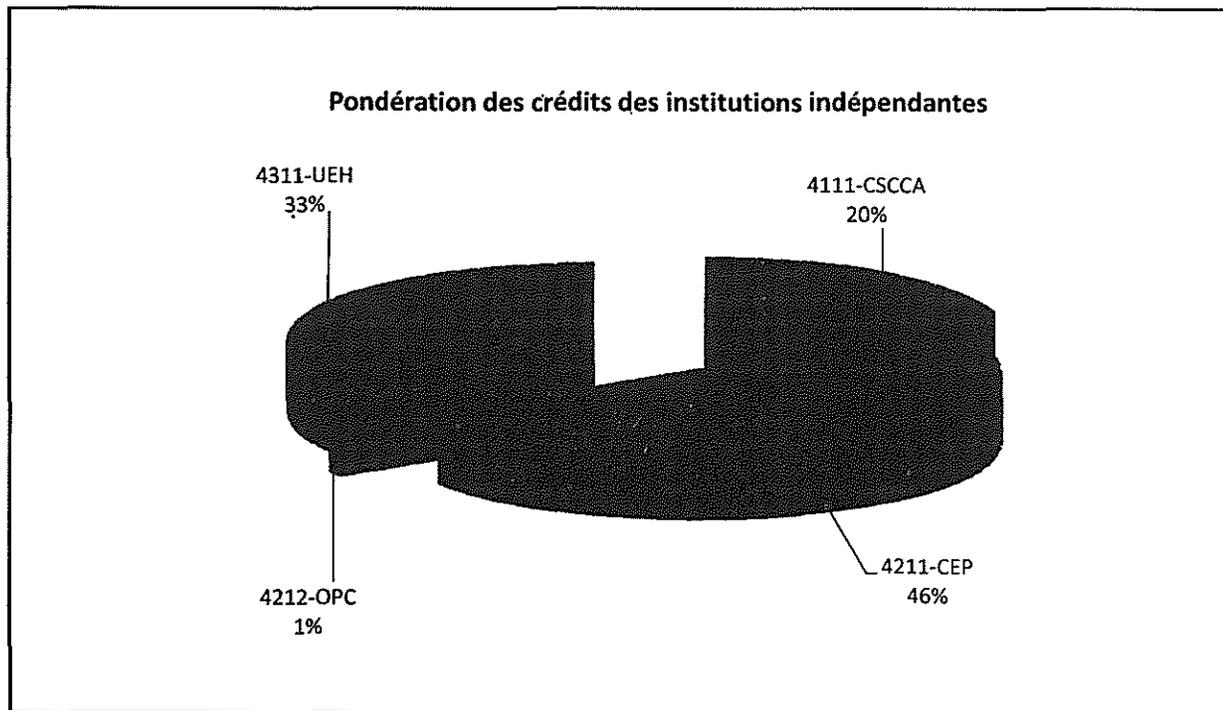
**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ART INSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	686 467 361	758 655 880	72 188 519	10,5%
3211-1-SERVICES INTERNES	686 467 361	758 655 880	72 188 519	10,5%
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	-	50 000 000	50 000 000	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	50 000 000	50 000 000	
3211-2-12-COUR DE CASSATION	58 309 050	70 497 569	12 188 519	20,9%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	49 641 197	54 641 197	5 000 000	10,1%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 994 919	7 994 919	5 000 000	166,9%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 472 934	2 472 934	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 450 000	4 450 000	2 000 000	81,6%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	250 000	438 519	188 519	75,4%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	500 000	-	
3211-2-13-COUR D'APPEL	61 099 268	61 099 268	-	
1 DEPENSES DE PERSONNEL	45 427 557	45 427 557	-	
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 850 000	6 850 000	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 455 044	4 455 044	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3 500 000	3 500 000	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	866 667	866 667	-	
3211-2-14-TRIBUNAUX	567 059 043	577 059 043	10 000 000	1,8%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	504 639 491	514 639 491	10 000 000	2,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15 311 782	15 311 782	-	
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	20 867 923	20 867 923	-	
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	11 351 611	11 351 611	-	
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14 888 236	14 888 236	-	

INSTITUTIONS INDEPENDANTES

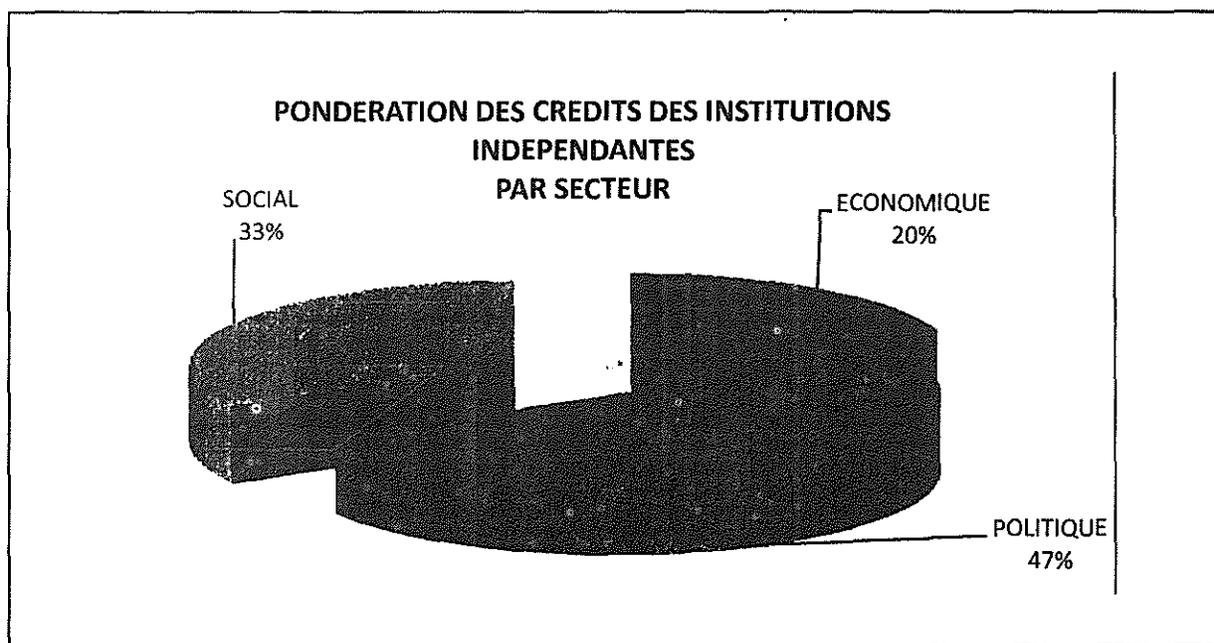
ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

INSTITUTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111 CSCCA	341,811,256	50,000,000	391,811,256	19.81%
4211 CEP	291,319,205	615,000,000	906,319,205	45.82%
4212 OPC	21,731,447	0	21,731,447	1.10%
4311 UEH	454,915,072	203,256,804	658,171,876	33.27%
TOTAL	1,109,776,980	868,256,804	1,978,033,783	100.00%



INSTITUTIONS INDEPENDANTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	341.811.256	50.000.000	391.811.256	19.81%
POLITIQUE	313.050.652	615.000.000	928.050.652	46.92%
SOCIAL	454.915.072	203.256.804	658.171.876	33.27%
TOTAL	1.109.776.980	868.256.804	1.978.033.783	100.00%



**COUR SUPERIEURE DES COMPTES
ET DU
CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des
- Connaître les litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les

b) Structure organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Conseil de la Cour et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales;
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Etablir un environnement de contrôle propice à la reddition des comptes devant la nation ;
- Renforcer la capacité institutionnelle de la CSCCA pour un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources de l'Etat.

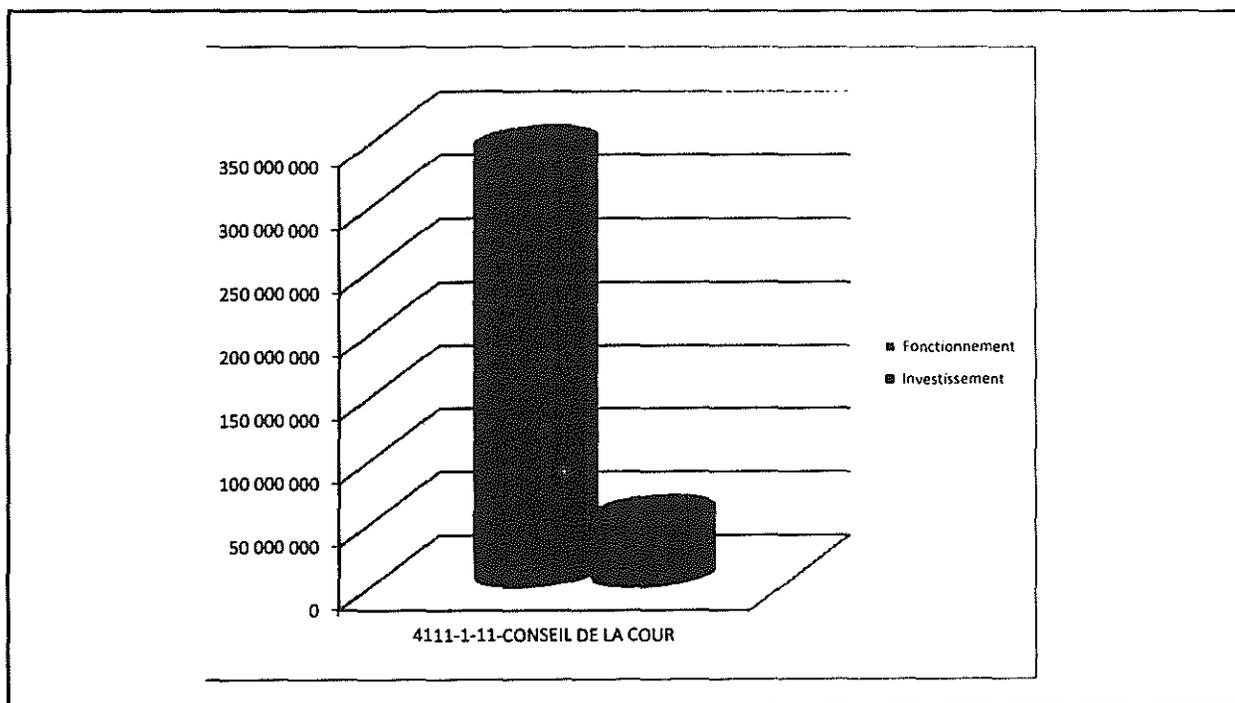
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaires moyen</i>
Services internes	747	17 835 100	23 875.63

**4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	341.811,256	50.000,000	391.811,256	100.00%
TOTAL	341.811,256	50.000,000	391.811,256	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	422 000 194	391 811 256	(30 188 938)	-7,2%
4111-1-SERVICES INTERNES	422 000 194	391 811 256	(30 188 938)	-7,2%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	422 000 194	391 811 256	(30 188 938)	-7,2%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	255 002 650	267 813 712	12 811 062	5,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13 775 098	13 775 098	0	0,0%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 583 252	8 583 252	3 000 000	53,7%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2 630 210	2 630 210	0	0,0%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	820 731	820 731	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27 188 253	48 188 253	21 000 000	77,2%
4111-1-11-51-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	82 000 000	-	(82 000 000)	-100,0%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	82 000 000	-	82 000 000	-100,0%
4111-1-11-78- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	35 000 000	50 000 000	15 000 000	42,9%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35 000 000	50 000 000	15 000 000	42,9%

CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE

4211.- CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Conseil Electoral est régi par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Elaborer le projet de loi électorale qui sera soumis à l'exécutif pour les suites nécessaires ;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs;
- Organiser des élections ;
- Trancher les conflits entre les partis aux élections ;
- Intervenir dans les cas de violation de la loi électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par devant le tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'Institution.

b) Structure organisationnelle

Le Conseil Electoral Provisoire comprend :

- Le Bureau de Conseil
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Réaliser des élections présidentielles, législatives et celles pour le renouvellement des organes des collectivités territoriales.

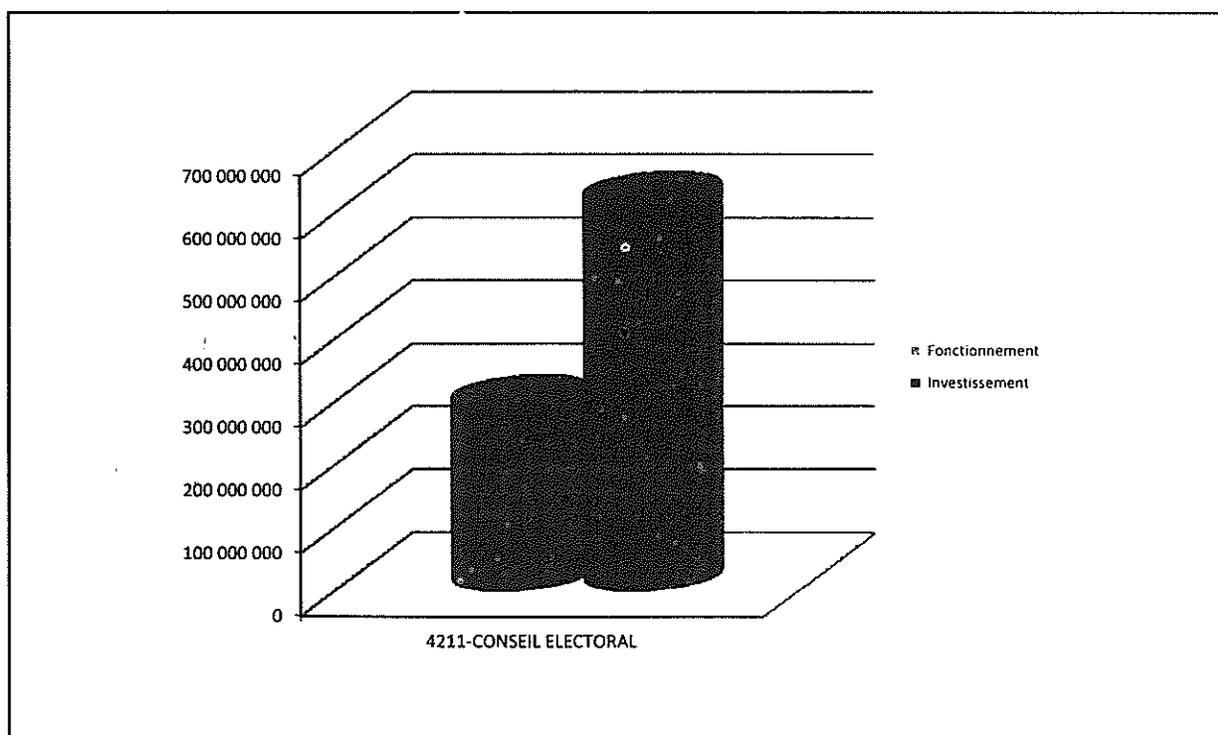
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	15	1 214 900	80 993.33

4211.- CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4211-CONSEIL ELECTORAL	291,319,205	615,000,000	906,319,205	100.00%
TOTAL	291,319,205	615,000,000	906,319,205	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
4211-CONSEIL ELECTORAL	906 319 205	906 319 205	(0)	0,0%
4211-1-SERVICES INTERNES	906 319 205	906 319 205	(0)	0,0%
4211-1-11-CONSEIL ELECTORAL	906 319 205	906 319 205	(0)	0,0%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	244 866 408	244 366 408	- 500 000	-0,2%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12 730 000	14 730 000	2 000 000	15,7%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6 498 500	7 998 500	1 500 000	23,1%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	7 224 297	14 224 298	7 000 001	96,9%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	10 000 000	- 10 000 000	-50,0%
4211-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	615 000 000	615 000 000		
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	615 000 000	615 000 000		

**OFFICE DE PROTECTION
DU CITOYEN**

www.moniteur.be

4212.- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN**a) Cadre légal, Mission et Attribution**

L'Office de Protection du Citoyen est régi par le décret du 16 octobre 1995. Sa principale mission et attributions est de protéger tout

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction Technique

c) Objectifs pour l'année fiscale 2011-2012

- Rapprocher l'Office de Protection Civile de l'ensemble de la population par le Programme de Proximité Citoyenne;
- Améliorer la visibilité de l'Office de Protection du Citoyen ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

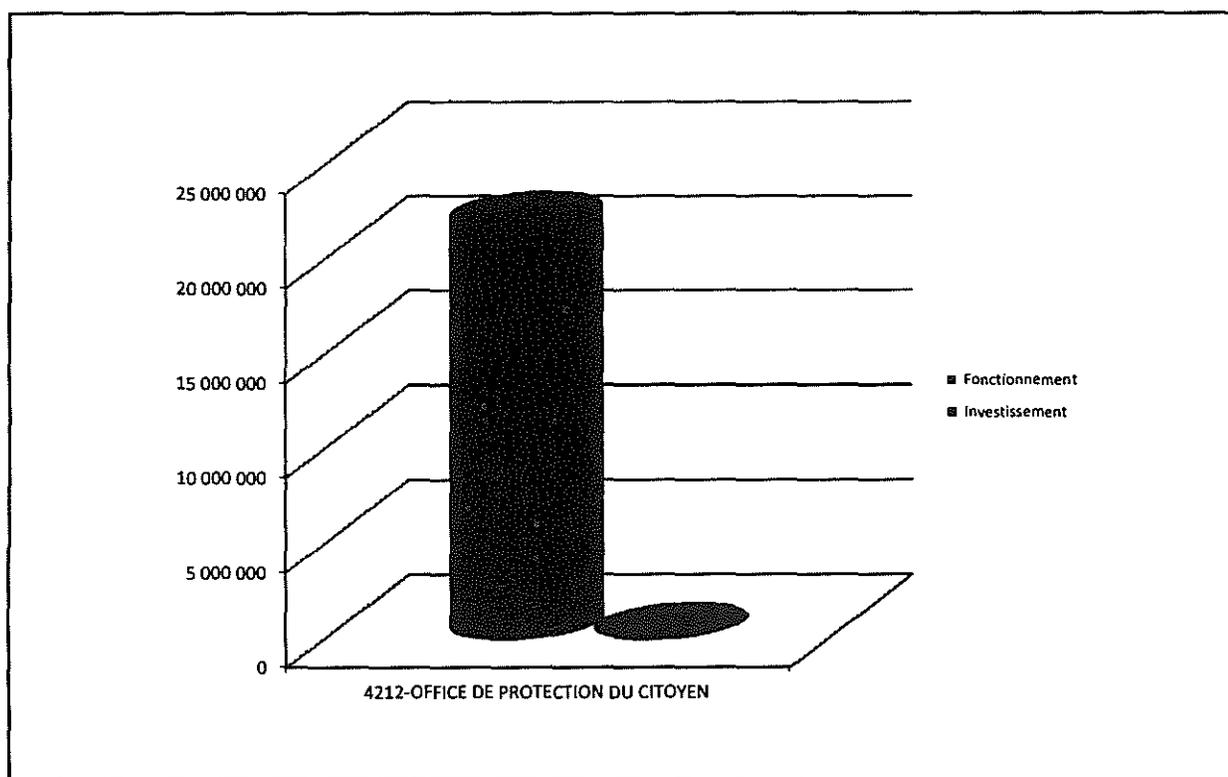
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	10	362 400	36 240

**4212.- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN (OPC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	21,731,447		21,731,447	100.00%
TOTAL	21,731,447		21,731,447	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011-2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	16 731 447	21 731 447	5 000 000	29,9%
4212-1-SERVICES INTERNES	16 731 447	21 731 447	5 000 000	29,9%
4212-1-12-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	16 731 447	21 731 447	5 000 000	29,9%
1 DEPENSES DE PERSONNEL	11 642 534	16 298 036	4 655 502	40,0%
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 500 000	2,203 151	- 296 849	-11,9%
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 865 735	1 600 786	- 264 949	-14,2%
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	723 178	1 629 474	906 296	125,3%
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-		
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-			

UNIVERSITE D'ETAT D'HAÏTI

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAÏTI

a) Cadre légal, Mission et Attributions

L'Université d'Etat d'Haïti est créée et régie par le Décret du 16 décembre 1960. Ses principales mission et attributions sont :

- Contribuer à maintenir l'enseignement supérieur en Haïti au niveau des avancées de la science et de la technologie universelle ;
- Transmettre le savoir et le savoir-faire aux futurs cadres et techniciens de la Nation Haïtienne ;
- Aider à la formation de la conscience critique et de la compétence nécessaires au développement intellectuel, économique et social
- Promouvoir la recherche en Haïti et l'orienter prioritairement vers le développement du pays.

b) Structure organisationnelle

L'Université d'Etat d'Haïti est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Recteur et comprend une (1) Direction

c) Objectifs pour l'exercice fiscale 2011-2012

- Contribuer à doter le pays de professionnels nécessaires pour son développement;
- Promouvoir le développement des capacités institutionnelles de l'UEH ;
- Améliorer la performance académique.

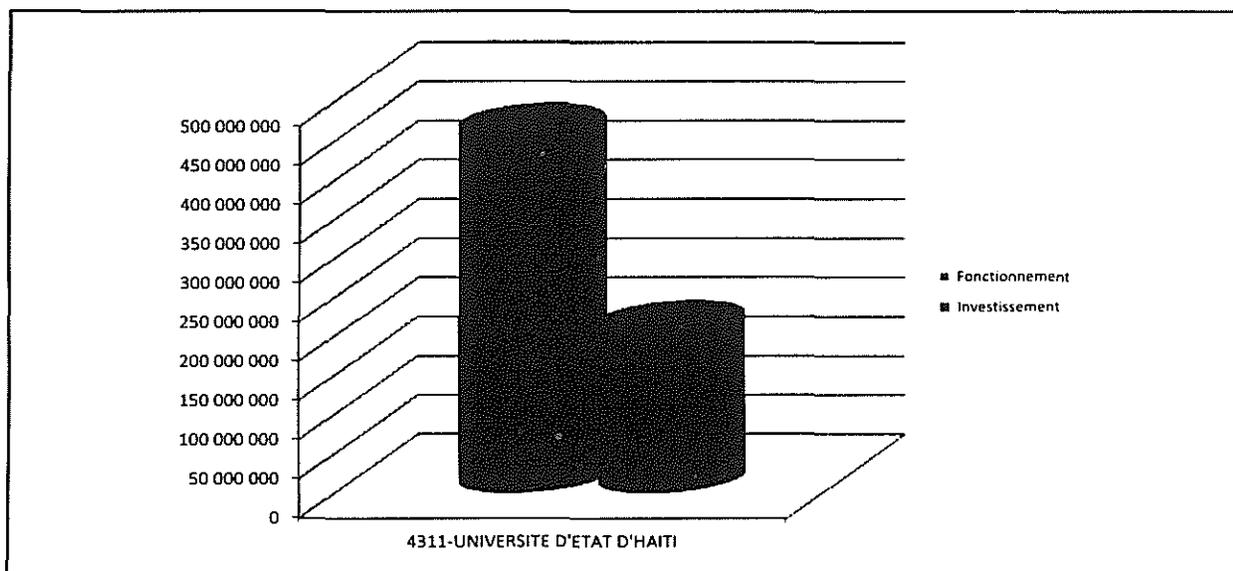
d) Situation du personnel

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	<i>Effectif</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
Services internes	102	2 532 700	24 830.39
FDSE	135	2 144 000	15 881.48
FDS	124	2 368 610	19 101.69
FASCH	129	2 625 000	20 348.83
FE	80	1 303 500	16 293.75
FO	87	1 464 000	16 827.59
FMP	156	1 903 000	12 198.71
FLA	42	1 198 020	28 524.28
ENS	93	2 154 700	23 168.82
IERAH	54	948 500	17 564.81
INAGHEI	149	2 300 700	15 440.94
FAMV	126	2 790 000	22 142.85

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011 - 2012

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	454,915,072	203,256,804	658,171,876	100.00%
TOTAL	454,915,072	203,256,804	658,171,876	100.00%



**LOI DE FINANCES 2011 - 2012
DETAILS DES CREDITS**

ARTINSTITUTION	Crédit 10-11 initial	Crédit 11-12 initial	Variation	
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	637 597 276	658 171 876	20 574 600	3,2%
4311-1-SERVICES INTERNES	637 597 276	658 171 876	20 574 600	3,2%
4311-1-11-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	637 597 276	658 171 876	20 574 600	3,2%
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	446 305 623	454 915 072	8 609 449	1,9%
4311-1-11-50-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	191 291 653	203 256 804	11 965 151	6,3%
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	191 291 653	203 256 804	11 965 151	6,3%

